

débats

ALGÉRIE

Les relations franco-algériennes ont toujours connu des hauts et des bas, mais les sujets de friction et les entreprises de raccommodement se sont multipliés ces derniers temps.

Nabile Farès laisse aller sa réflexion sur le climat politique en Algérie au gré d'une plume littéraire,

tandis que Brahim Younessi et Abdelkader Sahraoui enchaînent sur la nécessité d'aérer la vie politique.

De son côté, à propos d'un article de Jean de La Guérivière (le Monde du 20 juillet), Denis Duclos demande plus de recul pour critiquer le « modèle algérien ».

Plus de sérénité

A Alger, le débat politique circule plus qu'ailleurs en Afrique du Nord, dans les diverses catégories sociales.

par DENIS DUCLOS (*)

PEUT-ÊTRE légé dans la rancœur, le « testament » journalistique de M. de La Guérivière, après son passage à Alger (le Monde du 20 juillet 1985), m'apparaît trop unilatéral. La « névrose algérienne », le « manque de sérénité » qu'il critique ne seraient-ils pas simplement les signes réactualisés de fierté d'un peuple qui, ayant refusé l'écroulement par le colonisateur, refuse encore toutes les formes de mépris, de condescendance ou de malveillance sornioise qui caracté-

risent souvent les attitudes de l'ancienne puissance coloniale envers une nation affirmant toutes les possibilités ouvertes à l'indépendance ?

Le portrait de l'Algérie actuelle dressé par M. de La Guérivière n'est pas sans mérite, mais il est plus court qu'un Maroc ou qu'un Tunisie sans rappeler que les statistiques algériennes conservent la trace d'une guerre de libération dont ces deux derniers pays n'ont pas connu toute l'horreur n'est pas très rigoureux.

Mettre l'accent sur la « saleté » des villes algériennes en ignorant les progrès spectaculaires effectués depuis quelques années en matière de logement et d'urbanisme est inélégant. Critiquer une fois de plus les phénomènes — réels — de pénurie et de difficultés d'approvisionnement sans parler des efforts récents pour favoriser la distribution et pour court-circuiter le marché noir est partial.

Le portrait de l'Algérie actuelle dressé par M. de La Guérivière n'est pas sans mérite, mais il est plus court qu'un Maroc ou qu'un Tunisie sans rappeler que les statistiques algériennes conservent la trace d'une guerre de libération dont ces deux derniers pays n'ont pas connu toute l'horreur n'est pas très rigoureux.

Pourquoi, par contre, cette insistance sur l'immigration ? Ne serait-ce pas parce que, maintenant par nous aux postes les plus déqualifiés et les moins valorisés de notre économie, elle nous rappelle l'image du prolétaire algérien tel que nous voudrions qu'il le soit éternellement : figure de dominé avec qui toute parole d'égal à égal serait, définitivement, impossible ? Les migrants, dont les revenus salariaux restent aujourd'hui en France, par l'essentiel, sont peut-être l'objet d'une certaine défiance de la part des Algériens : c'est d'abord parce que, en refusant la normalisation de leur situation, leur intégration dans le respect des différences culturelles (qui font la France), nous en faisons une population déracinée, canalisée vers les activités marginales, vers le commerce de devises et le troc de marchandises françaises.

D'une part, nous tirons avantage industriel et commercial de cette « spécialisation » des migrants et, d'autre part, nous en usons comme d'un « écran » vis-à-vis de l'Algérie nouvelle, dont les médecins et les ingénieurs, sortis des meilleures universités mondiales, ne correspondent plus du tout à l'image archaïque que nous voudrions peut-être en conserver.

Les libertés politiques

Critiquer, sans reculer, les atteintes aux droits de l'homme en Algérie alors que, dans la période de parution de l'article de M. de La Guérivière, il suffit de lire dans le Monde même les faits divers, banalisés, d'entente meurtre ou mal poursuivi d'immigrés en région marseillaise, ou de l'arrestation de tel leader syndical en Tunisie, c'est traiter légèrement de ce thème grave, pour lequel personne n'a de leçon à donner à personne.

Il existe une répression politique en Algérie, et je suis le premier à la regretter (avec les signataires de la pétition de soutien de M. Yahia) : mais pense-t-on qu'on

(*) Sociologue au CNRS.

Deux textes de Nabile Farès

C'est « au titre d'écrivain » que l'auteur nous adresse ces deux textes inspirés par les « récentes nouvelles d'Algérie ».

Moi, et les généraux

Si je vous racontais que le simple fait de vouloir dire quelques mots, dans sa langue, et surtout en public, au sujet de la démocratie — publique celle-là — peut vous valoir quelque arrestation en pleine ville, ou chez vous, comme par temps de guerre ou de péril incontrôlable, vous ne me croiriez pas.

Si je vous racontais que la meilleure façon de se faire entendre — à vos dépens, s'entend — est de participer à une association récente qui a pour but de préserver les quelques droits qu'il reste à la personne — toute personne — pour s'exprimer, vous ne me croiriez pas.

Si je vous disais que le fait d'appartenir à une jeune association de « jeunes » qui, tous, sont d'anciens fils de « personnes » disparues, ou mortes, pendant une si exécrable guerre, vous ne me croiriez pas.

Si je vous racontais que vous êtes — imaginons — avocat et que, par

délicatesse pour les personnes qui viennent vous voir, vous désirez simplement faire votre travail d'avocat, et que vous seriez aussitôt mis en résidence surveillée, ou même tiré que ceux des deux associations précitées, na pénitencier de Berrouaghia, vous ne me croiriez pas.

Si je vous disais que cela a lieu dans un pays que vous connaissez, qui parle tout le temps de guerre, de victimes, de martyrs, de fruits et — non des moindres — de révolution, vous ne me croiriez pas.

Mais si je vous disais, au terme d'une conversation amicale, et dépourvue d'animosité, que, dans ce même pays qui grandit, chaque année apparaît six ou sept généraux nouveaux, au titre de la défense d'un pays nouveau.

Cette fois, oui, vous me croiriez ; et vous auriez raison, mille fois raison. Tandis que moi, moi, et les généraux...

Berrouaghia, le village du pénitencier

Un peuple responsable

La discussion sur l'identité kabyle (qui n'est pas kabylin en Algérie, qui est purement « arabe », descendant des cinq mille conquérants venus d'Orient ?...) de même que celle sur les orientations religieuses font partie des problèmes importants de cette société. Il est souhaitable qu'elles se déroulent plus sérieusement — sans voir la main des manipulateurs étrangers français, saoudiens ou marocains par exemple. Mais il est essentiel de bien considérer que ce sont les problèmes d'une Algérie souveraine, d'un peuple responsable, qui n'a aucun empêchement à rendre de ses choix en fonction de critères dans une situation mondiale où la France n'est plus que l'un des paramètres nombreux avec lesquels elle doit compter. C'est au prix de ce respect (simplement réaliste) que nous pourrions dans l'avenir contribuer à construire dans ce « fusaen horaire » des Occidentaux africain et européen où la géographie nous fixe une politique de paix et de développement.

VILLAGE où vont les internes, Berrouaghia fut le village de mon enfance, au sud de la ville d'Alger. Description première de ce qu'il m'en reste, alors que la sixième année m'atteignait : la maison obscure du pénitencier. Plus haut, vers le sud, c'était les vastes terrains de l'élevage.

C'est pas là que je suis né, mais c'est là que j'ai grandi, une première fois, si j'ose dire. Grandi, tout d'un coup, là-bas, près des rails, dont je suis maintenant, à force de voyages dans les trains, qu'ils m'ont imprimé le chant, la durée, le goût du blues, un mélange tendre contre l'opprimé. Blues au long cou, que les gens du Sud chantaient lorsqu'ils sont intranquilles. Blues aux longues jambes, lorsqu'il s'agit de fuir la mauvaise heure ou les caprices agissent contre les yeux des belles charités. Blues aux longues courbes qui disent les vies blanches ou les vies noires ; les vies pas-vies du tristement célèbre pénitencier de Berrouaghia.

Le village en partait. Son approche nous était interdite. Nous pouvions jouer plus loin, de l'autre côté, vers les champs, vers les étendues où les oiseaux inabordablement montaient droit dans les cieux sans dessein.

Nous ne pouvions aller là-bas, où les hommes « inconnus » traînaient derrière les lignes.

C'est bien plus tard que j'ai appris à reconnaître le nom de Berrouaghia.

A l'âge de quinze ans. Alors, le village me parut tout petit. Petit, car j'étais cloigné de lui, que je n'avais plus de nouvelles de lui, ou que sous cette forme : demeure d'un village de pénitencier.

D'un coup — aussi — me furent enlevées les autres valeurs de l'élevage, celles dont j'avais apprécié la venue caravanière jusqu'aux portes de la maison où j'habitais.

De longues caravanes entravées aux approches du marché, près des chaudrons où bouillaient les tentes et les laines ; là-bas, on oncle y avait été envoyé, au pénitencier, et puis, quelque temps plus tard, des amis partis comme ces anciennes caravanes entravées à la recherche des libertés.

Certains n'ont jamais repars. A peine si, certaines fois, dans la mémoire obscure... Lni, n'avait jamais voulu faire une description de la vie dans le camp ; à part celle-ci : celle où les hommes se complaient à l'appel, ou tremblaient à l'absence soudaine d'un nom.

Un bout de village perdu, au fond d'un autre village autrement révisé, dont l'entrée demeure une gare ; c'est une gare de substitution : une sorte de blues, errant, sent, intermédiaire.

Je me suis dit que, le jour où le pénitencier de Berrouaghia disparaîtrait, je pourrais retourner vivre dans ce village, avec les oiseaux inabordablement, et non plus, comme ça, cloigné de lui, dans une vieille maison, aujourd'hui déséchante : je vis toujours à l'ombre du pénitencier.

Alors, j'ai appris à ne pas croire aux heures, au temps, et je me suis dit qu'un jour, même si cela est « faux », le village perdrait son nom de pénitencier, pour retrouver enfin son nom de village, petit, beau, ouvert, jamais plus sans honte.

Un village comme un autre, avec une enfance allée.

Certains fois, j'ai peur, car je vois de drôles d'êtres habillés de noir, sans aucune couleur, avec le bas des pantalons retroussés ; ils marchent ainsi sur les quils et les pierres, comme s'ils voulaient en extraire quelque produit qui pourrait servir ceux que des organisations obscures vont prendre chez eux. Comme si ces êtres noirs, sans couleur, voulaient débrayer les condamnés aux chantiers acceptés de la jalousie.

Où la jalousie. C'est comme s'ils étaient devenus jaloux de ce que, un jour, même si c'est uniquement dans ma pensée, ce village perd — une bonne fois — son nom de pénitencier.

Pour la démocratie !

par BRAHIM YOUNESSI (*) et le D^r ABDELKADER SAHRAOUI (**)

Libérer les prisonniers politiques, abolir le parti unique, rendre le pouvoir aux civils.

Si, à l'indépendance, l'espoir était permis de voir, en dépit des orientations du gouvernement de l'époque, s'instaurer en Algérie un régime politique, même de façade, dans un premier temps, les chances d'une telle possibilité ont été compromises par le coup d'Etat du 19 juin 1965.

Vingt ans durant, le peuple algérien réduit au silence a été desservi de sa liberté acquise après plus de sept années de guerre contre le colonialisme. La libre disposition des peuples ne veut pas uniquement dire l'indépendance à l'égard de l'étranger, mais aussi liberté pour les hommes, individuellement et collectivement, de choisir démocratiquement leurs institutions, leurs représentants et le type de société qui correspond le mieux à leurs aspirations.

Il est fort heureusement rare qu'un peuple souverain opte pour la dictature contre la démocratie. Il n'y a pas de doute que cette affirmation sera confirmée si le peuple algérien avait le droit de s'exprimer librement. Du reste, il manifeste, depuis quelques années déjà, un peu plus ouvertement chaque jour, son mécontentement et le désir de se donner des « espaces de liberté ».

C'est dans ce cadre et pour alerter l'opinion publique internationale sur les fréquentes tentatives de la dictature contre la démocratie que nous, Algériens des droits de l'homme, nous reconnaissons par le pouvoir, s'est récemment constituée. Malheureusement, son existence fut de courte durée. La plupart de ses membres, dont son président, maître Ali Yahia Abdennour, ont été arrêtés et incriminés pour être entrés à la sûreté de l'Etat.

L'attitude, pour le moins négative, du pouvoir devant toute tentative d'aérer la vie politique en Algérie risque, à terme, d'exacerber la colère et de plonger le pays tout entier dans la violence. On ne peut opprimer ni bâillonner indéfiniment un peuple sans qu'il ne réagisse un jour ou l'autre. D'ailleurs, les signes avant-coureurs d'une situation explosive se font de plus en plus sentir. Pour la démocratie, il n'y a pas d'autre alternative que de libérer sans distinction tous les emprisonnés politiques, d'abolir le parti unique pour un multipartisme et de rendre le pouvoir aux civils pour former un gouvernement de salut public.

(*) Ancien journaliste de la Radio-télévision algérienne.

(**) Ancien membre de la Fédération de France du FLN, éditeur.

L'image du prolétaire algérien

Le « modèle » marnenla, fédéralo-libéral, serait-il préféré par les Français au modèle socialiste des Algériens ?

Le contraste richesse-misère offert par une économie fondée sur le tourisme étranger serait-il soutenu par la France parce qu'il flatte le sentiment d'exotisme où le tourisme occidental se rassure d'être toujours le dominant ? L'Algérie a refusé ce mode de sous-développement entraînant dépendance et parasitisme : est-ce cela que nous lui reprochons implicitement ? Cela expliquerait le silence de M. de La Guérivière sur l'ampleur des investissements industriels en Algérie, de l'insistance sur la formation de cadres compétents, de niveau international, venant prendre la place d'une « coopération » encore trop envisagée comme une charité faite à un pays retardé. Cela expliquerait aussi le silence fait sur les efforts pour promouvoir une agriculture

COURRIER DES LECTEURS

A propos des biens français

Nous avons reçu de M. Maurice Grima une lettre faisant référence à l'article de notre correspondant à Alger, Jean de La Guérivière, concernant le voyage de M. Fabius en Algérie (le Monde du 25 juin). Agé de soixante-seize ans, habitant Alger, M. Grima nous écrit notamment à propos des résidents français en Algérie :

Il y avait en effet, fin mars dernier, 53 dossiers de propositions de vente à l'Etat algérien déposés dans la circulaire n° 100 en date du 10 décembre 1984. 4 ou 5 de ces dossiers, complètement instruits, en étaient à la phase finale du transfert.

La moyenne d'âge des 53 intéressés était très exactement de soixante-deux ans.

Je ne pense pas qu'il soit juste de dire : « A défaut de prix intéressants », car les évaluations que j'ai pu connaître semblent raisonnables.

Reste par contre le fond du problème : les délais d'étude des dossiers et la phase finale, le « rapatriement des fonds ». C'est là, je crois, qu'il y aurait lieu de repenser objectivement aux conventions actuellement en vigueur. En effet, seules les fluctuations du franc français fixent les valeurs respectives des deux monnaies, dinar et franc, ce qui fait que, actuellement, si les transferts s'opéraient, ils se feraient sur la base pratiquement de 2 francs français pour 1 dinar.

C'est peu raisonnable d'y prétendre d'autant que le coût de la vie en Algérie est pratiquement identique à celui de la France.

Cela dit, tant que l'on ne proposera pas que le règlement des transferts se fasse à la parité, il reste à craindre que l'Algérie ne soit tentée d'attendre un cours du franc français qui lui soit plus favorable.

Nous risquons alors, comme votre article y fait allusion, d'assister à un règlement par « simple extinction » (à titre indicatif, 16 d'entre nous ont déjà disparu depuis la parution du décret concernant la vente des biens étrangers).

D'autre part, les ayants droit de ceux qui parmi nous disparaîtront avant que ne soient parachevées ces démarches n'auront que peu de chances de pouvoir entreprendre les formalités de succession, par d'abord retenu par leurs obligations et, par ailleurs, pas toujours à même d'exposer les frais que ces formalités nécessiteront.

J'ajoute que ceux qui y parviendraient auraient à supporter des frais de succession certainement bien supérieurs à la dette que je pense juger de proposer.

Cela étant, il serait également souhaitable de proposer aux autorités algériennes et françaises la création d'une « commission d'exécution paritaire », composée, du côté français, d'éléments directement concernés, de toutes confes-

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIAIR 650572 F
Tél. 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérants : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principales associations de la société :

Société civile : « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Imprimerie de « Le Monde », 51, rue de la Harpe, PARIS-20

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par voie aéroportée)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Chaque année d'abonnement définitif ou provisionnel (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,90 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 318 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Hongrie, 35 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 595 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Tchécoslovaquie, 110 Kč.

À TRAVERS LE MONDE

Autriche

ASSEMBLÉE NATIONALE NAZI. — Le conseil de la culture nazi Walter Steiner, député par l'Italie en 1945, a été élu à l'Assemblée nationale autrichienne. Il a été élu à la présidence de la commission parlementaire chargée d'étudier la question de la restitution des biens nazis.

Belgique

INVESTIGATION D'UNE TERRE. — L'enquête sur les terres des combattants belges pendant la Seconde Guerre mondiale a été confiée à la Commission royale d'enquête.

France

CRÉATION D'UN INDICATEUR. — L'Indicateur de la confiance des consommateurs a été créé par l'Insee.

Israël

VISITE. — Le président de la République a effectué une visite officielle en Israël.

Liban

PROTESTATION. — Des manifestations ont eu lieu à Beyrouth contre le gouvernement.

Maroc

PROTESTATION. — Des manifestations ont eu lieu à Casablanca contre le gouvernement.

étranger

LA SITUATION EN AFRIQUE DU SUD

La rencontre entre M. Botha et les responsables des Eglises a tourné court

La journée du lundi 19 août a été relativement calme en Afrique du Sud, après les violences de la semaine dernière. Le syndicat national des mineurs (NUM) a présenté à la Chambre des mines, avec laquelle il négocie, une nouvelle liste de revendications en retrait par rapport aux précédentes. Selon les observateurs, ce geste a pour but d'éviter au pays la plus grande grève légale de son histoire. La grève avait été votée par la NUM le 4 août dernier, après la rupture des négociations avec la chambre, et devait commencer le 25 août dans vingt-neuf mines d'or et de charbon où le syndicat est représenté.

La Chambre a annoncé qu'elle examinerait les nouvelles demandes de la NUM, qui portent sur les salaires et les conditions de travail, et se réunirait à nouveau avec le syndicat mercredi.

La NUM représente, selon ses propres statistiques, 200 000 mineurs sur 575 000 personnes employées dans les mines d'or et de charbon d'Afrique du Sud. Elle avait organisé la première grève légale des mineurs noirs en septembre 1984.

D'autre part, une rencontre très attendue entre le président Botha et des dirigeants des principales Eglises chrétiennes multiraciales d'Afrique du Sud n'a finalement eu lieu le 19 août à Pretoria, qu'un dialogue de sourds, selon le récit qu'en ont donné les médias.

Au cours de ces entretiens, les ecclésiastiques ont averti le chef de l'Etat que la violence ne cessait pas dans le pays et le gouvernement ne s'engageait pas à démanteler l'apartheid et à négocier avec des dirigeants reconnus par la communauté noire.

Le refus de Mgr Tutu

Lors d'une conférence de presse organisée à l'issue de la rencontre, il a déclaré que M. Botha semblait complètement coupé des réalités du pays et ne leur avait donné aucune assurance qu'il examinerait les demandes qui lui ont été présentées.

Alors qu'un nouveau week-end de violence venait encore de faire trois morts au moins, et qu'une tension intense règne dans plusieurs cités noires de la région, la délégation a tenté d'expliquer au gouvernement que le «désespoir» dans les cités noires était exacerbé par la répression exercée par la police et l'armée, et par l'état d'urgence imposé dans une partie du pays.

La délégation, conduite par l'archevêque anglican de Cap, Mgr Philip Russell, était composée de neuf prêtres, dont le chef de l'Eglise méthodiste, le révérend Peter Storey et l'archevêque de Durban, Mgr Dennis Hurley. Elle a été reçue par le président Botha entouré de quelques uns des membres les plus importants de son cabinet. L'évêque anglican de Johannesburg, Mgr Desmond Tutu, avait finalement renoncé à se joindre à la délégation, expliquant que, selon lui, «seul un miracle» permettrait à une telle rencontre d'aboutir à quelque chose.

Le mouvement de repli des sociétés américaines prend de l'ampleur

L'incapacité du gouvernement de Pretoria à entreprendre rapidement les réformes sociales et politiques que réclame la majorité noire inquiète de plus en plus le monde des affaires. L'irritation du patronat sud-africain, qui s'est prononcée récemment pour la fin du régime de l'apartheid, est si décelée que le *Journal Business Day*, proche de ce milieu, n'a pas hésité à traiter le président Pieter Botha de «péquenot» après son discours raté du 15 août. L'inquiétude est tout aussi perceptible à l'étranger, comme en témoigne l'annonce par la banque anglaise Barclays, la veille du discours de M. Botha, qu'elle avait cédé la majorité qu'elle possédait dans le capital de la filiale sud-africaine.

Pour spéculer sur ce qu'elle soit, compte tenu des circonstances, la décision de Barclays n'est pas un exemple isolé. Déjà, au début de l'année, la firme automobile américaine Ford, qui emploie quelque dix mille salariés, pour la plupart des Noirs, dans son usine de Port Elizabeth, avait pris une mesure analogue, et avait jusqu'à présent en direction des sociétés concernées des avis évasifs. Les raisons de la situation politique, il se trouve pourtant que Ford, ces dernières années, avait critiqué la politique raciale de Pretoria, en particulier la détention sans procès de syndicalistes noirs et d'autres mesures arbitraires ou discriminatoires.

Un mouvement en essor

Les faits sont là : sur les quelque trois cents sociétés américaines installées en Afrique du Sud, une trentaine ont quitté le pays de 1980 à 1984, et jusqu'à présent, en 1985, ces départs n'ont été contrebalancés depuis cinq ans que par une dizaine d'arrivées de firmes nouvelles. Ceux qui s'en vont mettent le plus souvent en avant la récession que connaît l'Afrique du Sud depuis trois ans et la détérioration des conditions de travail. Ils minimisent généralement la pression croissante qu'exerce aux Etats-Unis en faveur d'un désengagement économique.

Ce mouvement, qui a commencé timidement voici deux ou trois ans, est pourtant en plein essor, et tout

indique, étant donné l'immobilisme de Pretoria, qu'il devrait continuer à se renforcer. A ce jour, sept Etats, une bonne vingtaine de grandes villes (parmi lesquelles New-York, Boston, Philadelphie, Los Angeles, Washington) et une vingtaine d'universités, sans compter nombre d'Eglises et d'associations privées, ont adopté des plans de retrait de leur participation financière dans des sociétés liées à l'Afrique du Sud. Ce sont bien souvent les placements de fonds de retraite qui sont visés par ces décisions dont l'application, toutefois, pourrait prendre, dans certains cas, plusieurs années.

Des mesures symboliques

Aux Etats-Unis mêmes, les adversaires des sanctions jugent que celles qui sont envisagées seront insuffisantes, car largement symboliques, et qu'en outre l'Afrique du Sud, depuis une vingtaine d'années, a appris à faire face à ce genre de situations, d'abord lors de l'embargo sur les ventes d'armes, ensuite lors du boycottage des exportations de pétrole décidé contre elle par les Arabes. Ainsi, pour maintenir ses capacités de défense, Pretoria a été amenée à développer sa propre industrie d'armement. Résultat : les Sud-Africains se trouvent aujourd'hui en position d'exportateurs.

Certains soulignent aussi que la présence économique des Etats-Unis fournit un emploi à quelque 70 000 Noirs, permettant de nourrir, avec les familles, dix fois plus de personnes. Il faut dire aussi que la moitié des firmes américaines ayant une activité en Afrique du Sud adhèrent aux principes de Sullivan, un code de conduite énoncé en 1977 par un pasteur baptiste noir du nom de Leon Sullivan et qui leur fait obligation de traiter sur un pied d'égalité leurs salariés noirs et blancs.

Les compagnies qui observent ces règles sont tentées de s'occuper, bien-être de leurs employés noirs en dehors du travail, notamment en matière de logement, et, depuis le mois de décembre dernier, elles doi-

MANUEL LUCBERT.

Un chef-d'œuvre d'humour grivois LE BRÉVIAIRE DU CARABIN illustré par LES HUMORISTES ASSOCIÉS

Rassemblez toutes les chansons de Salles de Gardes connues ou oubliées, ou faire un véritable florilège de la chanson carabinière était un tour de force, mais c'est ce que les Humoristes Associés ont accompli. Pour illustrer le *Breviaire du Carabin* était une gageure. Et pourtant l'association de Salles de Gardes de militaires et de pharmaciens, éditeurs de l'ouvrage, a tenu son pari grâce au concours des Humoristes Associés.

Un feu d'artifice de talents. Jamais à notre connaissance autant d'humoristes furent réunis pour illustrer un seul volume, certes dans des genres très variés, mais dans des domaines très différents. Les Humoristes Associés ont regroupé chaque mois 3, 4, 5... noms prestigieux, mais rassemblés en quelque 200 pages les signatures de Avoine, Barbe, Blackson, Bédouin, Fred, Lacroix, Laville, Long, Mose, Napoléon, Nicolas, Sébastien, Serré, Slat, Soulas, Traz, constitue sans doute une sorte de record.

Une imagination «humoriste» et... luxuriante. L'imagination est un pouvoir, tous les humoristes se déchaînent dans cet ensemble de plus de 120 illustrations dont 14 hors-texte en couleurs. Chaque artiste conserve son style propre, laisse libre cours à sa fantaisie et le résultat n'est pas triste.

Le *cul de ma blonde* est illustré par Napoléon à la manière des peintres naïfs, Lacroix, lui, est très précis et donne une interprétation très originale du mythe d'Hercule et d'Omphale. Bridonne a eu l'idée «charmante» de représenter le *Père Dupont* et ses mille attributs, non en la force de l'âge, mais à sa naissance. Quant à la façon dont le moine transporte la *Sœur du Couvent*, tous les lecteurs seront, nous le pensons, éblouis par la promesse.

Une joyeuse paillardise imprègne l'ensemble de ces œuvres, juteuses, l'illustration de cette annonce a été choisie entre toutes, car elle était la seule qui, grâce à l'adjonction d'un carré blanc, ne risquait pas de choquer la pudeur d'éventuels jeunes lecteurs non avertis.

Un véritable florilège des Salles de Gardes. Les 74 chansons de ce volume constituent une «somme» pratiquement exhaustive des chansons de carabins. Vous y trouverez des chansons que tout le monde a fredonné comme les *trois œufes* et d'autres en revanche, comme des rares initiés telles

Je commande le BRÉVIAIRE DU CARABIN au prix de 168 F + 21,60 F de frais de port soit 189,60 F. Je verse par chèque ou par carte bancaire le montant de 189,60 F. Je verse par chèque ou par carte bancaire le montant de 189,60 F. Je verse par chèque ou par carte bancaire le montant de 189,60 F.

AVEC LA BAISSSE DE SES TAUX INTERIEURS

Pretoria cherche à relancer l'économie

L'Afrique du Sud a besoin de relancer son économie. C'est pourquoi la Réserve fédérale du pays (la banque centrale), a décidé, lundi 19 août, de réduire de 1 3/4 point, à 16 % aujourd'hui, son taux d'intérêt bancaire, annonce le *Financial Times* du 20 août. A sa suite, les banques commerciales devraient également réduire leurs taux, de 21 % à moins de 20 %.

Le gouvernement de la Réserve fédérale, de docteur de Kock, justifie sa décision, «malgré des conditions politiques anormales». Elle doit mettre un terme à la politique d'austérité qui avait jusqu'alors prévalu pour combattre les deux maux de l'économie sud-africaine, l'inflation et le déséquilibre de la balance des

opérations courantes de la balance des paiements (échanges de biens et services). En juin, l'inflation a culminé à 16,4 % - contre 10 % en février 1984 - mais le docteur de Kock pense qu'elle devrait désormais diminuer. Quant au déficit de la balance des opérations courantes, il a été réabsorbé au point de devenir un excédent depuis le deuxième trimestre de 1985.

En revanche, les fuites de capitaux hors du pays, ainsi la diminution des prêts accordés par les banques étrangères à l'Afrique du sud, ont fait craindre une renouée des taux, dans le but d'attirer des capitaux étrangers par les troubles politiques. Mais cette augmentation avait entraîné une aggravation supplémentaire de la situation économique.

Ce manque de confiance a été encore accentué par le discours de M. Botha, le chef de l'Etat sud-africain, qui a provoqué une chute brutale du rand, tandis que montaient les cours des métaux précieux, particulièrement celui du platine, dont l'Afrique du Sud est un des principaux exportateurs.

L'avenir dira si les flambées des cours de certains métaux traduisent une simple spéculation ou un malaise plus profond. En tout cas, on observe au contraire une renouée des cours des actions des mines d'or au 19 août, qui avaient chuté au lendemain du discours de M. Botha.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

● **RASSEMBLEMENT NAZI.** - Le criminel de guerre nazi Walter Reder, libéré par l'Italie en janvier dernier, aurait participé le 6 août à un rassemblement néo-nazi dans une auberge autrichienne, rapporte l'hebdomadaire *Profil*. Il aurait reçu un insigne honnifique à l'issue de cette réunion. Lieu de rencontre de la «Kameradschaft», l'«amalgam» du Tiers Reich, l'ancien chef du mouvement des anciens combattants de la Waffen SS hitlérienne. L'accueil fait à Walter Reder le 24 janvier par le ministre autrichien de la défense avait donné lieu à de nombreuses protestations. - (Reuters).

Belgique

● **ARRESTATION D'UNE TERRORISTE.** - L'enquête sur les activités des groupes terroristes belges Cellules combattantes communistes et (CCC) Front révolutionnaire d'action prolétarienne (FRAP) a abouti, le jeudi 15 août, à l'arrestation d'une jeune femme, Chantal Paternotte. Selon les milieux judiciaires, son implication serait directement en rapport avec un attentat manqué le 26 juin dernier contre

un bâtiment des ateliers de constructions électriques de Charleroi, près de Bruxelles. Cette arrestation pourrait permettre à la police de remonter la filière menant aux auteurs des dix-huit attentats terroristes revendiqués depuis octobre 1984 par les CCC et le FRAP.

Canada

● **CRÉATION D'UN PARTI INDÉPENDANTISTE AU QUÉBEC.** - Un Parti indépendantiste vient d'être fondé à Montréal. Dirigé par M. Denis Monière, ancien chef du Parti nationaliste (PN), ce parti a pour unique objectif la promotion de l'indépendance de la province francophone du Canada. D'anciens du Parti québécois (PQ) de M. René Lévesque, les fondateurs de la nouvelle formation précisent n'avoir aucun lien avec le Rassemblement démocratique pour l'indépendance, issu d'une précédente scission au sein du PQ en janvier dernier. - (AFP).

Chine

● **VISITE DE M. NYERERE.** - Le président tanzanien est arrivé lundi 19 août à Pékin pour une visite officielle de trois jours.

Norvège

● **LE ROI OLAV HOSPITALISÉ.** - Le roi Olav V de Norvège, âgé de quatre-vingt-deux ans, a dû être hospitalisé à Oslo, au cours du week-end dernier, pour une infection respiratoire et de la fièvre. «Il n'y a pas de raison de s'inquiéter», a cependant déclaré le porte-parole de l'hôpital. Le prince héritier Harald et la princesse héritière Sonja, en vacances en Norvège, n'ont pas été rappelés à Oslo. - (AFP).

Philippines

● **NOUVEL ASSASSINAT D'UN JOURNALISTE.** - Le directeur d'un hebdomadaire d'opposition, M. Joseph Paloma, a été abattu lundi 19 août à Surigao (700 kilomètres au sud de Manille), portait à mort le nombre des journalistes assassinés aux Philippines depuis le début de l'année. M. Paloma, âgé de quarante et un ans, professeur de philosophie et directeur de l'hebdomadaire en langue anglaise *Surigao Star* et d'un journal régional, a été tué à l'arme par un groupe d'hommes armés de fusils-mitrailleurs M-16 qui ont ouvert le feu sur sa voiture. Plusieurs aspects ont été appréhendés. La famille de la victime soupçonnerait les militaires d'être responsables de cet assassinat. - (AFP).

Tunisie

● **MESURES DE RÉPLIQUE A L'ÉGARD DES LIBYENS.** - Le gouvernement tunisien a annoncé, lundi 19 août, la remise en vigueur des visas pour les ressortissants libyens à l'entrée en Tunisie et la fermeture du Centre culturel libyen à Tunis. Ces deux décisions, qui ont fait l'objet d'un communiqué officiel, ont été prises en réplique aux expulsions de Libye des travailleurs tunisiens dont le nombre atteignait lundi vingt mille deux cent cinquante personnes. - (Corresp.).

AFRIQUE

Angola

(Suite de la première page.)
Le revers de la médaille, mentionné notamment par nombre d'entreprises étrangères, c'est que les jeunes qu'elles forment eux-mêmes sont ainsi happés par l'armée, ce qui entrave tout développement dans un pays qui manque déjà cruellement de cadres.
La guerre absorbe aussi près de la moitié du budget angolais, et même si certains dirigeants n'hésitent plus à dire qu'elle n'est pas responsable de tous les maux dont souffrent leur pays, dont le moindre n'est pas la pénurie générale, il est certain qu'elle compromet sérieusement les perspectives de croissance. En premier lieu, parce que l'insécurité qui règne sur les deux tiers du pays empêche toute circulation normale. A Luanda, le trafic routier au-delà d'un rayon de 60 kilomètres devient problématique sinon impossible. Les communications entre les villes se font essentiellement par avions. A l'heure actuelle, note un diplomate, l'Unita est un peu partout, fait des coups mais ne peut pas renverser le régime. C'est la stratégie de l'impunité jusqu'à ce que les acteurs n'aient les moyens de venir à bout de l'autre.

LE « PRISONNIER DE CABINDA »

(De notre envoyé spécial.)

Luanda. — Pantalon marron, chemise blanche, portant la berbe, le capitaine Petrus du Toit, fait prisonnier le 21 mai dernier alors qu'il s'apprêtait avec son commando à saboter les installations pétrolières de la Gulf Oil à Malongo dans l'enclave de Cabinda, semble parfaitement calme. Normale d'attente pour le gouvernement angolais, sa présence sert, en attendant, sa propagande.

Soumis à l'épreuve de la conférence de presse quelques jours après sa capture, le capitaine du Toit, membre des forces spéciales sud-africaines, devait d'ailleurs confirmer la thèse anglaise d'une tentative de sabotage à Cabinda opérée par des Sud-Africains pour le compte de l'UNITA (opposition armée au régime de Luanda).

Obligé de reconnaître la présence de ses soldats au nord de Luanda, le gouvernement sud-africain l'avait justifié par la recherche de renseignements sur les bases d'entraînement de l'ANC (Congrès national africain, interdit en Afrique du Sud) et de la SWAPO.

Aujourd'hui, le capitaine du Toit, qui a pu s'entretenir une fois avec sa femme venue du Cap, explique qu'il n'avait pas le choix. Pris en un instant sud-africain, c'est par des soldats angolais, précise-t-il, il assure avoir été bien soigné et être traité comme un prisonnier de guerre. « Alors, explique-t-il, qu'il n'y a pas de déclaration de guerre entre mon pays et l'Angola. »

Rentrer chez lui et le plus vite possible est bien sûr son vœu, même si, à ce jour, aucune négociation n'a été officiellement engagée pour sa libération.

F. C.

Maroc

(Suite de la première page.)
Pour Jean-Paul II, le dialogue entre chrétiens et musulmans est aujourd'hui plus nécessaire que jamais : « Nous devons témoigner des valeurs spirituelles du monde à l'homme », a-t-il affirmé. Dans ce témoignage de la foi, a ajouté le pape, Dieu ne peut jamais être utilisé à nos fins. (C'est-à-dire à des fins singulières, référence implicite aux intégristes, dont les conceptions reviennent à invoquer Dieu pour justifier la violence.) Mais ce témoignage suppose aussi le respect des autres traditions religieuses : « La véritable liberté religieuse respecte à la fois Dieu et l'homme, dont la dignité réside dans l'hommage libre de sa raison et de son cœur. »

Jean-Paul II a ensuite lancé un appel au témoignage commun des deux confessions sur la dignité de l'homme : « L'obéissance à Dieu et l'amour de l'homme doivent nous amener à respecter les droits de l'homme, ces droits qui sont l'expression de la volonté de Dieu et l'exigence de la nature humaine. » L'intolérance, le refus d'accepter les différences et de se reconnaître réciproquement, le rejet de ceux qui n'ont pas la même civilisation, a poursuivi le pape, sont à l'origine des divisions du monde et en particulier de l'insuffisance de la solidarité Nord-Sud, mais aussi du manque de respect dont souffrent certaines races. « Le monde est comme un organisme vivant : chacun a quelque chose à recevoir des autres et à leur donner. »

Une commune d'expérience de Dieu

Soulignant la « longue tradition d'étude et de savoir » des Arabes du Maghreb et de l'Algérie, et plus généralement des musulmans, Jean-Paul II a affirmé que l'Eglise catholique reconnaissait aussi la richesse de sa tradition spirituelle.

« L'union que l'homme a à Casablanca, comme un organisme vivant : chacun a quelque chose à recevoir des autres et à leur donner. »

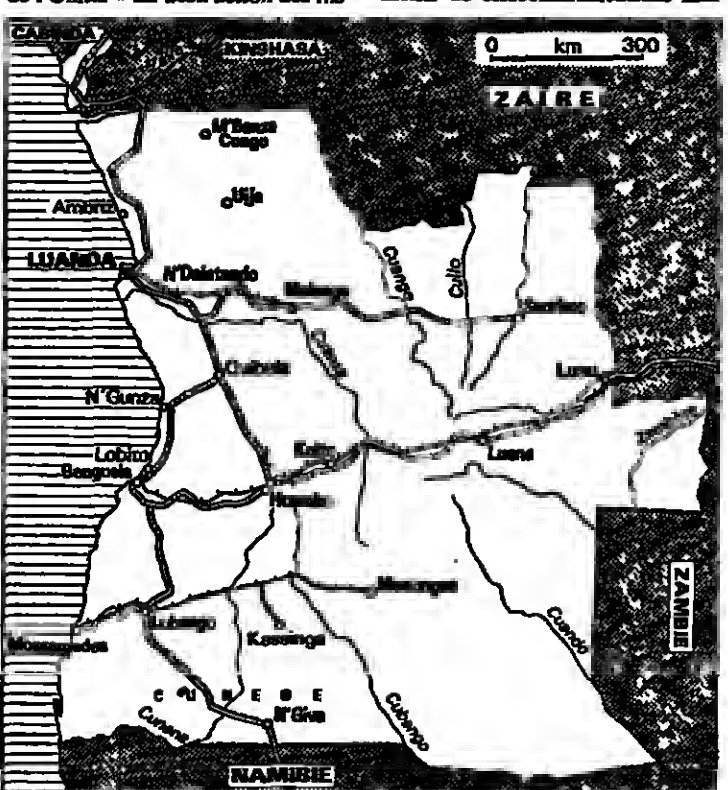
Paix armée dans le Sud

Luanda. — de l'Unita, ont pour l'instant mis fin au difficile dialogue anglo-sud-africain. Les Américains et les Sud-africains ne jouent pas le jeu, dit-on en substance à Luanda. Mais avec qui d'autre négocier ? An cours de sa récente visite en Angola, M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement, a pu mesurer l'intérêt suscité par la position de la France vis-à-vis de l'Afrique du Sud, sur tout d'ailleurs comme « avocat » des pays de la « ligne de front », suivant l'expression de M. Nucci, dans la Communauté européenne. Il n'en reste pas moins que l'interlocuteur privilégié de Luanda demeure Washington. Les Etats-Unis auraient d'ailleurs fait des contre-propositions pour la reprise du dialogue, et celles-ci sont, laisse-on entendre, étudiées avec la volonté d'aboutir à une solution globale des problèmes de la région. Si Luanda refuse toujours le lien imposé par Washington et Pretoria entre la présence de soldats en bas sur son territoire et l'indépendance de la Namibie, il cherche malgré tout à préserver le contact avec Washington pour éviter le tête-à-tête avec Pretoria. Les dirigeants angolais, qui estiment que les troubles en Afrique du Sud n'affectent en rien la puissance déstabilisatrice de leur voisin, espèrent en revanche que les mouvements d'opinion anti-sud-africains à Washington amoindriront l'administration américaine à plus de complaisance à leur égard. D'autant qu'ils savent pouvoir compter sur le lobby pétrolier qui opère à Cabinda. « Il est significatif, à cet égard, nous a ainsi déclaré M. Logo du Nucleon, ministre du plan, que des pétroliers américains nous aient fait savoir que si l'opération contre Cabinda avait réussi, cela ne leur aurait pas fait renoncer à l'exploitation », a vrai dire très bénéfique, des gisements.

L'absence de l'opération de Co-binda (voir encadré) a cependant porté un coup au « prestige invincible » de l'Unita. La destruction des ins-

pectives de croissance. En premier lieu, parce que l'insécurité qui règne sur les deux tiers du pays empêche toute circulation normale. A Luanda, le trafic routier au-delà d'un rayon de 60 kilomètres devient problématique sinon impossible. Les communications entre les villes se font essentiellement par avions. A l'heure actuelle, note un diplomate, l'Unita est un peu partout, fait des coups mais ne peut pas renverser le régime. C'est la stratégie de l'impunité jusqu'à ce que les acteurs n'aient les moyens de venir à bout de l'autre.

La mésaventure survenue aux experts soviétiques en Egypte renvoyés par Sadate en 1972 est-elle possible ici ? « Avec la guerre, impossible, c'est sûr, nous dit un Angolais, mais si nous avons un jour la paix, pourquoi pas ? » En attendant, le gouvernement casale timidement de diversifier un peu ses équipements militaires. La France a récemment vendu dix hélicoptères Dauphin et Gazelle (1) et quelques équipements de télécommunications mili-



taires. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

Le difficile dialogue avec les Etats-Unis

L'Occident fournit d'ailleurs l'essentiel des besoins civils de l'Angola, dont les principaux fournisseurs sont le Portugal, les Etats-Unis — surtout pour leurs achats de pétrole — la France, le Brésil et l'Espagne.

Mais l'opération manquée de Cabinda et, surtout, la suppression de l'amendement Clark, qui lève l'interdiction à l'administration américaine d'aider les « bandits » — suivant la terminologie employée à

Luanda — de l'Unita, ont pour l'instant mis fin au difficile dialogue anglo-sud-africain. Les Américains et les Sud-africains ne jouent pas le jeu, dit-on en substance à Luanda. Mais avec qui d'autre négocier ? An cours de sa récente visite en Angola, M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement, a pu mesurer l'intérêt suscité par la position de la France vis-à-vis de l'Afrique du Sud, sur tout d'ailleurs comme « avocat » des pays de la « ligne de front », suivant l'expression de M. Nucci, dans la Communauté européenne. Il n'en reste pas moins que l'interlocuteur privilégié de Luanda demeure Washington. Les Etats-Unis auraient d'ailleurs fait des contre-propositions pour la reprise du dialogue, et celles-ci sont, laisse-on entendre, étudiées avec la volonté d'aboutir à une solution globale des problèmes de la région. Si Luanda refuse toujours le lien imposé par Washington et Pretoria entre la présence de soldats en bas sur son territoire et l'indépendance de la Namibie, il cherche malgré tout à préserver le contact avec Washington pour éviter le tête-à-tête avec Pretoria. Les dirigeants angolais, qui estiment que les troubles en Afrique du Sud n'affectent en rien la puissance déstabilisatrice de leur voisin, espèrent en revanche que les mouvements d'opinion anti-sud-africains à Washington amoindriront l'administration américaine à plus de complaisance à leur égard. D'autant qu'ils savent pouvoir compter sur le lobby pétrolier qui opère à Cabinda. « Il est significatif, à cet égard, nous a ainsi déclaré M. Logo du Nucleon, ministre du plan, que des pétroliers américains nous aient fait savoir que si l'opération contre Cabinda avait réussi, cela ne leur aurait pas fait renoncer à l'exploitation », a vrai dire très bénéfique, des gisements.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

La situation au Mozambique, où un an après l'accord de Nkomati qui devait mettre fin au soutien sud-africain à la rébellion armée, est tout autre. Les Belges ont été sollicités pour des munitions et les Suisses pour des avions d'entraînement P-12.

PROCHE-ORIENT

Liban

Les attentats ont rallumé la guerre à Beyrouth

(Suite de la première page.)

Le président Amine Gemayel a souligné : « Ce qui s'est passé à Beyrouth-Ouest lundi et dans les régions chrétiennes auparavant montre que la vague de violence n'épargne personne, les mains criminelles étant les mêmes qui se déplacent d'une ville à l'autre. Leur but est de terroriser la ville de la Syrie et de ramener le pays à un climat de violence et de terreur. »

Malgré des menaces de vengeance interpersives de la part des Forces libanaises (milice chrétienne) et une revendication de « Brigades noires chrétiennes », sans doute fictives, les principaux chefs du camp musulman (M. Walid Jumblatt est absent) les ont décriés du double attentat de lundi à la voiture piégée. Le chef du gouvernement, M. Karim, et le ministre de l'éducation, M. Hoss, tous deux sunnites, ont été explicités à ce sujet : « Je ne voudrais pas m'arrêter, a dit le premier, aux déclarations qui ont suivi les attentats des régions chrétiennes-est, car elles ont été faites dans des circonstances particulières. J'aurais souhaité que leurs auteurs fassent preuve de plus de sang froid, car il est facile de lancer des accusations mais plus difficile d'apporter des preuves. A mon avis, Israël est le premier responsable de ce qui se passe car c'est lui qui profite principalement de toute atteinte à l'unité nationale. Les explosions (à Beyrouth-Ouest) ne constituent nullement la mise à exécution des menaces proférées par les Forces libanaises, il y a deux jours, mais sont l'œuvre de l'ennemi et de ses agents (...). C'est la même tragédie humaine dont les actes se déroulent à l'est comme à l'ouest de Beyrouth. »

La position de M. Berri

Le président (chrétien) de la Chambre, M. Hussein, a estimé que « la vague d'attentats vise à ramener le pays au climat de la guerre des deux ans » (1975-1976). Quant à M. Berri, il a mis en accusation Israël plutôt que la milice chrétienne, mais s'est en même temps déchaîné contre M. Camille Chamoun, son collègue dans le cabinet rebaptisé « d'urgence nationale », l'accusant d'être le « bras armé d'Israël » depuis les années 50. M. Berri s'est dit sur le point d'être contraint de « franchir militairement pour libérer les chrétiens » de la situation où M. Chamoun les aurait plongés. Si le chef d'Amal a été menacé par le plan des bombardements, il a pris soin de souligner qu'il ne riposterait pas aux voitures piégées par des attentats similaires.

Toutes voies de passage coupées entre les deux Beyrouth, une vague d'enlèvements de chrétiens a eu lieu lundi dans le secteur musulman (il n'y a pratiquement pas de musulmans, en ce lieu, depuis la guerre, passant en secteur chrétien), un groupe de près de quarante chrétiens a été rapté par les soins de M. Berri, mais une dizaine d'autres demeurent re-

tenu. Les rues sont quasi désertes, la population terrorisée sa terre dans les maisons : c'est la grande désespérance, surtout parmi les chrétiens, qui, à tort ou à raison, se posent la question de leur devenir collectif, alors que pour les musulmans, la peur et le danger s'expriment à titre individuel. Entre les deux angos, ce n'est pas une affaire de degré mais une différence qualitative. Les responsables musulmans soutiennent tous qu'il faut éviter de tomber dans le piège d'Israël. Si ce piège est bien celui qu'ils décrivent, les Libanais chrétiens et musulmans, y ont une fois de plus, tombés tête baissée.

Mais qu'advient-il de la Syrie et quel est son plan d'action au Liban ? La question se repose avec acuité. La Syrie ne veut-elle ou ne peut-elle pas contrôler la situation au Liban et empêcher cette déstabilisation dont elle est a priori le cible première ?

Tandis que son principal et plus constant allié dans le camp chrétien, M. Frangie, s'active, selon ses propres termes, pour « mettre fin à l'ère Gemayel », Damas fait parvenir des messages au président de la République qu'il continue de soutenir, « éradiquer ou logiquement politiquement », de demande le journal l'Orient-Le Jour. Toujours est-il que si la solution doit passer par la mise à l'écart du chef de l'Etat, la seule possibilité d'y parvenir est que les chrétiens, et non les musulmans, en prennent l'initiative.

Au passage, la Syrie multiplie les harcèlements de Zahle pour mettre un terme au statut quelque peu particulier de cette localité chrétienne du plateau de la Bekaa. C'est chose pratiquement faite.

LUCIEN GEORGE.

DISPARITION D'UN DÉLÉGUÉ DE LA CROIX-ROUGE INTERNATIONALE

M^{me} Michèle Mercier, porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a confirmé mardi 20 août à Genève qu'un état « sans aucune nouvelle » de M. Stéphane Jacquemont, délégué de cet organisme au Liban.

M. Jacquemont aurait été enlevé, jeudi 17 août, à 20 kilomètres au sud de Sakla. C'était la première mission pour le CICR de ce juriste chargé du Liban, où il se trouvait depuis le début de l'année.

Disparition du seul quotidien libanais anglophone. — Samedi 17 août a paru à Beyrouth-Ouest le dernier numéro de Daily Star, unique quotidien du pays en anglais, qui était en difficulté depuis deux ans. Selon sa direction, il aurait été remplacé par un hebdomadaire. Un autre quotidien beyrouthin anglophone, l'« Arab », avait récemment disparu. En revanche, les deux quotidiens francophones, le Réveil et l'Orient-Le Jour (25 000 exemplaires chacun) continuent de paraître normalement.

Premier vol Damas-Beyrouth depuis vingt-deux ans. — Un appareil de la compagnie aérienne Syrian Arab Airlines (SAA) s'est posé lundi 19 août à l'aéroport de Beyrouth, inaugurant la reprise des vols aériens entre Damas et Beyrouth, interrompus depuis 1963. La compagnie libanaise Middle East Airlines (MEA) et la SAA assurent désormais un aller et retour par semaine chaque entre les deux capitales. Les deux villes y sont séparées que par une centaine de kilomètres, mais l'insécurité règne dans la partie libanaise du parcours routier. — (AFP.)

Israël

L'ARMÉE EXPULSE LES SOUABERS. — L'armée a expulsé, mardi 20 août, les paramilitaires israéliens qui avaient occupé un appartement à Hébron, afin d'encourager un accroissement des implantations juives dans cette ville palestinienne de Cisjordanie (Le Monde du 20 août). — (AFP.)

ARRIVÉE À JERUSALEM DE M. YITZHAK SKOLNIK. — Le refusnik juif soviétique Yitzhak Skolnik, emprisonné durant sept ans en URSS, est arrivé dimanche 18 août en Israël ou provenance de Vienne. Arrêté en 1972 par la police soviétique, Yitzhak Skolnik fut d'abord accusé d'« espionnage » au profit de la Grande-Bretagne. Cette accusation devait être changée au cours de son procès par celle d'« espionnage » au profit d'Israël. En 1973, sa femme Fanah et sa fille Louisa, aujourd'hui âgées de dix-huit ans, avaient obtenu un visa d'émigration pour Israël. Libéré en 1979, Yitzhak Skolnik n'a obtenu son visa pour Israël que le 26 juillet. — (AFP.)

ASIE

Indonésie

Chili

Le général Pinochet d'assaut

des rumeurs de coup

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

La semaine dans le monde

Des bruits de division dans l'armée

politique

L'AFFAIRE DU «RAINBOW-WARRIOR» ET SES PROLONGEMENTS

Fragile consensus

A force de titiller l'opposition sur le thème du consensus, celle-ci a fini par réagir. Paradoxe pour le chef d'un État en route à la réputation internationale. M. Mitterrand était en passe de retourner la situation en son faveur.

Réponse à l'escalade verbale et logistique de Greenpeace, le communiqué émis de dimanche sur le thème payant pour l'après-1986 «le président de la République, chef suprême des armées» ne pouvait manquer, dans ces conditions, de provoquer des réactions.

Pour un peu, M. Mitterrand menaçait d'occuper à lui seul la scène politique du mois d'août. Il fallait compter avec cette manœuvre. MM. Jean Lecanuet et Charles Pasqua s'en sont chargés. Replacés dans son contexte, leur mise en cause du gouvernement n'a pas pour autant fait voler en éclats le relatif consensus qui existe autour de cette navrante affaire.

Fragile consensus. Il suffirait d'un mot de trop de M. Bernard Tricot ou d'une once de pesantité de sa part pour ranimer les ardeurs de l'opposition, de ses vrais chefs cette fois, MM. Jacques Chirac et Raymond Barre en particulier.

Tel est le tour de force réclamé à M. Tricot, qui a reconstruit pendant une heure samedi M. Pierre Joxe et a revu deux heures lundi M. Charles Heron. En d'autres termes, c'est-à-dire situer précisément les responsabilités

où elles sont — au ministère de la défense au minimum — inciterait l'opposition à réclamer, non sans motif cette fois, la tête de M. Heron. Rester dans le flou au nom de la raison d'Etat, à laquelle, à droite comme à gauche, on demeure sensible, entraînerait pour longtemps encore la polémique.

A tout prendre, de ces deux inconnues, le second est le pire.

B. L. G.

L'opposition estime que la responsabilité politique du gouvernement est engagée

L'opposition, qui jusqu'à présent avait gardé le silence sur l'affaire Greenpeace, a commencé lundi à réagir. De manière vigoureuse comme M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, qui réclame la démission de M. Laurent Fabius pour «incompétence» ; ou en gardant une certaine réserve, «à partir du moment où une information est ouverte, l'honnêteté et la rigueur intellectuelle exigent d'attendre, d'éviter les jugements hâtifs», remarque M. Pierre Méhaignerie, président du CDS.

L'ouverture d'une enquête, le choix de M. Tricot, la nature du sujet expliquent cette réserve de l'opposition, que M. Lecanuet a rompue le premier, lundi, sur RTL.

Le président de l'UDF reconnaît que, à partir du moment où la presse française s'élève, le silence de l'opposition et en vient à parler de «collusion», de «consensus», de «cohabitation morale», l'opposition ne peut plus rester silencieuse. Président de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, M. Lecanuet nous a déclaré qu'il est «nécessaire qu'un pays comme la France ait des services secrets et qu'il les mette en œuvre».

Mais, dit-il, «pour que ces services interviennent, les choses doivent se dérouler dans le secret et l'indivisibilité nationale doit être en jeu».

«Ces règles, la France n'a pas été respectée», observe M. Lecanuet, qui s'interroge sur «l'intérêt vital de la mission effectuée» et estime que «lorsque les services secrets sont découverts, c'est le pouvoir politique qui doit couvrir». A quel niveau ? Je ne me prononce pas avant de connaître le rapport Tricot», ajoute-t-il, tout en précisant : «Un gouvernement est solidaire que soit le niveau où la faute a été commise».

Dans son ensemble, l'opposition souligne qu'il est normal que le gouvernement français se préoccupe de garder une zone de sécurité pour assurer des essais nucléaires.

«Quand on veut obtenir un résultat, on se sert des moyens pour l'obtenir», estime M. Jacques Larché, sénateur RPR de Seine-et-Marne, le prix peut être parfois lourd à payer. M. Philippe Malaud, président du CNIP

jeu que «les services français n'ont fait que leur devoir». Mais M. Arthur Pasch, ancien député, secrétaire national à la défense du PR, précise, lui, que «si l'ordre a été donné de saboter le Rainbow Warrior, il ne pourra que condamner ce qui serait un attentat stupide». Pour l'instant, il veut s'en tenir à la matérialité des faits et attend de savoir «jusqu'où sont allés les services français».

«Tous les gens qui ont le sens de l'Etat se doivent d'écarter tout esprit partisan», souligne M. Christian Bonnet, sénateur RPR du Morbihan. Pour lui, «le devoir d'un gouvernement quel qu'il soit est de maintenir les éléments nécessaires à la France pour être une puissance nucléaire». La critique dit-il, peut porter sur les modalités de l'affaire, à laquelle peut-être des services secrets étrangers ne sont pas étrangers. Sur ce dernier point, son collègue du Sénat, Roland Du Lauret (RPR, Sarthe) est plus catégorique : «Il s'agit certainement d'un régime de comptes des services britanniques. Le fait est qu'il y a eu un accord pour que l'UDF et le RPR n'interviennent pas». Cette prudence semble pourtant dépassée avec les propos de M. Pasqua, qu'approuve M. Yvon Bourges.

Le sénateur RPR d'Ille-et-Vilaine, ancien ministre de la défense, demande lui aussi la démis-

sion de M. Fabius «et se sont confondues les responsabilités des services secrets». Comme M. Pasch, il approuve l'envoi par le président de la République d'une directive aux forces armées leur demandant l'ordre de protéger les essais nucléaires en Polynésie.

Légereté

Cette nécessité de protéger le site et la politique océaniques de la France n'autorisait pas une telle opération, proteste M. Daillet, président de la commission défense de l'UDF. «C'est une opération condamnable», affirme-t-il, qui, selon lui, témoigne d'une «incompréhensible légèreté». Une fois l'erreur commise, ajoute-t-il, on prend ses responsabilités. Il est scandaleux qu'un président de la République et un gouvernement mettent en danger la crédibilité, l'efficacité et la réputation de nos services secrets. Mon silence, ajoute-t-il, était un silence de consternation.

Les uns et les autres ne manquent pas non plus de souligner les «contradictions» d'un gouvernement qui, comme l'explique M. Pasqua, «a longtemps cherché à donner le change aux écologistes» et qui «aujourd'hui fait preuve de la plus grande intrépidité».

C. F. M.

M. Pasqua (RPR) : que M. Fabius démissionne !

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, a déclaré : «Si la preuve était apportée que les services secrets français ont été impliqués dans l'affaire du Rainbow Warrior, alors la responsabilité ne pourrait être recherchée qu'au niveau du premier ministre car c'est à lui, et à lui seul, qu'il appartient de déterminer et de conduire la politique de la France».

«A qui essaiera-t-on de faire croire que les militaires agissent en secret ? La France n'est pas une République bananière. Et si les services secrets ne sont pas impliqués, pourquoi acceptons-nous l'arrogance et l'impudence de la Nouvelle-Zélande, son ingratitude sur notre sol ? Le gouvernement a des responsabilités. Qu'il les assume ! Mais il ne s'en sortira pas en dénigrant des bous émissaires fassent-ils M. Pisan ou M. Fabius».

Le président du groupe RPR ajoute : «Si, comme je le crois et comme je le crois, ce gouvernement est incapable de les assumer, alors le moment est venu de dire à M. Laurent Fabius de s'en aller... Il y a longtemps que M. Fabius a atteint son niveau d'incompétence. Qu'il démissionne, c'est le seul service qu'il puisse encore rendre à la République».

avoir admis des scientifiques étrangers qui ont vérifié qu'il ne se passait rien d'anormal là-bas... Par conséquent, la France n'avait pas à en rougir».

«SOS-Environnement se désolidarise de Greenpeace». Le mouvement écologiste SOS-Environnement a indiqué, le lundi 19 août, qu'il est «contraint de se désolidariser de la manière dont Greenpeace International lance sa nouvelle campagne». SOS-Environnement, qui souligne que Greenpeace «cherche à effrayer, verbaliser et physiquer les hommes et de la femme (IRDHOFF), proche du MRG, estime que «M. Charles Heron, dès à présent, présenter sa démission du gouvernement».

«M. MAIRE (CFDT) : une affaire naufragée. — M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, a estimé, le lundi 19 août, sur Europe 1, que l'affaire Greenpeace est «une affaire tout à fait naufragée, qui suit à l'image du pays et aux valeurs qu'il représente dans le monde».

M. Maire, qui a soulevé, si ce n'est «traisparance», au moins un meilleur «contrôle» des services secrets, a évoqué, à propos des essais nucléaires français dans le Pacifique, «la manière du secret des milieux militaires». Il a souligné que «les choses seraient meilleures si toute la clarté était faite sur la santé des populations».

«M. LALONDE : terrorisme d'Etat. — M. Brice Lalonde, ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle, a affirmé, lundi 19 août sur TF1 : «Il est intolérable qu'aux yeux de l'étranger la France passe pour un pays où le terrorisme d'Etat soit devenu un moyen de gouvernement».

Pour M. Lalonde, l'attitude de la France est d'autant plus difficile à comprendre que le dossier des expériences du Mururoo «n'est pas mauvais». Opposé à ces expériences, M. Lalonde a reconnu que la France «est le seul pays à

La raison d'Etat et les «gardiens» de la dissuasion

Une gigantesque partie de poker menteur oppose la police néo-zélandaise aux services secrets français : bluff, manipulations, intimidation, désinformation au point de «fabriquer» certaines preuves, on joue au jeu du chat et de la souris. L'enjeu est la culpabilité ou l'innocence du couple Turenga, détenus dans les prisons d'Auckland après l'attentat contre le Rainbow Warrior. C'est à qui «craquera» le premier. La Nouvelle-Zélande tend un piège au gouvernement français, qui rétorque ses deux agents de renseignement accusés par Wellington d'homicide à l'encontre d'un photographe de Greenpeace. La France n'entend pas «porter le chapeau» d'une opération dont, jusqu'à présent, les enquêteurs néo-zélandais n'ont pas réussi à déceler le vrai (ou le vraisemblable) du faux.

D'un côté, donc, les policiers néo-zélandais attendent du rapport de M. Bernard Tricot qu'il fasse la lumière sur le rôle de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) dans cette affaire et qu'il leur désigne, en quelque sorte, les coupables et les motifs de leur condamnation. Le super-intendant de police Allan Galbraith a dit clairement : «Nous sommes intéressés au plus haut point par ce qui se passe actuellement en France et en ce qui concerne plus particulièrement l'implication des services français dans le sabotage. Mais nous sommes, par l'instant, dans les mains de M. Tricot et de son enquête, et c'est le gouvernement français qui nous dira, ou ne nous dira pas, si la DGSE est responsable».

De l'autre côté, l'enquête administrative en France, sur le rôle éventuel de la DGSE, n'a pas pour objet de se substituer à la police néo-zélandaise, en fournissant les preuves d'une inculpation possible des époux Turenga. Les agents de la DGSE, qui agissent sur ordre, n'accepteraient pas que l'on charge à l'excès leurs deux collègues, dont, à leurs yeux, le seul tort a été de se faire prendre, probablement à partir de renseignements parvenus aux Néo-Zélandais par des voies plus ou moins détournées. Le fait que le président de Greenpeace International, M. David McTaggart, ose affirmer que son organisation est indirectement informée par la DGSE plaide en faveur des partisans de la thèse d'une «fuite» interne au service ou d'un coup fourré d'officiers étrangers.

«Nous essaierons, plaide le ministre français de la défense, à une féroce bataille entre services secrets, et, dans cette bataille, la DGSE n'est pas la plus malheureuse. Curieuse avec, de source officielle, qui consiste à reconnaître — puisqu'il n'y a plus désormais d'inconvénients à le faire — la présence d'agents de la DGSE en Nouvelle-Zélande au moment de l'attentat contre le Rainbow Warrior. A la condition de tempérer cet aveu en ajoutant immédiatement que la présence de ces agents s'explique par la nécessité de surveiller toutes les entreprises de déstabilisation de la dissuasion».

Rude tâche

Le grand mot est donc lâché. Dissuasion. En s'en prenant à la volonté, encore récemment affirmée dans une directive présidentielle aux forces armées françaises, au plus haut niveau de l'Etat de continuer les essais nucléaires en Polynésie, le mouvement Greenpeace menace la capacité nationale de survie. La porte atteinte à la sécurité extérieure de la France, et, dans cette hypothèse avancée au ministère de la défense, la nation doit avoir le réflexe de se protéger comme, du reste, elle l'a fait avant 1981 pour défendre ses mêmes étoiles de Mururoo et de Fangataua contre les inscriptions de navires étrangers d'observation.

De source officielle, on admet cependant que la discussion

puisse porter sur la nature des modalités techniques choisies pour assurer la protection des sites nucléaires. La sauvegarde de la dissuasion justifie-t-elle n'importe quelle parade ? En particulier, requiert-elle des actions offensives, et non plus préventives ? On n'est pas éloigné de penser, au ministère de la défense, que plus on constatera l'acharnement de la France à garder ses secrets nucléaires, plus sa dissuasion en sortira renforcée et crédible.

Pour autant, ce nouvel aveu n'implique pas la reconnaissance de la culpabilité des agents de la DGSE dans l'attentat contre le Rainbow Warrior. Ce n'est pas à l'accusé, dit-on au ministère de la défense, de montrer des preuves de son implication éventuelle, même si, auparavant, on a admis la présence en Nouvelle-Zélande d'agents de renseignement chargés de recueillir, comme ils l'ont toujours fait, des informations sur les desseins de Greenpeace. Ces missions d'observation et d'information ne sont pas illégales ni illicites, du moins tant que les Néo-Zélandais n'apportent pas la démonstration, étayée, qu'il existe bien un lien entre ces «observateurs» et les auteurs du sabotage du Rainbow Warrior.

M. Mitterrand a demandé à M. Tricot de lui indiquer si «des agents», mieux «des services» et plus encore «des autorités françaises» ont pu être informés de l'attentat contre Greenpeace, et même y participer. Rude tâche. Que dicte la raison d'Etat ? En limitant les responsabilités à des niveaux subalternes ou en plaçant la «dérive» à l'incertitude d'une action inoffensive au départ, M. Tricot ne convaincra personne. En désignant du doigt les vrais coupables, il risque de démolir les «gardiens» de la dissuasion.

JACQUES ISNARD.

Les Verts allemands :

«LES CRIMES D'ETAT SONT LES PLUS ODEUX»

Deux membres des Verts allemands, Dorothee Pionnet, députée au Parlement européen, et Ali Schmeisser, membre du comité directeur, ont adressé à M. Mitterrand une lettre ouverte après sa directive aux forces armées françaises sur la protection des sites d'essais nucléaires français.

Aux termes de cette lettre, les Verts «s'élèvent vigoureusement contre cette décision guerrière, qui couvre après coup l'attentat criminel exécuté par des membres de la DGSE».

«Votre déclaration (...), continuent les Verts, signifie que vous revendiquez et justifiez l'assassinat du pacifiste portugais, Fernando Pereira, et revêtent à une signature en blanc pour tous nouveaux actes guerriers ou criminels avec assassinats prémédités pour vos militaires et barbouilles».

Il s'insurgent «contre de tels abus du pouvoir. Les crimes d'Etat sont les plus odieux. Rien ne les justifie».

D'autre part, le groupe des Verts au Bundestag a demandé, lundi 19 août, à M. Mitterrand de se rallier au projet de moratoire sur les essais nucléaires présenté par M. Mikhail Gorbatchev. Apparaissant, M. Anne-Marie Bergmann, porte-parole du groupe pour les questions de politique étrangère, avait invité le chancelier à se prononcer pour un arrêt des essais nucléaires à l'occasion de l'entretien qu'il doit avoir, samedi 24 août, avec M. Mitterrand, au fort de Brégançon.

COORDONATEUR DE L'ENQUÊTE EN NOUVELLE-ZÉLANDE

M. Allan Galbraith compte sur le gouvernement français pour établir les responsabilités

Les policiers néo-zélandais reculent la thèse, avancée par les agents de la DGSE, selon laquelle certaines preuves rassemblées au Nouveau-Zélande par les enquêteurs de ce pays pourraient avoir été «fabriquées». «Nous aurons à produire ces preuves devant un tribunal d'Auckland (le parti du 11 novembre) et, dans ce cas, je ne comprends pas comment nous pourrions essayer de leur dire que ce soit...».

«A déclaré, le lundi 19 août à Auckland, le détective superintendant, Allan Galbraith, qui coordonne l'enquête néo-zélandaise».

Daos un entretien accordé à l'Agence France-Presse, M. Galbraith a affirmé «avoir» jamais dit qu'un service étranger particulier était responsable de l'attentat. «Nous sommes intéressés au plus haut point par ce qui se passe actuellement en France et par ce qui concerne plus particulièrement l'implication des services français dans le sabotage. Mais nous sommes pour l'instant dans les mains de M. Tricot et de son enquête, et c'est le gouvernement français qui nous dira ou ne nous dira pas si la DGSE est responsable».

Interrogé sur les rumeurs venant de France et selon lesquelles les services secrets britanniques auraient eu vent de la mission des agents français et auraient prévenu les autorités néo-zélandaises qui, elles-mêmes, auraient ensuite laissé faire,

M. Galbraith a répondu : «Tout cela n'a absolument aucun sens». M. Galbraith a en effet réitéré que les renseignements internationaux émanant de son pays n'avaient été délivrés contre «Frédérique Bonlieu», la jeune femme infiltrée parmi l'équipe du Rainbow Warrior et dont la DGSE, citée par l'AFP, avait désormais fait état en un agent français. Contrairement à ce qui avait d'abord été dit (le Monde du 17 août), les mandats d'arrêt lancés par les autorités néo-zélandaises visent seulement trois des quatre marins de l'Oron qui voyageaient sous le nom de Raymond Velche, Eric Audreac et Jean-Michel Berthelot.

Selon M. Galbraith, les policiers néo-zélandais ont simplement demandé à leurs collègues français «d'identifier et de localiser» «Frédérique Bonlieu». «Nous voulions (...) lui parler. Sa présence en Nouvelle-Zélande précédait celle des Turenga et de l'Ouvéa est plus qu'une coïncidence. Et nous avons retrouvé une carte annotée de sa main à bord de l'Ouvéa», a précisé M. Galbraith.

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR NE PAS BRONZER IDIOT !

Profitez de la période des vacances pour faire un tour d'horizon des connaissances de base à renforcer votre formation générale. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations. Une méthode accessible à tous, indispensable à la réussite de vos projets. Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, Service 3733, 38, rue Collège, 92363 Paris-La Défense. Tél. : (1) 276-73-63.

TREKKING - EXPÉDITION SAHARA
au dunes en convoi avec les Touaregs du Hoggar, de l'Air ou les Maures de Mauritanie
NOMADE
les amis du Sahara
80, av. des Femmes, 15017 Paris
329-06-80 (17-20 h)

LE DÉBAT

Le Conseil constitutionnel sous l'impulsion

par 209 voix contre 19 au mardi 20 août, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République.

Le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République.

Le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République.

Le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République.

Le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République.

La bataille du Pacifique

«cise le fait qu'il a une responsabilité internationale à l'égard de la population polynésienne».

Le fait que M. Pionnet, député européen, ait pris l'initiative nationale (il a un mandat international) d'avoir initié une polémique sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République.

Le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République.

Le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République.

Le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République. Comme elle en a validé la loi sur l'évolution de la République, le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'évolution de la République.

مكتبة من المصل

INFORMATIONS « SERVICES »

PARIS EN VISITES

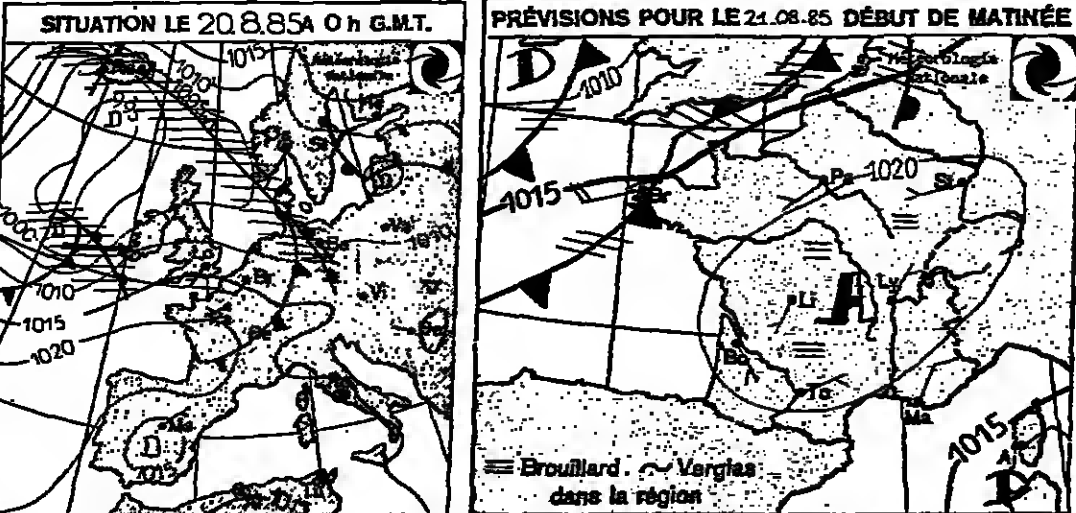
JEUDI 22 AOÛT

- « Les plus belles affiches du musée », au Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, 14 h 30.
- « Saint-Germain-l'Auxerrois : le gothique flamboyant », 15 h, devant l'église.
- « Renoir au Grand-Palais », 15 h, porte A ou 14 h 15, sortie du métro Champe-Élysées-Clémenceau.
- « Une heure au Père-Lachaise », 10 h et 11 h 30, entrée principale.
- « Un quartier de roman, Belleville et son cimetière », 14 h 45, rue de Belleville.
- « Les fouilles du Louvre », 15 h, guichet Louvre, côté rue de Rivoli.
- « Le puits de Boffrand, au Kremlin-Bicêtre », 15 h, porte principale de l'hôpital, arrêt bus 47.
- « Versailles : quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs.
- « Hôtels du quartier du Temple : de l'ancien enclos des Templiers à l'Hôtel du Grand-Veneur », 15 h, sortie métro Temple.
- « Le musée de Cluny, reportage sur la vie au Moyen Âge », 15 h, entrée place Paul-Painlevé.
- « Jodan et fresques dans la cathédrale russe de Paris », 15 h, 12, rue Dars.
- « Les salons de l'Hôtel de ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau. (Téléphonez le matin à 11) 374-1331).
- « Le Marais, hôtels, jardins », 14 h 30, métro Pont-Marie, ou 15 h 30, grille Carnavalet.
- « Vie sous Henri IV, évocation de Victor Hugo », 14 h 30, métro Saint-Paul.
- « Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (sortie).
- « La nouvelle Athènes », 15 h, métro Trinité.

CONFÉRENCES

Diaporama : « L'Égypte, miroir du ciel », 18 h 30-21 h, 5, rue Laffitte.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 20 août à 6 heures et le mercredi 21 à minuit.

Situation générale. — Après un épisode anticyclonique, la dépression du nord de l'Atlantique dirigera à nouveau vers le pays des lignes perturbées.

Mercredi, le ciel sera très nuageux de la Bretagne et des Pays de la Loire à la Normandie et au Nord avec quelques pluies plutôt côtières le matin. Dans l'après-midi et en soirée l'intensité des pluies augmentera. Elles concerneront aussi la Bretagne, le Cotentin et les Pays de la Loire.

De la Vendée au Bassin parisien et aux Ardennes, le ciel sera nuageux, passagèrement très nuageux. Mais il ne devrait pas pleuvoir.

Allois, il fera beau après dissipation de brouillards du Sud-Ouest au Centre, au Lyonnais et en Nord-Est, et les températures seront en hausse.

Sans de l'évolution pour la fin de semaine.

Une dépression persistante sur les îles Britanniques et la mer du Nord dirigera sur notre pays un courant de Sud-Ouest avec passage de perturbations présentant un caractère orageux sur la France dans un champ de haute pression.

Prévisions pour jeudi. — La zone pluvieuse achèvera de traverser la moitié nord-est de la France, mais tombera sur le sud du pays, du Massif central aux Alpes, donnant des orages. Sur le reste du pays, temps nuageux avec des éclaircies principalement sur le Sud-Ouest.

Températures maximales de 24 à 31 degrés du Nord au Sud.

Prévisions pour vendredi. — Encore de l'activité orageuse du Centre au Sud-Est, donnant plus sporadique. Sur les autres régions, le temps sera nuageux ; sur les côtes de la Manche, temps très nuageux à couvert avec quelques pluies en soirée sur la Bretagne-Normandie. Temps ensoleillé sur le Sud-Ouest et la Côte d'Azur.

Les températures maximales seront en légère baisse sur le Nord-Ouest.

Prévisions pour samedi. — Sur le nord-ouest de la France, le temps sera très nuageux à couvert le matin avec des pluies. Ondées et éclaircies alternent sur la Bretagne et la Normandie dans la journée. Une zone pluvieuse devenant pluvio-orageuse traversera la moitié ouest du pays en donnant à l'avant des orages discontinus. A l'arrière de cette zone, temps variable avec des averses. Sur le sud-est et l'est de la France, temps généralement ensoleillé avec quelques orages sur les reliefs le matin.

Températures en hausse de 2 à 3 degrés sur la moitié est de la France et en baisse sur le nord-ouest du pays.

Prévisions pour dimanche. — La zone pluvio-orageuse gagnera progressivement le sud-est et l'est de la France, donnant toujours à l'avant des orages isolés. A l'arrière de cette zone, temps variable avec des averses. De belles éclaircies se développeront par le Sud-Ouest en cours de journée.

Températures en baisse sur la moitié est de la France. Sans grand changement ou en légère hausse ailleurs.

En résumé (le premier chiffre indique le minimum enregistré dans la nuit de 19 au 20 août, le second, le maximum de la journée du 20 août) :

Alsace, 17 et 28 degrés ; Bretagne, 17 et 25 ; Bourgogne, 10 et 25 ; Brétat, 13 et 17 ; Brest, 14 et 19 ; Camargue, 19 et 27 ; Cherbourg, 12 et 18 ; Clermont-Ferrand, 13 et 20 ; Dijon, 14 et 25 ; Douai, 12 et 18 ; Embray, 14 et 20 ; Grenoble-St-M-H, 19 et 31 ; Grenoble-St-Genis, 18 et 31 ; La Rochelle, 15 et 22 ; Lille, 12 et 21 ; Limoges, 13 et 21 ; Lorien, 15 et 21 ; Lyon, 15 et 32 ; Marseille-Marseille, 20 et 31 ; Metz, 27 (max) ; Nancy, 14 et 25 ; Nantes, 12 et 23 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 26 ; Paris-Montsouris, 12 et 21 ; Paris-Orly, 10 et 21 ; Pau, 16 et 24 ; Perpignan, 21 et 31 ; Rennes, 12 et 21 ; Rouen, 10 et 18 ; Saint-Etienne, 13 et 32 ; Strasbourg, 14 et 27 ; Toulouse, 16 et 36 ; Tours, 13 et 23.

Températures relevées à l'étranger :

Alger, 20 et 32 ; Genève, 14 et 30 ; Liège, 20 et 29 ; Londres, 13 et 22 ; Madrid, 18 et 36 ; Rome, 19 et 29 ; Stockholm, 16 et 21.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

LE JEU DU MARDI A LA TRIBUNE

Des ennus techniques ont rendu incompréhensibles certains passages du discours. Sauriez-vous retrouver parmi les solutions qui vous sont proposées les propos authentiques de l'orateur ?

Discours d'ouverture de la campagne des législatives de M. Laurent Fabius le 14 juin à Marseille

Mais quand en plus, une partie de la droite elle-même revendique (1) quand au nom de la préséance du (2) on voudrait le (3) alors je dis nettement : (4) Un n'ont jamais véritablement accepté (5) « la », je veux dire cas (6) faussement (7) (8) da mépris, aussi peu rigoureux dans le respect des (9) qu'ils furent peu (10) dans la position de son économie. Crise économique plus crise (11) plus crise institutionnelle : notre (12) n'a pas besoin de cas (13) Ce n'est pas cela (14) l'intérêt (15) de la France (16) (17) n'existe pas qu'à droite ! Faire croire qu'une entreprise peut (18) alors qu'elle est (19) ignorer (20) économique mondial, prétendre qu'on va résoudre les problèmes industriels à coup de (21) c'est aussi une certaine forme de démagogie.

Je souhaite qu'on épargne à la France (22) du libéralisme sauvage, je souhaite aussi qu'on lui épargne le petit matin des (23)

1. a) Le pouvoir ; b) La crise institutionnelle ; c) La légitimité.
2. a) Scénario universel ; b) Président de la République ; c) Parlement.
3. a) Renouveler chez lui ; b) Disqualifier ; c) Mettre à la porte.
4. a) Exerce bien raisonnable ? ; b) Non ; c) Attention !
5. a) L'alternance ; b) La défaite ; c) La démocratie.
6. a) Politiciens ; b) Personnalités ; c) Gens.
7. a) Libéraux ; b) Réalistes ; c) Modernes.
8. a) L'ordre ; b) Chances ; c) Bénéfices.
9. a) Réalisme de la gauche ; b) Appel à l'union pour la France ; c) Institutions de la République.
10. a) Réalistes ; b) Efficaces ; c) Humaines.
11. a) Morale ; b) Sociale ; c) Internationale.
12. a) Pays ; b) Terre ; c) Nation.
13. a) Plais ; b) Bessures ; c) Transmises.
14. a) Non ce n'est pas cela ; b) Vraiment pas ; c) Je vous le dis.
15. a) Réal ; b) Absolu ; c) Supérieur.
16. a) Sévères ; b) Réalistes ; c) Discrets.
17. a) L'incapacité ; b) La démagogie ; c) La bêtise.
18. a) Faire des profits ; b) Embourser ; c) L'indulgence.
19. a) Flaccidité ; b) Moribond ; c) Nationalisme.
20. a) La comédie ; b) L'indépendance ; c) Le fonctionnement.
21. a) Subventions ; b) CRS ; c) Commandes.
22. a) La cherté ; b) Le dégoût ; c) Le grand mal.
23. a) Bénévoles qui chantent ; b) Bénévoles qui chantent ; c) Magiciens.

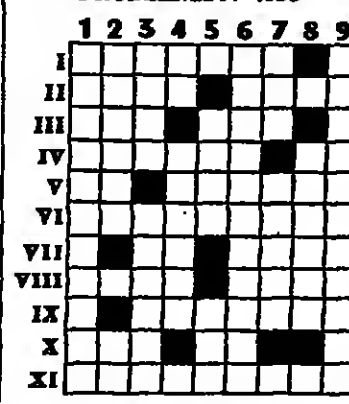
Solution dans notre prochain numéro

SOLUTION DU JEU DU LUNDI (le Parrain)

Le cabinet noir dont il est question était le qualificatif dont certains gaullistes qualifiaient d'autres gaullistes sous un précédent septennat. Pierre Juillet en était, avec notre personnage, l'élément principal. Le marquis de Laurent fait allusion au 1333 de droussard, à vrai dire le chiffre qu'elle obtint dans une récente élection présidentielle. Quant à la fête dont elle ne sembla pas souhaiter entendre parler, c'est celle de l'Humanité. Le marquis de Laurent est donc Marie-France Garaud.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4035



HORIZONTALEMENT

I. Intime d'une tapette, elle trempe, de surcroît, dans des combinaisons souvent loquaces. — II. Vieille étreinte par les barbes. Un bon bateau que les mythographes nous ont monté. — III. Malgré son gabarit important, il passe dans les plus petits trous. Une telle œuvre n'a jamais tenté le diable. — IV. Génie de l'air. Article. — V. Dans la tristesse, Comté français. — VI. Même Louis XIV fit des ronds de jambe devant lui. — VII. Coq en partie « déplumé ». Hasard. — VIII. Le camion entre dans sa catégorie. A la cote sur la Côte. — IX. En cette matière, le temporaire est préférable au définitif. — X. Tel un grenadier aux adieux de Fontenoy. Haut lieu de civilisation en basse Mésoptamie. — XI. Caractéristique de l'ostrogot.

VERTICALEMENT

1. Un personnage éminent entre tous. — 2. L'âne est dit heureux à cause de son sol ; l'autre l'est aussi par son sous-sol. Participe passé. — 3. Dans le Calvados, il est irritant et méchant comme la gale. — 4. Préparation. Grassement. — 5. Sujet d'un

naturel grognon. Vierge. — 6. Arme de jet des bandes de la Belle Époque. — 7. Époque. Palmes de sinople sur sable et fond d'azur. — 8. Période en rouge pour les Romains. — 9. Arrageois qui fit perdre la tête à bien des femmes.

Solution du problème n° 4034

Horizontalement

I. Javelote. — II. Agonie. — III. Volée. RAU. — IV. Azène. Me. — V. Ou. — VI. Opérateur. — VII. Ah ! Ève. — VIII. Somme. Pet. — IX. Bière. Ta. — X. Aïné. Eté. — XI. Test. Anel.

Verticalement

1. Juv. OAS. AT. — 2. Agoraphobie. — 3. Vias. Miss. — 4. Entêtement. — 5. Lien. Ayre. — 6. Os. Este. — 7. Ter. En. — 8. Amourlette. — 9. Tueur. Taël.

GUY BROUTY.

VIE ASSOCIATIVE

1945. — L'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance (ANCVRL) qui fête cette année son quarantième anniversaire, participera aux cérémonies qui commémoreront, samedi 24 août, la libération de Paris et se dérouleront à 10 heures à l'Arc de Triomphe et à 11 heures au Mont-Valérien. Trois cents assureurs gratuitement le transport aller et retour.

* ANCVRL, Hôtel des Invalides, Cour d'honneur, esc. M, 75007 Paris. Tél. (1) 551-68-35.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

SPORTS

LES CHAMPIONNATS DU MONDE D'ULM

Ultralégers, ultraprudents

A bord d'un motoplaneur de type FK6, l'Allemand de l'Ouest Joachim Krenz a nettement pris la tête — catégorie multi-axes — des premiers championnats du monde d'ultralégers motorisés (ULM), qui s'achèveront, le 24 août, à Millau. D'abord vainqueur de diverses épreuves de navigation et d'économie, Krenz a perdu un peu de son avantage les 18 et 19 août lors des épreuves de précision. Il a néanmoins

moins démontré que les performances de son appareil extrêmement aérodynamique, conçu par les frères de centre de formation professionnelle des usines Messerschmitt-Bölkow-Block, situés près de Heideberg, étaient de 15 à 20 % supérieures à celles des ULM classiques. En catégorie pendulaires, c'est le Français Pascal Merel qui est en tête du classement général.

De notre envoyé spécial

de Millau, est un terrain idéal pour la conquête d'un environnement à la mesure de leurs exigences sportives.

Au beau milieu d'une ribambelle d'engins polychromes, diversément tolérés et profilés mais ne dépassant jamais 150 kilos à vide, les pilotes ont installé leur campement. A peine levés, ils scrutent le ciel et reportent sur leur carte d'état-major leurs espoirs, compte tenu de l'exercice fixé ce jour-là par le jury. Tout cela fleurit bon les vieilles d'armes de quelques pionniers de l'aéropostale, tout au moins selon l'idée que l'on s'en fait.

Durant dix jours, les compétiteurs vont de sept pays différents ont alterné des épreuves de vitesse, d'économie, de navigation et de précision. Qu'ils soient utilisateurs d'ULM pendulaires ou multi-axes (le Monde du 27 juillet), ils disposent pour chacun de leurs exercices d'une réserve de vingt-cinq litres d'essence au maximum et doivent confirmer leur navigation en prenant des clichés de certains points stratégiques. « L'essentiel », explique Hubert Aupetit, trente et un ans, directeur sportif des Championnats et responsable du programme, « réside dans le fait de savoir voler dans le show business et de privilégier par-dessus tout les qualités de pilotage des uns et des autres ».

Sage précaution. Dix ans seulement après la mise au point des premiers ULM, les responsables fédéraux ont, en effet, veillé à la crédibilité de leur toute jeune discipline, trop longtemps laissée à vau-l'eau. Prise en charge à l'origine par des organismes parasportifs, la pratique de l'ULM a d'abord servi de prétexte aux publicitaires et aux médias qui ont profité à tort et à travers de ce nouveau sport, avec tous les risques que cela comportait.

Les risques et les accidents. Entre 1982 et 1984, sur le seul territoire français, cent trente-six ULM n'ont pas rejoint leur base, causant au total la mort de trente personnes.

Un bilan aux allures de catastrophe qui n'allait pas tarder à faire fuir tout les amateurs qui hier encore s'étaient précipités autour du berceau de ce nouveau sport de loisirs. En l'espace de douze mois, le nombre de licenciés d'ULM est passé de deux mille neuf cents à deux mille deux cents et le nombre d'engins vendus en France a chuté de huit cent cinquante à quatre cent vingt-cinq unités.

Parti sur de mauvaises bases, le mouvement ULM s'enquerra dès lors d'une nouvelle image : marque : « Nous avons la chance, précise

M. Aupetit, d'avoir en France une législation extrêmement souple. Encore faut-il profiter de l'aubaine intelligemment et chercher à responsabiliser au maximum les usagers. Les championnats du monde n'ont d'autre motivation que mes yeux que d'étudier les limites de notre activité et de tester les nouveaux produits ».

Banc d'essai. Quelques jours passés sur le plateau du Larzac permettent de recenser rapidement des dizaines de pilotes, la plupart des animateurs de l'ULM en France : la sécurité et le bruit. Sans vouloir suivre l'exemple de la Suisse ou du Luxembourg, où l'usage de l'ULM est purement et simplement interdit, les responsables français, qui procèdent de plus en plus à l'usage de parachutes et de réductions anti-bruits, ont pris note de la législation en usage en RFA.

Outre-Rhin, la pratique du biplace est réservée aux instructeurs, et les décollages et atterrissages doivent s'effectuer sur une piste classique. Surtout, la puissance est limitée à 55 décibels à 100 mètres de distance. Autant de contraintes qui, à première vue, ne remettent pas en cause l'engouement de nos voisins et qui n'empêchent pas Joachim Krenz et son FK6 de se procurer aisément les premiers championnats du monde de Millau.

BENOÎT HEIMERMAN.

● **MOTOCYCLISME : Mort de Jean-Pierre Haemisch.** — Victime d'une chute le dimanche 18 août, à bord d'une 750 cc Kawasaki-Harris, au cours des 24 Heures de Liège sur le circuit de Spa-Francorchamps, le pilote français Jean-Pierre Haemisch est décédé la nuit suivante à l'hôpital de Liège.

● **TENNIS : Tournoi de Cincinnati.** — Le Français Thierry Tulasne n'a été éliminé, le lundi 19 août, par l'Américain Brian Teacher (6-3, 5-7, 6-4), de ce tournoi doté de 375 000 dollars, dernière répétition avant les Internationaux des États-Unis à Flushing Meadow qui débutent le 27 août.

● **VOILE : Course de l'Europe.** — Crédit-agricole, de Philippe Jeantot, a remporté mardi 20 août la quatrième étape Torquay-Lorient (235 milles) de la course de l'Europe devant Ker-Carole, de François Boueher, et Fleury-Michon, de Philippe Poupon. Jérôme, de Patrick Morvan — qui a décroché sa grande voile — a perdu sa première place du classement général au profit de Crédit-agricole.

BROR HJORTH
au MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle
Métro Compagnie
T.L.N. (sauf lundi) de 11 h à 17 h 40
du 5 JUILLET AU 15 SEPTEMBRE

صكزامن الأصل

Le Monde SCIENCES

Les convoyeurs des drogues

Des « véhicules » capables de transporter sans détour les médicaments jusqu'aux cellules malades : c'est la nouvelle voie qui s'ouvre à la thérapeutique.

ABSORBÉS ou injectés par les moyens usuels, les médicaments suivent dans le corps un parcours des plus anarchiques. Ils se dispersent dans des organes, des tissus ou des cellules auxquels, au départ, ils n'étaient pas du tout destinés. En s'éparpillant, ils perdent de leur efficacité, et qui plus est, ils peuvent provoquer des effets secondaires gênants, voire toxiques.

On envisage donc de placer ces médicaments dans des véhicules spéciaux chargés de les conduire sans vagabondage à leur site précis d'action et de créer des drogues qui « taperaient dans le mille ».

Pour l'heure, les applications de ces « vecteurs de médicaments » ne sont que potentielles, notamment en chimiothérapie, où l'on aurait tout à attendre de principes actifs qui ne s'attaqueraient qu'aux cellules cancéreuses, épargnant les cellules saines. Mais qui sait si, demain, les études en cours ne pourraient conduire à des produits commercialisables. On peut le penser, à voir le grand nombre d'équipes qui s'intéressent, un peu partout dans le monde, à ces vecteurs. Leurs représentants se sont déjà réunis à plusieurs reprises et ils se sont retrouvés une nouvelle fois en Grèce, au mois de juillet, pour faire le point sur leurs travaux.

Longtemps préoccupés par la seule recherche de molécules médicamenteuses originales, les chercheurs ont oublié le vieux adage selon lequel « la façon de donner vaut tout autant que ce que l'on donne », comme le rappelle M. Francis Puisieux, responsable du laboratoire de pharmacie galénique et de biopharmacie (faculté de pharmacie de Châtenay-Malabry, Hauts-de-Seine). Mais confrontés au coût sans cesse croissant de la recherche pharmaco-chimique et au faible taux de découverte de molécules réellement nouvelles (il faut en étudier environ dix mille pour en trouver une), ils sont

maintenant de plus en plus nombreux à s'intéresser aux nouveaux modes d'administration des drogues.

Convoyés par des molécules, des particules ou des vésicules diverses, ces drogues pourraient avoir une activité dix mille, voire cent mille fois plus grande qu'à l'état libre. Mais il y a plus. Les vecteurs pourraient permettre à certaines substances — comme les produits anti-infectieux ou anti-bactériens — de pénétrer dans des territoires intracellulaires qu'elles sont incapables d'atteindre seules. Ils pourraient aussi protéger des molécules médicamenteuses fragiles contre les agents qui les désintègrent avant qu'elles ne parviennent à leur but.

Gouttes porteuses

Pour remplir ce rôle, les véhicules doivent être capables d'établir avec la molécule active des liens assez stables pour l'amener, sans fuite, jusqu'à sa cible, et réversibles de manière à pouvoir la libérer, une fois l'objectif atteint. Ils doivent, bien sûr, ne présenter aucune toxicité pour l'organisme, être biodégradables et mesurer moins d'un millième de millimètre pour ne pas provoquer d'embolie.

Les liposomes semblent répondre à bon nombre de ces contraintes. C'est un chercheur britannique, A.D. Bangham, qui, le premier, en 1965, fabriqua ces microgouttelettes formées d'une ou de plusieurs parois de lipides emprisonnant une solution aqueuse. Au départ, ces vésicules microscopiques étaient considérées comme de très utiles modèles pour l'étude des parois membranaires. Mais l'intérêt qu'elles suscitaient s'est trouvé considérablement accru lorsque, cinq ans plus tard, il fut prouvé qu'on pouvait y encapsuler des protéines, des enzymes ou des médicaments.

De nombreux essais ont été faits, avec plus ou moins de succès, pour insérer dans ces lipo-

LA MOUCHE



LA MOUCHE

somes des substances antitumorales. Les chercheurs de Châtenay-Malabry y ont par exemple inséré du mûramyldipeptide (MDP), un immunomodulateur utilisé en clinique dans le traitement de certains cancers. Ce produit active en effet les macrophages — ces globules blancs qui assurent la « voirie de l'organisme » — et les aide à exprimer leur pouvoir tumoricide potentiel. Cet effet est encore accru lorsque le MDP est encapsulé dans des liposomes, lesquels favorisent son accumulation dans les cellules ciblées, focalisant son action. Des tests récents, effectués *in vitro* et *in vivo* chez des souris, ont donné des résultats positifs, et les essais cliniques viennent de débuter.

Les applications des liposomes semblent cependant limitées dans la mesure où l'on ne sait pas faire sortir ces gouttelettes du courant circulatoire, les vaisseaux de presque tous les organes étant tapissés d'une couche cellulaire qui fait barrière à leur passage. Seuls la rate, le foie et la moelle épinière échappent à ce phénomène et constituent les zones d'accumulation privilégiées des vecteurs lipidiques.

Ce qui est, dans nombre de cas, un inconvénient peut parfois tourner à l'avantage. Puisqu'ils s'accumulent dans le foie, les liposomes pourraient « convoyeur » des produits de contraste et améliorer ainsi les diverses techniques d'imagerie médicale utilisées pour l'analyse de cet organe.

La voie du sang

La préparation des liposomes pose toutefois quelques problèmes : la fabrication de vésicules ayant toutes la même taille n'est pas aisée, et les gouttelettes lipidiques se conservent mal. Aussi, bien qu'ils demeurent les plus étudiés, les chercheurs s'intéressent à d'autres types de vecteurs.

Aux globules rouges, par exemple. L'insertion de molécules étrangères dans ces véhicules naturels n'affecte en rien « ni leur durée de vie (cent vingt jours en moyenne), ni leur plasticité, ni leurs fonctions usuelles », souligne M. Claude Nicolau, directeur

du centre de biophysique moléculaire du CNRS à Orléans.

Selon lui, deux types d'application pourraient résulter de cette intéressante propriété. La première, explorée en collaboration avec le Centre de transfusion sanguine de Tours, consiste à « encapsuler » dans les globules rouges des « effecteurs allostériques de l'hémoglobine », substances qui améliorent l'action de l'hémoglobine chargée de fixer l'oxygène dans les poumons et de le transporter dans l'organisme. Ainsi pourrait-on assurer une meilleure oxygénation des tissus des patients atteints de rétrécissements de vaisseaux ou d'athérosclérose.

L'aimant conducteur

La seconde consiste à insérer dans les globules rouges des médicaments inactifs. Considérant qu'environ 1 % de ces globules meurent chaque jour, détruits par des cellules phagocytaires, les chercheurs voient là une occasion de libérer la drogue inactive. Les enzymes viendraient alors couper les protections qu'on aurait astucieusement créées sur la molécule médicamenteuse pour la neutraliser au cours de son périple, lui rendant, une fois l'objectif atteint, toute son activité. La méthode a l'avantage d'être exempte de toute toxicité, puisqu'elle utilise du sang prélevé sur les malades, traité, puis réinjecté dans ses vaisseaux. « Un très large spectre de médicaments pourraient être ainsi administrés », estime M. Nicolau.

Si l'on raisonne du point de vue industriel, comme l'a fait un chercheur de la firme américaine SKF en réalisant une étude systématique de tous les vecteurs envisagés, les plus prometteurs semblent être ceux qu'on fabrique à l'aide de polymères naturels (gélatine ou albumine) ou artificiels.

C'est un de ces derniers — le polyalkylcyanoacrylate (PACA) — que les chercheurs de Châtenay-Malabry ont choisi pour réaliser des « nanocapsules » (creuses) et des « nanosphères » (pleines).

Non toxique, comme le prouve son utilisation fréquente en chirurgie, le PACA présente d'au-

tant de la drogue elle-même rendant ainsi possible la diminution de la toxicité de la drogue sans affecter son potentiel d'activité antitumorale. Les premiers essais cliniques semblent encourageants.

Pour mener encore plus sûrement et directement le médicament jusqu'à sa cible, d'autres équipes ont été jusqu'à imaginer de l'accrocher à des particules de magnétite, lesquelles peuvent être guidées, de l'extérieur, à l'aide d'un aimant. Certains y voient une « forme élégante de vraie vectorisation ». D'autres sont plus sceptiques, arguant du fait que la magnétite n'est pas biodégradable et que, en s'accumulant dans certains tissus, elle peut devenir toxique. En outre, remarquent-ils, le procédé nécessite l'emploi d'aimants générant des champs magnétiques intenses dont les éventuels effets sur les patients restent à explorer. « Toutefois », conclut un chercheur de l'université catholique de Louvain (Belgique), les vecteurs magnétiques méritent incontestablement des développements, par exemple pour transporter des produits hautement toxiques et d'application limitée dans le temps.

On ne saurait bien sûr parler des thérapeutiques du futur sans évoquer l'apport des biotechnologies. On devra en effet compter un nombre des transporteurs de médicaments les plus efficaces les anticorps monoclonaux (le Monde du 7 octobre 1981). Ce sont de véritables « missiles biologiques », capables de reconnaître avec une remarquable spécificité les antigènes étrangers qui agissent l'organisme — et notamment les antigènes tumoraux. En outre, ils sont uniformément reproductibles en grandes quantités.

Aurait-on trouvé là le vecteur idéal pour convoyer des toxines antitumorales ? Il est encore trop tôt pour le dire. Avant que l'on songe à des applications cliniques, les chercheurs devront surmonter de nombreux obstacles, comme l'inactivation éventuelle de la toxine par des anticorps du malade ou sa neutralisation par des antigènes tumoraux circulant dans le sang. Il reste surtout à mieux connaître les cibles cellulaires de ces anticorps monoclonaux, afin d'être sûr d'envoyer le bon « missile » sur l'objectif approprié.

ELISABETH GORDON.

Les cellules ouvrières

INCORPORER des médicaments dans des liposomes pour les amener plus sûrement jusqu'à leur cible, c'est bien. Mais ne pourrait-on aller plus loin encore et insérer dans le vecteur le fragment de patrimoine génétique — le gène — qui dirige la synthèse de la molécule active ?

Un exemple. Plutôt que de traiter les diabétiques à l'aide d'injections répétées d'insuline, pourquoi ne pas directement apporter aux cellules le gène responsable de la production de cette hormone et transformer ainsi l'organisme en une véritable « usine à insuline » ?

C'est la voie qu'ont suivie les chercheurs du Centre de biophysique moléculaire du CNRS à Orléans. Ils ont inséré un précurseur de l'insuline — la préproinsuline — dans un morceau d'ADN viral modifié, puis encapsulé le tout dans des liposomes qu'ils ont injectés, par voie intraveineuse, à des souris.

Les premiers essais ont été concluants dans la mesure où le gène s'est bien exprimé, synthétisant l'hormone. Fait surprenant : alors que l'insuline est naturellement fabriquée dans le

pancras, ce sont ici d'autres cellules — les macrophages du foie et de la rate, où s'accumulent les liposomes — qui remplissent cet office.

La production de l'hormone n'était cependant que de courte durée (d'une à quatre heures). Aussi a-t-on modifié la nature de l'ADN porteur de la préproinsuline afin qu'il pénètre dans d'autres cellules, telles que les lymphocytes. En se multipliant, ces derniers assurent une expression plus durable du gène.

Les chercheurs poursuivent ces travaux pour optimiser le processus. Ils envisagent aussi de remplacer les liposomes par d'autres vecteurs, des globules rouges ou des nanoparticules.

« Les essais cliniques ? Il n'en est pas de tout question », précise la responsable de l'équipe. Cette technique soulève en effet de nombreuses questions d'ordre biologique — ne risque-t-on pas de perturber le fonctionnement des cellules ? — et d'ordre éthique, puisqu'il s'agit d'insérer des gènes étrangers dans l'organisme humain.

LE VANADIUM ET LA TECHNIQUE NUCLÉAIRE

Activation et dépression

LE vanadium, présent dans l'organisme en quantités infinitésimales, compte parmi les éléments-traces indispensables à la vie. Bien que son rôle en physiologie humaine commence tout juste à se dessiner, plusieurs résultats laissent croire qu'il intervient dans les dépressions nerveuses. Il régulerait l'activité d'une enzyme agissant sur les pompes à sodium membranaires des globules rouges dont le dérèglement serait lié aux états dépressifs.

Cette hypothèse a reçu une nouvelle confirmation. Le laboratoire de chimie nucléaire associé au CNRS, au Centre d'études nucléaires de Bordeaux-Mérignac et le service de médecine interne de l'hôpital Hant-Lévy à Bordeaux-Pessac ont en effet récemment constaté que les taux de vanadium mesurés dans le sérum de vingt-sept sujets dépressifs étaient deux à cinq fois supérieurs à ceux des sujets sains.

Le principal problème que posait cette étude provenait du difficile et délicat dosage du vanadium dans le sérum humain. Jusqu'ici, aucune technique d'analyse ne s'était révélée effi-

cace, au point que certains résultats laissaient même douter du rôle indispensable de cet élément dans les mécanismes vitaux. Ce doute est maintenant levé par les deux équipes, qui ont mesuré avec précision les teneurs en vanadium par activation neutronique, en utilisant comme source la pile Osiris du centre d'études nucléaires de Saclay.

D'autres études sont en cours, qui visent notamment à observer comment évolue le vanadium avec la guérison des patients. D'autre part, il restera à confirmer que les taux de vanadium mesurés ont réellement un effet inhibiteur sur l'activité des pompes à sodium des globules rouges, ce qui constituerait une preuve directe de l'influence de cet élément dans l'origine ou le développement d'un état dépressif.

Compte tenu des difficultés que posent, d'une part, la mise en œuvre de l'analyse par activation, d'autre part la séparation des éléments produits par l'irradiation, cette méthode est pour l'heure réservée à quelques spécialistes.

E. G.

Les chambres ardentes des Charbonnages

Le Centre d'études et de recherches de Charbonnages de France dispose d'installations où sont analysées les substances toxiques (dont la dioxine) créées par les incendies.

UN matras brûle. Deux kilogrammes de polyuréthane d'où sortent des flammes à 1 200°C ou 1 300°C et qui se décomposent en gaz carbonique (CO₂), oxyde de carbone (CO), et acide cyanhydrique (HCN), tous gaz éminemment toxiques. Mais personne n'est menacé d'asphyxie. Le matras flamme non pas parce qu'un flammant s'est endormi sur son lit, mais parce qu'il s'agit d'une expérience se déroulant dans la galerie-incendie du Centre d'études et de recherches de Charbonnages de France (CERCHAR) dispose depuis 1983 parmi ses installations d'essais et d'analyses de Verneuil-en-Halatte (Oise).

La galerie-incendie se compose d'un tunnel horizontal, long de 50 mètres et de 10 mètres carrés de section, à l'extrémité duquel se raccorde un élément vertical haut de 10 mètres et de 6 mètres carrés de section. Après l'élément vertical, viennent toute une série d'installations de dépollution (arrosage pour abattre les poussières et refroidir les fumées, filtre sec pour piéger les poussières et les aérosols, laveur de gaz pour arrêter les gaz acides). Ainsi la cheminée terminale, haute de 30 mètres, ne rejette-t-elle que des gaz

non toxiques et non polluants pour le voisinage.

Tout le système, de l'entrée de la galerie jusqu'à la base de la cheminée, est balayé par un puissant courant d'air (de 15 mètres cubes par seconde au maximum), qui empêche les produits de combustion de sortir directement du tunnel en les obligeant à passer par les installations de dépollution.

Bien entendu, la galerie-incendie - cheminée comprise - est truffée de capteurs (soixante-dix au maximum) qui mesurent, en divers points, la température et la composition des produits de combustion, l'opacité des fumées, le débit du courant d'air. Toutes ces données sont enregistrées sur bandes magnétiques et traitées, en temps réel, sur ordinateur. Ainsi avons-nous un tout de suite que le matras de polyuréthane a mis neuf minutes et dix secondes pour brûler, et que, pendant la combustion, à 35 mètres du foyer, la température s'est maintenue à 175°C pendant six minutes.

Dans sa galerie-incendie, le CERCHAR fait de multiples études, en particulier sur les matières plastiques utilisées dans les mines (bandes transportées, mousses polymères, gaines de câ-

bles électriques, etc.). D'ici peu, il devrait faire des recherches sur les pneus des véhicules utilisés au fond et des essais sur toutes les garnitures de sièges. En fait, la galerie-incendie peut servir à étudier tous les incendies se produisant en milieu confiné.

Tissus incapacitants

Il y a aussi une « pièce », de 30 mètres cubes - soit une chambre assez grande d'un appartement moderne - où ont été testés, entre 1977 et 1980, dans le cadre d'un contrat passé avec la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, des membres capotés et revêtus de matériaux polymériques. Pour mieux reproduire les conditions d'un accident réel, l'incendie était déclenché avec une simple pastille de méta enflammée. Cette dernière est, en effet, très comparable, pour la chaleur dégagée, à un gros mégot.

Ces études ont été suivies par la sécurité civile. Elles ont permis, notamment, de déterminer quelles associations de tissus et de bourrages étaient les plus dangereuses par leur effet « incapacitant ».

Tous les produits de combustion ne commencent pas par asphyxier les personnes qui les inhalent. Ils placent ces personnes dans un état de stupeur paralysante qui interdit aux futures victimes, pourtant conscientes, d'avoir une réaction efficace quelconque, même de simple fuite. Et, bien sûr, au bout d'un moment, la durée varie avec la nature des tissus et des bourrages, les personnes « incapacitées » sont asphyxiées.

Curieusement, un tissu inflammable peut alors être particulièrement dangereux. Les études réalisées au CERCHAR ont ainsi montré que l'association d'un tissu de fibres de verre (inflammable) et de polyuréthane est des plus redoutables en cas d'incendie. Certes, le tissu de verre d'un coussin empêche l'inflammation du bourrage. Mais il n'empêche pas la chaleur de parvenir au polyuréthane. Or, celui-ci se décompose et dégage du gaz carbonique, de l'oxyde de carbone et de l'acide cyanhydrique dès que la température dépasse 200°C. Rappelons qu'un foyer d'incendie banal est à 1 200°C ou 1 300°C.

Produit-miracle

Autre sujet d'étude entreprise après l'accident de Seveso (1976) à la demande d'Electricité de France : la dioxine.

Les transformateurs, nés la haute tension du réseau de distribution est abaissée à la tension d'utilisation, contiennent, en effet, des substances isolantes diélectriques qui contribuent à dissiper la chaleur vers l'extérieur et qui empêchent la formation d'étincelles ou d'arc. Au début, ces substances diélectriques étaient de l'huile minérale. Mais les transformateurs « chauffent » normalement à 100°C ou 120°C et l'huile minérale a été jugée trop inflammable. D'autant plus qu'un transformateur contient plusieurs centaines de litres de cette huile diélectrique.

L'huile minérale a donc été remplacée par le pyralène, un mélange de polychlorobiphenyle

(PCB) et de trichlorobenzène, qui est ininflammable. Mais, comme tous les composés organiques, le pyralène se décompose en un mélange complexe de corps organochlorés, des hydrocarbures etc., dès que la température atteint 500°C. Et certains de ces produits de décomposition, en se combinant à l'oxygène, peuvent alors donner des dioxines.

Il existe, en effet, toute une série de dioxines dont les molécules se différencient les unes des autres par le nombre et la position de leurs atomes de chlore. Il y a ainsi des dioxines peu toxiques, mais il y en a de fort dangereuses. La plus toxique de toute est la tétrabenzodibenzodioxine (TCDD) 2-3-7-8. La dose létale (celle qui fait mourir la moitié des rats femelles d'expérience) de celle-ci est de 45 microgrammes par kilo de poids vif. Alors que la dose létale de l'octachlorodibenzodioxine (OCDD) est de 2 millions de microgrammes par kilo de poids vif (toujours pour le rat femelle).

Encore faut-il être capable de distinguer, dans les produits analysés, les différentes dioxines dont il existe soixante-quinze isomères. Le CERCHAR dispose d'un spectromètre de masse à haute résolution qui dose spécifiquement, avec un seuil de cent parties par milliard dans les suies et de une partie par milliard dans les eaux, toutes les dioxines pentachlorées ou hexachlorées (les plus dangereuses étant celles qui portent leurs atomes de chlore en position 2-3-7-8).

Les essais sur les dioxines ont eu lieu en laboratoire et non pas

dans la galerie-incendie. Avec quelques grammes de pyralène, les quantités de dioxine étaient largement suffisantes pour les analyses. Dans la galerie-incendie, la quantité de dioxine aurait pu être dangereuse. Malheureusement, ces problèmes sont tellement complexes qu'on ne peut extraire le travail fait en laboratoire aux conditions réelles où sont en jeu plusieurs centaines de kilos de pyralène.

Depuis deux ans, le CERCHAR travaille sur des produits capables de remplacer le pyralène dans les transformateurs. Ce futur produit-miracle doit, tout à la fois, être très peu inflammable et ne dégager aucune dioxine ou autre produit toxique. Il est actuellement en cours d'analyse mais le CERCHAR ne peut encore en dire plus.

YVONNE REBEYROL

Respirez, ne respirez plus

Oxyde de carbone (CO), oxyde d'azote (NOx), acide chlorhydrique (HCl), acide cyanhydrique (HCN) sont parmi les gaz les plus toxiques qui peuvent se dégager lors d'un incendie. Les teneurs maximales admissibles de ces gaz sont, respectivement, de 50, 5, 5 et 10 parties par million (ppm). Les troubles apparaissent lorsque les teneurs atteignent respectivement 800, 100, 35 et 25 à 35 ppm. Les teneurs mortelles (pour une exposition de 10 minutes ou plus) sont, toujours respectivement, de 5000, 200, 500 et 180 ppm.

La ceinture de Jupiter

Des chercheurs américains viennent de découvrir un deuxième anneau gravitant autour de Jupiter.

LES années américaines Voyager, lancées en 1977 à la rencontre des planètes du système solaire, n'en finissent pas d'apporter leur lot de découvertes astronomiques. Déjà, en mars 1979, Voyager-1 avait révélé que, comme Saturne et Uranus, Jupiter possédait son anneau. On avait pu croire ce chapitre clos puisque la sonde a achevé l'exploration de la planète géante et que Voyager-2, qui l'accompagne, voyage maintenant loin de là, en direction d'Uranus et de Neptune.

Pourtant, il n'en est rien. Reprenant l'analyse d'une des photographies transmises par Voyager-2 en 1979, des chercheurs américains (1) viennent de mettre en évidence la présence d'un deuxième anneau gravitant autour de Jupiter.

« L'image a déjà été examinée avec soin et il peut paraître étonnant que ce phénomène soit passé jusqu'ici inaperçu », écrivent les astronomes dans un récent numéro de la revue scientifique britannique Nature.

En fait, il s'agit là d'un anneau très « ténu », vingt fois moins brillant que l'anneau principal de Jupiter, lequel est déjà un milliard de fois moins dense que ceux de Saturne. L'anneau est donc aussi facile, pour reprendre l'image de l'astronome français André Brahic, « que de repérer à grande distance la lueur d'une faible bougie située à côté d'un puissant phare marin ».

Les images brutes transmises par les sondes doivent faire l'objet de nombreux traitements destinés à soustraire des données le « bruit de fond », c'est-à-dire toutes les zones sombres qui cachent le « détail subtil ». C'est en effectuant une nouvelle fois ce travail, avec plus de bonheur que leurs collègues, que les chercheurs américains ont pu faire leur découverte.

« Rétrospectivement, écrivent les astronomes, l'existence de cet anneau était suggérée par certaines données fournies par Pioneer-10 et 11 », deux sondes qui ont précédé les Voyager au voisinage de Jupiter, lancées pour une mission de reconnaissance rapide. Ces données laissaient en



Nicolas GUILBERT.

effet supposer l'existence de matière gravitant au-delà de l'anneau principal (localisé à environ 58 000 kilomètres au-dessus des nuages de la planète), mais elles étaient trop partielles pour qu'on puisse véritablement en tirer des conclusions.

Anneau fragile

Le second anneau jovien, pour l'essentiel, se trouve situé sur l'orbite d'Améthée, l'un des petits satellites naturels gravitant à 128 000 kilomètres de la planète. Une partie de la matière qui le compose s'étend toutefois plus loin encore, jusqu'à 210 000 kilomètres, et « peut-être même jusqu'aux environs de Thébé », entre satellite crénelant à 221 000 kilomètres.

Ce disque très large est en revanche peu épais - moins de 4 000 kilomètres - et se trouve confiné dans le plan équatorial de Jupiter.

Il serait fait, comme l'anneau principal, de grains de matière d'un millième de millimètre de

diamètre, mais les chercheurs n'excluent pas qu'il puisse être constitué de particules plus petites ou plus grosses.

Cette observation soulève quelques problèmes. La matière des anneaux entre sans cesse en collision avec le plasma (gaz électriquement chargé) qui entoure Jupiter et, sous l'effet de ces chocs répétés, elle a tendance à s'éparpiller au-delà et en deçà de son orbite. Tous calculs faits, et comme tenu de la très petite taille des particules, l'anneau devrait se désintégrer sur une durée de mille ou dix mille ans.

Comment expliquer qu'il existe encore ? Est-ce simplement parce qu'il est encore très « jeune » ? Les astronomes émettent d'ailleurs cette hypothèse « qui aurait rendu l'observation hautement improbable ». Ils pensent plutôt que le disque se reforme sans cesse grâce à l'apport de nouveaux grains venus d'Améthée ou de Thébé. Des nuages de poussières soulevés par des micro-météorites venant heurter la surface des satellites viendraient ainsi continuellement le réalimenter.

Cette explication ne satisfait cependant pas entièrement les chercheurs américains. Seule, en effet, une part de ces poussières pourrait atteindre l'anneau, le reste étant, lui aussi, dévié de sa route par la planète. Aussi avancent-ils que le disque pourrait se nourrir d'autres sources, qui seraient à chercher parmi « des corps inconnus ».

Ces derniers restent à découvrir. Ce faible anneau demeure d'ailleurs, dans nombre de ses aspects, bien « énigmatique ». L'explication de ces mystères viendra peut-être de Galilée, la nouvelle sonde américaine qui devrait être lancée vers Jupiter dans le courant de 1986, pour poursuivre les explorations faites par les deux Voyager.

E. G.

(1) Ont participé à ces travaux : MM. Mark R. Showalter, Joseph A. Burns, du centre de radioastronomie et de recherches spatiales de l'université de Cornell (New-York), et MM. Jeffrey N. Cuzzi et James B. Pollack, du centre de recherche Ames, de la NASA.

UN RAPPORT DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

De l'or noir au soleil

LES multiples et infructueuses réunions de l'IOPEP montrent à l'évidence qu'il y a actuellement surproduction et non pénurie de pétrole. Mais il faut voir plus loin. A long terme, des défauts d'approvisionnement en hydrocarbures sont probables, sinon certains. Car même si d'autres formes d'énergie peuvent dans certains cas les remplacer, le pétrole et ses dérivés sont pratiquement irremplaçables dans certains secteurs. Celui des transports, par exemple, tire des hydrocarbures 98 % de ses besoins énergétiques. Le pétrole est aussi la matière première de base de l'industrie chimique, et, si un usage du pétrole doit être préservé, c'est celui-là.

Il est donc clair que des énergies de remplacement ayant les caractéristiques majeures des hydrocarbures - fluidité et quasi-absence de cendres - seront nécessaires à long terme. C'est à ce problème que le comité de l'Académie des sciences vient de consacrer un rapport, *Combustibles fluides de remplacement* (1), qui explore les possibilités au plan scientifique, montre que certains peuvent être viables et que d'autres ne le seront certainement pas, dégage des axes où un effort de recherche paraît nécessaire.

Une solution est connue depuis longtemps : produire des hydrocarbures à partir du charbon. On sait le faire - les Allemands ont industrialisé un procédé pendant la seconde guerre mondiale. On en connaît aussi les inconvénients : un prix de revient élevé, la production d'une grande quantité de cendres, et une importante pollution atmosphérique. Les techniques de gazéification *in situ* des gisements charbonniers peuvent réduire ces inconvénients. Mais elles sont encore loin d'être opérationnelles.

Le CODER a volontairement négligé cette voie, et limité son étude à celle, plus prometteuse à long terme, d'une production de substituts du pétrole à partir de l'énergie solaire. Le substitut qui semble le plus prometteur est l'hydrogène, mais l'emploi de ce gaz pose des problèmes.

A court terme, on peut compter sur la photosynthèse naturelle pour convertir l'énergie solaire et transformer la biomasse en hydrocarbures de substitution. C'est une méthode qui n'offre que des possibilités limitées. En France, elle pourrait fournir 12 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole) en l'an 2000, ce qui constituerait un appoint intéressant, mais n'est pas à l'échelle des besoins. Le rapport souligne que,

dans l'hypothèse où toute la surface agricole française serait consacrée à des cultures énergétiques, la biomasse produite ne pourrait toujours pas remplacer le pétrole actuellement consommé.

A l'analyse, la photosynthèse apparaît comme une décomposition de l'eau. Ne peut-on opérer cette dissociation de manière plus directe, et produire de l'hydrogène, combustible qui a beaucoup d'avantages, même si son stockage est délicat ? Plusieurs démarches sont possibles. On peut utiliser des processus biologiques ou des procédés de conversion chimique ; on peut encore décomposer l'eau à haute température.

Les algues bleues

La voie thermique offre peu de perspectives : les températures nécessaires pour une décomposition directe dépassent 2300°C. Des cycles thermochimiques plus complexes demanderaient des températures moins élevées, mais ils sont d'une mise en œuvre difficile. Et si les fours solaires peuvent aisément atteindre de telles températures la lourdeur des investissements nécessaires est rédhibitoire.

La bioconversion de l'eau en hydrogène, par l'intermédiaire d'algues bleues ou de cultures cellulaires, a fait l'objet de plusieurs recherches. Mieux vaut en savoir davantage sur le processus photosynthétique, mais le stade des connaissances est suffisant pour qu'un bioacteur-pilote soit envisageable dans les années à venir. Des expériences de laboratoire ont permis des productions de 50 litres d'hydrogène par mètre carré et par jour. Des productions de 100 tep par hectare et par an sont concevables, mais la « récolte » de l'hydrogène ainsi produit n'est pas encore maîtrisée.

La décomposition photocatalytique de l'eau, qui a été moins étudiée, paraît, elle aussi, prometteuse. La décomposition peut être catalysée par des colorants ou des matériaux semi-conducteurs. Un problème délicat reste à résoudre : éviter la recombinaison de l'hydrogène et de l'oxygène produit. Le rapport de l'Académie n'examine pas d'autres voies possibles, comme l'électrolyse de l'eau par le courant électrique fourni par les photovoltaïques. Mais, à travers une analyse scientifique détaillée des domaines qu'il étudie, il met en évidence les points sur lesquels doit porter l'effort de la recherche.

MAURICE ARVONNY.

(1) Le rapport est publié par les éditions Gauthier-Villars.

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 PÉTAÏN

J'AVAIS quinze ans quand le maréchal Pétain fut condamné à mort. Malgré cet âge relativement avancé — on ne suit jamais aussi bien les événements de son temps qu'avec cette loupe prodigieuse que sont l'enfance et l'adolescence — et le souvenir d'avoir lu avec passion dans le *Journal officiel*, au fur et à mesure de sa publication, la sténographie intégrale du procès, audience par audience, cette condamnation ne me fit ni chaud ni froid. Plutôt plaisir sans doute.

De la classe de sixième jusqu'à celle de seconde, je m'étais vu infliger par tout ce que la France légale comptait de personnages dorés sur tranche un discours moralisateur qui tenait aussi peu compte de la réalité que de mon existence. Vieilles nous aura vaccinés, contre toutes les formes de l'instruction civique, y compris celles animées du plus pur « esprit républicain ». Quand on me proposait de cette potion-là, je tends le gobelet au voisin !

Ce qui me semble aujourd'hui plus surprenant que ma réaction d'alors — je n'avais aucune raison de pleurer sur le sort d'un vieillard qui m'avait volé ma carte d'identité et qui, tout en me laissant par manque d'imagination poursuivre mes études secondaires, décevait dans le même temps que je n'étais bon à rien, m'interdisait tout avenir même médiocre, — c'est celle de mes compatriotes : les Français anesthésiés sans doute par la victoire comme ils l'avaient été cinq ans auparavant par la défaite restèrent sans voix devant la mise à mort même symbolique du maréchal.

Face aux désastres — et les victimes ressemblent à s'y méprendre à des désastres pour ceux qui s'y méprennent à l'œuvre d'y participer, ai de les prévoir, — les nations sont volontiers tribales. Rien ne s'apparente plus à la condamnation à mort du maréchal que celle, quelques années plus tard, du vieux Dominici. Les Français se conduisirent avec le vainqueur de Verdun comme les membres du clan avec le patriarche de Lurs. Quand les Dominici se virent importunés par les journalistes et les photographes du monde entier, interrogés par les gendarmes et les policiers, les juges et les avocats, quand ils virent leurs terres envahies par les curieux, ils furent bien soulagés de voir le vieux Gaston accusé du meurtre des Anglais et qu'il payât pour tous les siens. Le sacrifice du patriarche préservait l'essentiel : les champs, les troupeaux, les maisons, la vie de famille.

Dans les deux cas, on laisse condamner avec leur tacite acquiescement ceux qui étaient trop âgés pour servir à autre chose qu'à être des criminels provisoires. Quand, en 1945, les Français, qui ne demandaient pas mieux que d'être des vainqueurs, s'aperçurent que Pétain ne légalisait plus que de leurs faiblesses, ils ne furent pas fâchés de le voir s'évanouir dans une lie. Cette vie de forteresse avec ses harasiers précis, son régime alimentaire, son absence de passion, fut une bénédiction pour cet illustre vieillard, elle le conserva au-delà de tout espoir, jusqu'à la corde, jusqu'à la lie. Ces six dernières années de rabiot (1945-1951) lui permirent de se refaire une santé : ce n'était plus un condamné à mort qu'on enterra, mais le martyr qui avait fait don de sa personne à la France.

2 L'ARTICLE DE MAURIAC

Ce qu'écrivit Mauriac à vif dans le *Figaro* n'a pas pris une ride. Mauriac, avec son étonnant bon sens, a mieux compris cette affaire, et tout le parti que cette bourgeoisie française si bien pensante qui, dans sa majorité, l'avait adoré — le maréchal n'avait-il pas exprimé avec noblesse pendant quatre ans, et tant pis pour l'occupation, ce qu'elle avait toujours pensé ? — une fois remise de ses émotions, des chaleurs de la libération, allait tirer de cette condamnation qui la navrait en silence de toute la littérature qui a fleuri autour de Vichy et de Pétain depuis quarante ans. « Nous filons de ceux qui souhaitent que ce procès ne s'ouvre jamais », dit, sans plus de précaution, Mauriac dans son entente, avec cette stupéfiante spontanéité qui nous ravit.

Il connaît, et pour cause, son lecteur, son bourgeois, comme s'il l'avait fait, comme s'il en était. Mauriac souligne que ce n'est pas le gouvernement provisoire (de Gaulle) qui a décidé du procès, ni les circonstances (Pétain n'a pas été ramassé sur les routes allemandes comme un fugitif bagard par une troupe de soldats français ou alliés). A cette épreuve (le procès), « c'est lui seul qui a délibérément choisi de s'y soumettre ». Et Mauriac de le regretter. « Si Pétain avait humblement cherché refuge au bord d'un lac suisse, son affaire eût été classée. » En se livrant à une justice d'exception — nous sommes encore en guerre quand Pétain se présente le 25 avril 1945 à la frontière, — il

échappe à un jugement définitif. « Car un procès comme celui-là n'est jamais clos et ne finira jamais d'être plaidé. N'est-ce pas pour cela, au fond, que Pétain a voulu se livrer ? (...) Parce qu'il s'est livré à notre justice, rien n'est achevé pour lui, le dialogue de l'accusation et de la défense va se poursuivre de siècle en siècle. (...) Il restera une figure tragique, éternellement errante, à mi-chemin de la trahison et du sacrifice. »

Ma seule réserve devant ce texte magistral, c'est qu'il m'est difficile d'admettre qu'un homme qui va mourir à quatre-vingt-seize ans soit seulement une figure tragique de notre histoire. Il y a de la comédie bouffée dans cette existence qui s'en finit pas, dans ce militaire qui se réveille général au bord de la retraite, dans ce maréchal qui s'appuie sur notre défaite pour se ménager dans un bout de France une principauté qui lui va comme un gant et dont la capitale est une ville d'eaux au bord de l'Allier : on songe aux maux à Vichy, excepté le ridicule ! Le tragique, ce n'est pas à Vichy, ni dans les beaux discours du maréchal qu'il faut le chercher : il n'est peut-être du décalage entre ces hommes qui tournent toutes autour du travail, de la famille et de la patrie, entre la devise de l'Etat français et ce qui se passe d'atroce en France et dans les pays occupés.

Mauriac le devine, qui conseille « aux cœurs trop sensibles que rien ne saurait consoler », aux marxistes impénitents, la lecture de *Vingt mois d'Auschwitz*, de Pelagia Lewinska. « Je ne souhaite de vous voir lire et relire le répertoire des tortures infligées à des femmes par d'innombrables brutes, que pour vous forcer d'admettre que, en face de ces millions d'innocents suppliciés, le moins qu'on puisse dire du condamné de cette nuit, c'est qu'il fait figure de responsable. » Suffit !

3 LE « MAIS » DE JEAN SCHLUMBERGER

ÇA devrait suffire, mais il y a un « mais ». Et ce « mais » mérite qu'on s'y arrête parce qu'il sera souvent repris et qu'il a été prononcé par un homme respectable. Un écrivain intéressé par les notions d'engagement et de littérature. Jean Schlumberger n'avait pas vingt et un ans quand il signa la pétition lancée par l'*Aurore* en faveur de la révision du procès de Dreyfus. Pierre Brissot, le directeur du *Figaro*, s'est peut-être souvenu de cet acte de non-conformisme précoce quand il a chargé Jean Schlumberger, alors âgé de soixante-huit ans, de couvrir pour son journal le procès Pétain.

Et dans son dernier article, Jean Schlumberger écrit (sa s'écrit) : « Sa condamnation était décidée d'avance. Les hurlements de mort l'annonçaient. On peut bien dire que le procès tout entier n'a été qu'une mise en scène pour le faire accepter. » Soit. Il est évident qu'en août 1945 l'acquiescement du maréchal aurait surpris l'opinion, et c'est peu dire. Mais la question n'est peut-être pas là. Elle est là où Mauriac l'a posée. Quand il se passe ce qui s'est passé, et que l'on tricote à l'ombre de l'Allemagne un point à l'envers, un point à l'endroit, un statut des Juifs, une charte de travail, une poignée de main, la relève, la milice, on acquiesce au nouvel ordre hitlérien.

C'est à ce moment que Jean Schlumberger essaie de placer sa botte « imparable » avancée mille fois après lui et qui se présente ainsi : « Car ce que l'on reproche à cet homme, c'est de n'avoir pas pratiqué une politique héroïque, mais est-il sûr qu'en 1940 le pays fut disposé à se jeter dans une résistance désespérée ? Autrement dit, les Français valaient-ils mieux que leur chef ? Je réponds oui, car, dans leur majorité, ils n'auraient jamais pensé, eux, à tirer profit ou gloire de leur défaite. Laissez à eux-mêmes, sans maréchal prestigieux, ils se seraient débrouillés comme ils auraient pu. Le désastre ne se serait pas métamorphosé en revanche politique, en idéologie. »

La poignée de Français qui, dans les commencements, auraient résisté au risque de leur vie n'aurait pas eu à lutter, outre la Gestapo, contre la police de leur pays. Et ceux qui auraient aidé les Allemands auraient été de simples traîtres. Les Juifs français et les autres ne seraient pas, par respect pour le maréchal et son administration, allés se dénoncer comme tels à la mairie. Ne se sentant pas faiblement protégés, ils auraient songé davantage à se prendre en main. Mis au pilori par la seule propagande ennemie, ils auraient trouvé dans la population une complicité moins embarrassée.

Mais pour ces menus avantages, sans le maréchal, quelle considérable littérature nous aurions perdue depuis quarante ans ! Pétain, la Résistance, la collaboration. Ce sont nos westerns, nos Poaux-Rouges, notre guerre de Sécession. Alors, ergotons, ergotons !

THÉÂTRE

DE MARCEL MARÉCHAL AU FESTIVAL D'AUTOMNE

Rentrée sur le mode majeur

Le son de Marcel Maréchal ouvre la saison théâtrale à Paris. L'Athénée présente *L'Arbre de mai* (avec Daniel Gelin et Catherine Benamou), pièce dont il est l'auteur et dont il a laissé la mise en scène à François Bourgeat. Les représentations commencent le 29 août, en projection à la rue, pendant les répétitions de *Deux sur la balançoire*, avec Nicole Garcia et Jacques Weber, créée en 1958 par Annie Girardot et Jean Marais.

Quelques jours plus tard, à la Comédie de Paris, c'est le retour de Jean-Pierre Bisson avec un texte nouveau, *Baltes de toi*. Il a écrit, il réalise, ne joue pas. Domage, mais à la fin du mois on le verra au La Bruyère avec Jean-Paul Ronsillon, mis en scène par Marcel Bluwal, dans *L'Indien sous Babylone*, de Jean-Claude Grumberg. A la même date que *Baltes de toi*, le 6 septembre, le Théâtre Antoine lance le « Barillet-Grédy » de l'année : *Lily et Lily*, avec Jacqueline Maillan. Les deux spectacles ne risquent pas de se faire de l'ombre, ils d'attirent pas le même public. Pourtant, bien que Barillet et Grédy racontent déjà large, ils visent à présent les « habitués des cinémathèques ». Une « clientèle à récupérer », disent-ils en matière de plaisanterie sans doute, car ils comptent sur « la multiplication des clichés, l'abus des références et des clins d'œil ». L'histoire se passe dans un folklorique Hollywood des années 30.

Hossein, Savary, Brook et Mnouchkine

Hollywood n'est peut-être plus l'usine à rêves de cette époque, mais fait toujours rêver, terre d'utopie pour exilés célèbres — dont Brecht —, dans la comédie satirique de Christopher Hampton, mise en scène par Pierre-Etienne Heymann, les *Contes de Hollywood*, premier spectacle de l'Athénée en octobre.

Apparaissant se sera engagé le match entre les deux champions du remplissage de salles. Au Palais des Sports, le *Jules César* de Robert Hossein (le Monde du 15 août) ; Shakespeare, plus orchestrale, plus micros HF, légions romaines et metteur du dictateur. A Mogador, Jérôme Savary avec Michel Galabru, Valérie Mairesse, Stéphane Ferrara, Pagnol : la *Femme du boulanger*.

Michel Galabru est l'une des rares vedettes qui, au théâtre, font les salles sur leur nom, ainsi d'ailleurs que Jacqueline Maillan. François Périer aussi. Il va jouer à la Comédie des Champs-Élysées *L'âge de Monsieur est avancé*, titre qui laisse deviner un humour doux-amer pour la première pièce de Pierre Etaix, notre clown blanc du cinéma. En même temps, à la Porte Saint-Martin, il y aura Dieu, Shakespeare et moi, le moi représentant l'auteur, c'est-à-dire le fabuleux humoriste du désastre Woody Allen, avec pour interprète, nos deux spécialistes du comique ahuri : Rufus et Pierre Richard.

Dans leur secteur, deux champions tout public s'apprêtent à canaliser la foule qui impatientement les attend. Peter Brook en septembre

avec le *Mahabharata* aux Bouffes du Nord — neuf heures en trois soires — et, au Théâtre du Soleil, Ariane Mnouchkine, avec *L'Histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge*, d'Hélène Cixous, sept heures en deux soirées. A la Cartoucherie d'été, la Tempête, il faudra attendre le 15 octobre pour avoir une idée de ce que signifie *Ke Voi*, de Philippe Adrien.

A côté de la Renaissance, Marthe Mercadier et Pierre Doris, indomptables routiers de l'entertainment, vont faire un sort aux *Voisins du dessus*, d'une jeune Belge, Laurence Jyl. Elle aura sans doute, du mal à reconnaître ses répliques. Côté rire : si avec *Pasodoble*, de Jacques Le Marquet, Jacques Seiler et Danièle Lebrun renouvellent le miracle des *Exercices de style*, ils passeront après quelques mois du Petit Montparnasse au grand, qui, pour l'heure, reprend *Ma femme*, juste un mois, le temps de mettre au point une comédie policière, plus comédie sans doute que policière, puisqu'elle est mise en scène par Jacques Eckmann : les *Gens d'en face*, avec Françoise Fabian. Avec *Comme de mal entendu*, de Peter Ustinov, à la Madeleine, Simone Valère et Jean Desailly espèrent renouveler le miracle de l'*Amour des quatre colonels*, première pièce de leur auteur, qui avait réjoui pendant de longs mois les spectateurs. C'était tout de suite après la guerre.

Cette génération est toujours vaillante : Georges Vitaly retrouve Audibert ; ils étaient devenus célèbres ensemble avec *Le mal court*. Cette fois, c'est la *Fête noire*, au Lucernaire, théâtre multitalle et cosmopolite. On y rencontrera le Japon avec *Arsène et Cléopâtre*, d'André Pieyre de Mandiargue, adaptateur de Mishima, et Mishima avec le *Temple de Jalousie* (interprété par Jean-Pierre Léaud et Marie Trintignant). On y rencontrera également les Antilles avec *Toussaint Louverture*, d'Edouard Glissant, par Benjamin Jules Rosette.

Couples en tous genres

Autres figures des années 50 qui ont survécu à la disparition des mythiques « petites salles rive gauche » : Nicolas Bataille, metteur en scène de la *Cantatrice chauve*, se consacre à la Huchette (interprété par Michel Bouillon, Jacques Mauclair, reprend son grand succès, *L'Eternel mari de Dostoevski*, au Marais. Les petites salles glissent sur la rive droite. Rive gauche, le Poche prépare l'*Economiseur* de Jules Renard. Rive droite, les Mathurins accueillent le off Broadway années 60 : Israël Horowitz et sa pièce, *Le baiser de la veuve*, par la compagnie Granier-Rauth — compagnie qui date des années 70.

A l'Euvre, Georges Wilson et Jacques Dufréforment le couple homosexuel créé par Paul Meurisse et Daniel Ivernel : *L'Escalier* de Charles Dyer, du théâtre d'avant la *Cage aux folles* et le SIDA. Couple hétérosexuel, Judith Magre et Raymond Jourdan se lancent dans une histoire de joyeux bagarres fami-

liales, la *Bataille de Waterloo*, de Louis Calaferte. Couple du troisième âge, Fred Pasquali et Mado Maurin, dans le *Dernier Voyage* de Déjazet. Gigolos cherchant héritiers, pour former couples mariés : Jean-Laurent Cnehet reprend le *Sexe faible* — qu'il a déjà monté à l'Athénée — à Hébertot. Couple scénariste-metteur en scène, Michel Lascio et Michel Roux : *Au secours, elle ne veut*, de Marcel Mithois. Curieux comme un titre classe immédiatement un style.

Festival d'automne

Peu importe. Si les théâtres du secteur public ouvrent avec des reprises — à l'exception du TEP où Guy Rétor met en scène *Georges Dandin* : si les classiques accompagnent la rentrée scolaire — *Bajazet* chez Silvia Monfort, le *Cid* avec Juliette Binoche et Francis Huster mis en scène par lui-même au Rond-Point — le Festival d'automne assure.

Son programme de théâtre commence le 18 septembre avec un habitué, Jean-Marie Pette : *Autant*, à la Bastille, jusqu'au 26 octobre et, en intermède, deux représentations de *Concert* les 6 et 7 octobre. Plus les *Tablettes de bois*, par Daniel Zerk, du 5 novembre au 6 décembre, à l'Hôtel Scipion.

Ensuite, la *Veillée* de Jérôme Deschamps, coproduction TNP. Maison de la culture de Grenoble, du 19 septembre au 13 octobre ; *Mercedes* de Thomas Brasch, avec Tcheky Karyo et Marie-Cécile (production TNP), au Théâtre de la Ville, mise en scène de Hans Peter Cloos, du 25 au 29 septembre, en même temps que Kantor au Centre Georges-Pompidou ; *Qu'ils croient les artistes*, jusqu'au 7 octobre, spectacle présenté pour la première fois en France au Festival d'Avignon, d'où viennent également *Mes souvenirs*, par Dominique Valadié, en alternance avec *Je songe au vieux soleil* de Faulkner, par Laurence Mayor et André Marcon, au Jardin d'Hiver du 11 octobre au 30 novembre.

André Marcon, également rodé à Avignon, reprendra le *Monologue d'Adramelech*, de Valère Novarina, au Café de la danse, du 11 octobre au 19 janvier. Toujours d'Avignon, Michèle Guigon, à peine terminée la *Veillée*, présentera *Marguerite Paradis* à Bobigny, Maison de la culture, du 6 novembre au 6 décembre.

Restons dans la banlieue nord pour *Intérieur de Masterlink*, par Claude Régy, au TGP du 1^{er} octobre au 3 novembre, et *Boulevard du mélodrame*, d'Artaud, avec le Groupe TSE et Jean Rochefort, du 5 novembre au 31 décembre à Aubervilliers. Le Festival d'automne étend son label sur la Comédie-Française pour la reprise de *Bérénice*, dans la mise en scène de Klaus Grüber, qui d'autre part amènera de Berlin le *Roi Lear* en allemand, avec Bernhard Minetti, les 8, 9, 11 et 12 octobre à Chailiot. Sans aucun doute, l'événement.

COLETTE GODARD.

MUSIQUE

M. DANIEL TOSCANI DU PLANTIER EST CHARGÉ D'UNE MISSION SUR L'AUDIOVISUEL ET LE SPECTACLE VIVANT

M. Jack Lang, ministre de la culture, vient de confier une mission de réflexion de trois mois à M. Daniel Toscani du Plantier, ancien directeur délégué de Gaumont, actuellement président de la société de disques Erato. Il s'agit d'étudier la mise en place d'une structure permettant le développement de la production audiovisuelle à partir des spectacles vivants : théâtre, musique, danse, art lyrique.

Plusieurs établissements subventionnés — notamment l'Opéra de Paris, la Comédie Française — envisagent en effet de s'engager dans la voie des productions audiovisuelles, en association avec des partenaires extérieurs, et c'est une dimension qu'il est prévu d'intégrer dans les activités du futur Opéra-Bastille. Examiner les initiatives déjà prises, les perspectives du marché de diffusion, les conditions de réalisation de ces productions, tel est le but de la mission, dans le cadre de la promotion d'une industrie de programmes.

Cette mission doit être accomplie en liaison avec les différents départements du ministère de la culture — théâtre, musique, développement culturel — avec le centre national de la cinématographie, et les organismes intéressés.

EXPOSITIONS

BIENNALE DE LA CÉRAMIQUE A CHATEAUX-ROUX

Maîtres japonais et jeunes Français

Dix artistes japonais sont les invités de la troisième Biennale de céramique contemporaine de Châteaux-Roux (Indre). Tous sont des habitués des rencontres internationales (Japon, Italie, Amérique du Nord, Australie, etc.), mais la France n'avait jusqu'alors accueilli qu'un seul d'entre eux, Hidesaki Hayashi, quarante-huit ans, professeur au collège de céramique d'art de Kyoto et organisateur de cette participation japonaise à la Biennale.

Ces artistes présentent un éventail très ouvert de créations céramiques, des plus baroques (les assemblages de porcelaines, pièces métalliques usinées de Bin Sato, les terres sur troils métalliques de Satoru Hoshino) aux plus contemplatives (les vases de Zehji Masashita). Citons surtout les lames de porcelaine translucide de Sueharu Fukami, qui bousculent moins l'image que l'Occident se fait des arts céramiques japonais.

L'ensemble, installé dans l'espace réduit du dattari des

moines de l'ancien couvent gothique des Cordeliers, prouve en tout cas que les Japonais restent les maîtres des arts du feu.

A côté, dans la grande nef de l'église conventuelle, la Biennale a réuni vingt-deux céramistes travaillant en France. Auprès des Japonais, leurs travaux apparaissent parfois bien anecdotiques. Il est vrai qu'ils sont plus jeunes (moins de trente-cinq ans). La Biennale a voulu, précise son commissaire, le céramiste Jean-Pierre Viot, « restituer les propositions d'artistes encore peu connus » et « découvrir les possibilités de la terre en tant que matériau traditionnel, mais aussi comme moyen d'expression plastique ». Un large éventail de pratiques très diverses à encore, des compactages de terre crue (Anne Coquillard), jusqu'à des robustes vases (Brigitte Penicoud) qui réinterprètent, au cœur même de la province, la vieille tradition artisanale du grès berrichon.

GEORGES CHATAIN.

SPECTACLES

théâtre

BOUFFES-PARISIENS (206-60-24), 21 h : *Tu n'as qu'à venir* pour d'après.

COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : *Revue d'été* de l'équipe de l'été.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le *Carnet* à l'orange.

DIX HEURES (606-07-48), 22 h : *Solace* de ménage.

FONTAINE (874-74-40), 21 h : *Da rififi* dans les labours.

GALERIE 18 (326-63-51), 19 h : *Sexual* *Paradise* en Chicago, 21 h : *Madam's* *Late Mother*.

LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h : *Diabol* 1929-1939, 21 h : *Paroles* *françaises* 1921-1939, 21 h : *Comédie* *dell'arte*.

MATHURINS (265-90-00), 21 h : les *Mystères* du confessional.

MICROMÈTRE (742-95-23), 20 h 30 : le *Raffin*.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : *Gigi*.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le *Dindon*.

PORT ST-MARTIN (807-57-53), 20 h 30 : *Deux hommes dans une valise*.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : *On m'appelle* *Emilia*.

THEATRE PEDGARD (322-11-02), 20 h 15 : les *Babes-dans*, 22 h : *Nous*, *on fait* *de* *ce* *que* *l'on* *peut* *faire*.

TOURTOUR (887-83-48), 20 h 30 : *Agathe*, 22 h 30 : *Tango* *pié* *et* *face*.

VARIÉTÉS (293-92-22), 20 h 45 : *N'écoutez pas, mesdames*.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-55), 21 h : la *Gauche* *mal* à *droite*.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : *Chansons* *françaises*.

La danse

ESPACE RONSAUD (264-31-31), 20 h 45 : *Jeune* *ballerine* *classique* *de* *France*.

Les concerts

(voir également le rubricage « Festival »)

Eglise St-Jacques-le-Mineur, 20 h : *Th. Féry* (Vivaldi, Albinoni, Corelli).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : *De* *Presses* *Jazz* *Group*.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 20 h 15 : *Arush* - MC2, 21 h 30 : les *Démocrates* *London*, 22 h 30 : les *Sacré* *Monstres*.

XX Festival estival

de Paris (354-94-96)

SORBONNE, amphithéâtre Richelieu, 18 h 30 : P. Boyer (Boltz).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : *Orchestre* *des* *Jeunes* *de* *la* *Communauté* *européenne*, *London* *Symphony* *Chorus*, *Jennens* *Chor* *Wien*, dir. : C. Abbado (Mahler).

cinéma

Les films suivants ont été interdits aux moins de treize ans, (*) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24) Carte blanche à P. Vercellotti, 16 h, la *Route* *horreur*, de G. Lacombe, 19 h, *Sans* *l'indulgence*, de M. Ophüls, 21 h, *Cinéma* *japonais* *contemporain* : *Mourir* *à* *lune*, de Y. Ichikawa.

BEAUBOURG (278-35-57) *Relic*.

Les exclusivités

ADRIEN BONAPARTE (Fr.) : *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76).

AMADEUS (A., v.) : *Vendôme*, 2 (742-97-52) ; *Louvre*, 6 (544-57-34) ; *Georges*, 6 (562-41-40) ; *Paradise*, 6 (330-30-11) ; *V.F.* : *Saint-Lazare* *Palace*, 9 (351-35-43).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.) : *Quintessence*, 5 (633-70-38) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *V.F.* : *Impérial* *Palais*, 2 (742-72-52) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

L'ARRIVEE SOUS LA MER (Fr.) : *Grand* *Pavé* (21 sp.), 19 (554-46-85).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.) : *Saint-Ambroise*, 11 (700-89-16).

BABY (A., v.) : *Napoleon*, 17 (267-63-42).

LE Baiser de la femme arabe (Fr.) : *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LA BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

LE BASTON (Fr.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *Richelieu*, 2 (233-56-70) ; *Cluny* *Palace*, 5 (354-07-76) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 20 août

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A., v.) : *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *V.F.* : *Paradise* *Palais*, 9 (354-07-76).

LA FORTUNE D'EMERILDE (A., v.) : *Gemmont* *Hall*, 10 (237-46-70) ; *Revue* *gic*, 6 (222-57-97) ; *UGC* *Danton*, 6 (225-10-30) ; *Marignan*, 6 (359-92-82) ; *Publicis* *Champs-Elysées*, 8 (372-16-23) ; *Kinostars*, 19 (374-56-50) ; *V.F.* : *Rex*, 2 (236-83-93) ; *Paradise* *Palais*, 9 (372-16-23) ; *Nation*, 12 (343-04-67) ; *Favre*, 13 (331-56-85) ; *Gemmont* *Sud*, 14 (320-12-06) ; *Montparnasse* *Palais*, 14 (320-12-06) ; *Pathe* *City*, 18 (522-46-01).

GREYSTONE, LA LEGENDE DE DARTAN (A., v.) : *Paradise* *Palais*, 9 (372-16-23) ; *V.F.* : *Opéra* *Night*, 2 (296-65-56).

GRAND DÉCROQUIS (Fr.) : *Gaîté* *Boulevard*, 9 (233-67-06).

LA GROSSE MACOUILLE (A., v.) : *Gemmont* *Colisée*, 6 (359-29-46).

GYMNASIA (A., v.) : *Gaîté* *Boulevard*, 9 (233-67-06) ; *Gaîté* *Richelieu*, 9 (233-67-06).

LESTOURE SANS FIN (A., v.) : *Boite à films*, 17 (622-44-21) ; *Saint-Ambroise* (R.s.p.), 11 (700-89-16).

LES JOUES ET LES NUITS DE CHINA BLANC (A., v.) : *UGC* *Colisée*, 6 (359-29-46) ; *UGC* *Colisée*, 6 (359-29-46).

JOY AND KIAN (Fr.) : *George-V*, 9 (562-41-40) ; *Bergère*, 9 (770-77-58).

KAGOS, CONTE DES SILENCES (A., v.) : *Épée* *de* *Bois*, 5 (372-51-47).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.) : *Olympie*, 14 (544-43-14).

RUNAWAY, L'ÉVADÉ DU FUTUR (A., v.) : *Forum* *Orient* *Express*, 10 (233-42-26) ; *UGC* *Odéon*, 6 (352-10-30) ; *UGC* *Normandie*, 8 (563-16-16) ; *V.F.* : *Grand* *Rex*, 2 (236-83-93) ; *UGC* *Montparnasse*, 6 (374-56-50) ; *UGC* *Boulevard*, 9 (374-56-50) ; *UGC* *Gare* *de* *Lyon*, 12 (343-04-67) ; *UGC* *Gobelins*, 13 (336-23-44) ; *Mistral*, 14 (339-32-43) ; *UGC* *Convention*, 15 (374-56-50) ; *Images*, 18 (522-46-01) ; *Scordina*, 19 (241-77-99).

SANT-TROPEZ INTERDIT (Fr.) : *Paradise* *Palais*, 9 (372-16-23) ; *Paradise* *Palais*, 9 (372-16-23) ; *Paradise* *Palais*, 9 (372-16-23) ; *Paradise* *Palais*, 9 (372-16-23) ; *Paradise*

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 20 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série documentaire : Mol, l'Afrique.
Réal. de B. Mancoske, J. Nicorn, D. Mauro, E. Dazie.
Première émission : Des rois, des châteaux et des places.
En 3 parties, un pot-de-fleur, une époque lyrique aux couleurs vives, un voyage dans le passé et le présent de l'Afrique, avec chants et danses, à travers 3 pays : le Sénégal, le Mali, le Bénin, le Congo, le Burkina.
21 h 30 Orphée aux enfers.
Opéra-féerie en quatre actes. Musique Jacques Offenbach, livret : H. Crémieux et L. Halévy, mise en scène J. Lavelli. Avec B. Antoine, M. Masquelin, B. Stokell.
22 h 15 Théâtre : Les Églises. La mythologie grecque emballée par le génie d'Offenbach.
23 h 30 Journal.
23 h 50 Choses vues : V. Hugo lu par M. Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma : La Gueule de l'autre.
Film français de P. Tchernis (1979), avec M. Serrault, J. Peiris, A. Faray, R. Lator, C. Jurgens, G. Gères (Rédifilms).
Un homme politique menacé de mort se fait remplacer dans ses fonctions officielles par un acteur réel, son cousin et son ami. Cette comédie de canotiers est soigneusement construite sur une idée à la Sacha Guitry.
22 h 15 Choses vues : V. Hugo lu par M. Piccoli.
23 h 50 Choses vues : V. Hugo lu par M. Piccoli.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 La dernière séance.
Émission d'Éddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
Actualité, Tom et Jerry, Jacques Villard présente le premier film. A 22 h 30, Tex Avery, réclame de l'époque et annonce du deuxième film.

20 h 45 Premier film : Le Collège des potences.
Film américain de D. Davis (1958), avec G. Cooper, M. Schell, K. Malden, B. Piazza, G.-C. Scott.
Un étrange médecin s'installe dans un village du Montana. Il sauve un jeune voleur et recueille une femme devenue aveugle. En pleine époque de la mutation du western, celui-ci était fort inhabituel par son atmosphère et ses personnages.
22 h 15 Journal.
23 h 55 Debut film : Embuscade.
Film américain de S. Wood (1949), avec R. Taylor, J. Hodiak, A. Dahl, D. Taylor, J. Hagen (v.a. sous-titré).
1873. Un détachement est chargé de guider un détachement de cavaliers pourrissant un Indien renégat, ravisseur d'une femme blanche. Classique dans son sujet et sa mise en scène, cet autre western de la série est surtout remarquablement interprété par Robert Taylor.

CANAL PLUS

20 h 30, Paris, film de B. de Palma; 22 h 35, Le Val de la mort, film de L. G. Bouché; 23 h 15, Un oiseau au paradis, film de H. Doolin; 1 h 30, Les superstars du match.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Facultés : « Le Chénier à la charnière ».
21 h 15 Musique : Festival international de piano de La Roque d'Anthéron, récital Maria Joao Pires : œuvres de Mozart, Schumann et Beethoven.
23 h 50 Naïfs magiques : Don Juan.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (Festival annuel de Paris en direct de la Salle Pleyel) : Symphonie n° 2 en si mineur - Récit de G. Mahler par l'Orchestre des Jeunes de la Communauté européenne, Symphonie Chorus de Londres et Jeunesse chorale de Vienne, dir. C. Abbado, sol. C. Ludwig, contralto et K. Mattila, soprano.
23 h 50 Zine Francescanti : œuvres de Mendelssohn, Mozart.

Mercredi 21 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 ANTOPE 1.
11 h 45 La une chez vous.
12 h 15 Journal.
12 h 35 La bonne aventure.
13 h 45 Choses vues : V. Hugo lu par M. Piccoli.
14 h 55 Croque-vacances (à 16 h 30).
15 h 30 Reprise : Chapéau (Harry James).
16 h 25 Série : Nouvelle d'Henry James.
16 h 30 La chance aux chansons.
17 h 10 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 20 Série : Jean-Christophe.
19 h 15 Jeu : Anagramme.
19 h 40 La vacancière de Monsieur Léon.
19 h 55 Tirage du TAO-TAO.
20 h 30 Journal.
20 h 45 Triage du Loto.
21 h 40 Facultés : le Bateau.
Après le roman de L. G. Bouché, réal. W. Polzella. Avec J. Prochowski, H. Grönemeyer, K. Wenzelmann.
Quatrième épisode : un deuxième destroyer a pris le 196 en chasse. Après cinquante jours en mer, le voyage prend brusquement une tournure imprévisible. Le haut commandement des sous-marins envoie un message radio ordonnant l'entrée du 196 en Italie. Un feuillet allemand à grand spectacle. Suspense !
21 h 25 Variétés : Festival d'Alger (Algérie).
Émission de B. Soubé, réal. J.-P. Moscardo.
Avec Daniel Aïnou, Sally Kette, Alpha Blondy, Mary Kébé, la fête de la jeunesse qui est devenue place Roubidoux à Alger du 1^{er} au 10 juillet dernier.
22 h 35 Téléfilm : Grenouilles.
De FINA. Réal. A.G. Arrieta. Avec E. Bourgeois, A. Wiazemsky, J.-L. Vireux.
Sur l'île des Sings, au milieu de la mer, une belle espionne russe, Nora, vient de se voir de la trahison de son amant et de la trahison de ses hommes et des femmes-grenouilles. Décor fantastique, scénario d'aventure.
0 h 15 Journal.
0 h 15 Choses vues : V. Hugo lu par M. Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

8 h 45 Télé matin.
10 h 30 ANTOPE 2.
11 h 45 Révisé A 2.
12 h 15 Journal et météo.
12 h 40 Jeu : L'académie des neufs.
13 h 45 Journal.
14 h 25 Série : Magnum.
14 h 35 Téléfilm : Miocatta (1^{re} partie).
D'après l'œuvre de G. Kain, réal. J. Erman. Avec T. Curia, B. Macy, H. Gould, S. Glas, M. Bédaric.
Vie et légende de Scarlett O'Hara, héroïne d'Auxant en emporte le vent : un mythe du cinéma.
16 h Sports 24.
Basket : championnat d'Europe (France-RFA) : ULM : champions du monde.
18 h 45 Révisé A 2.
19 h 40 Flash info.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 Facultés : Hôtel du siècle.
19 h 30 Journal.
19 h 55 Football : France-Uruguay.
En direct du Parc des Princes.
20 h 30 Série Mariages : Le pont des soupçons.
Réal. R. Barckhardt. Avec L. Dufaillet, M. Mailfort, D. Doll.
Timide, réveur, Léon révèle sa véritable personnalité : celle d'un séducteur - grâce aux relations avec deux femmes en tout point différentes, dont l'une deviendra son épouse.
23 h 15 Athlétisme : meeting de Zurich.
Toutes les vedettes de l'athlétisme mondial. En direct.
23 h 45 Journal.
0 h 10 Journal.
0 h 10 Bonoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 5 Dessin animé : le Panchère rose.
19 h 15 Informations régionales.

19 h 40 Coupe de soleil.
19 h 55 Dessin animé : il était une fois l'homme.
20 h 5 Les Jeux.
20 h 35 Je t'aime, moi non plus : Régine-Charles. Aznavour.
De C. Fiebert.
Après le très beau face-à-face Gainsbourg-Breakey et celui un peu moins réussi de Julien Clerc et Régine Desjardes, voilà Charles Aznavour en compagnie de Régine.

21 h 35 Journal.
21 h 55 Facultés : la Flèche dans le cœur.
D'après L. Zuccotti. Réal. G. Fago. Avec L. Terzi, A. Chavras, P. de Boysson, L. di Bort.
Miroir quatre fois coproduit franco-italien. La passion d'un enfant romantique dans l'Italie du début du siècle. Chronique intime qui dresse une histoire d'amour entre un enfant de huit ans et une jeune fille de dix ans son aînée. Célèbre impressionniste délicatement peints qui ne laisse guère d'indifférence.
22 h 45 Révision de l'été.
Avec Alain Turban.
22 h 40 Prélude à la nuit.
« Kindertoten Lied » (version originale pour baryton et orchestre), de G. Mahler, par l'Orchestre Alpe-Province-Cité d'Assur de Cannes, dir. M. Fischer-Dieskau.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym; 7 h 10, Top 50 (et à 19 h 45); 7 h 45, Rally, l'as des copains; 8 h 35, Dancin' Day (et à 13 h 5); 9 h 5, Le Tardif, film de G. Depardieu; 11 h 20, Les Bravados du bal, film de R. Butler; 13 h 35, Cabou Cadin (et à 17 h 25); 15 h, Les pionniers du Kenya; 15 h 30, T66 (film : Szwagier); 16 h 15, Roman; 16 h 35, Les affaires sont les affaires; 19 h 5, Zénith; 20 h 55, Les Montres, film de L. Zuccotti; 22 h 35, A nous les victoires, film de J. Huston; 0 h 30, Héro, film de G. Bhat; 2 h 5, Document : Les derniers matins.

FRANCE-CULTURE

0 h, Les unités de France-Culture; 7 h, Sous la radio, la place; 8 h 5, La nuit, en long et en large; 9 h 30, Les chemins de la connaissance : le voyage de La Pérouse; 9 h 5, Temps libres : à 11 h 30, Facultés : « Le voyage en Venise, ou le Royaume de Louis XVIII »; à 14 h 30, Les comètes d'Éridan; à 16 h, le temps qu'il fait; à 18 h 30, Histoire de la forêt; à 19 h 15, François Verier; 9 h 30, Mémoires du siècle, avec Jacques Madaleno; 10 h 30, L'opéra, c'est la fête; Léo Fall et Oscar Strauss; 12 h, Passerelles : entretien avec A. Rimoldi; à 12 h 45, spécial Marthe Mercadier; 13 h 40, Chansons pour un été; 14 h, Les nouvelles solitaires : « Les Chans » de Boulle-Narce; 15 h 30, Écrire les langues françaises : l'Afrique noire entre deux générations; 17 h, Héros du rock : Iggy Pop; 17 h 10, Le pays d'été; à 18 h 5, Agora, aventure, avec Hélène d'Almeida-Topor; 19 h 30, L'ambassadeur de temps; 20 h 30, Facultés : « Le Chénier à la charnière ».
21 h 15 Musique : Festival international de piano de La Roque d'Anthéron (récital de Peter Donohoe : œuvres de Messiaen).
22 h 30 Robert Dumas paraît sous.
23 h 30 Naïfs magiques : trompe l'œil.

FRANCE-MUSIQUE

21 h, Les unités de France-Musique; 7 h 10, Réville-matin; à 7 h 30, Idée fixe; à 8 h 40, Bonjour M. Truett; 9 h 5, La nuit des musiciens : Wagner italien, l'influence de Wagner sur les compositeurs italiens; 12 h 5, Concerto-lecture (donné en l'abbaye de Royaumont le 1^{er} juillet 1984) : œuvres de Massenet et Florentin, par l'Ensemble orchestral de Paris et l'Ensemble vocal Michel Pigouet, dir. C. Bardot; 13 h 40, Sonnets de Scazzati par Scott Ross; 14 h 2, Mémoires des siècles : petite histoire du phonographe, les organistes, œuvres de Paderewski, J.-S. Bach, Franck, Poulenc; 15 h, De quelques « tubes » classiques : le pourquoi et le comment ? œuvres de J.-S. Bach, Haydn, Mendelssohn, Haendel, Wagner, Chopin; 18 h, Une leçon avec... Collette Allio-Lugaz, œuvres de Bizet, Fauré, Duparc; 19 h 5, Le temps du jazz : Cotton Club Stamp; 19 h 35, Programme musical : œuvres de Haydn; 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 Concert (donné le 22 juin au Théâtre des Champs-Élysées) : « Le Roi d'Ys, ouverture », « Concerto pour violoncelle et orchestre en si mineur », d'Edouard Lalo, « Symphonie n° 3 avec orgue en si mineur », de Camille Saint-Saëns, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Jankowski, sol. A. Meneses, violoncelle, J.-L. Gil, orgue, M.-A. Nicolas, premier violon.
23 h 5 En résonance d'Alfred Heyde, œuvres de Brahms, Elgar, Schumann, Bach.

COMMUNICATION

SELON TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE

Les deux « réseaux multivilles » pourront être installés entre novembre 1985 et juin 1986

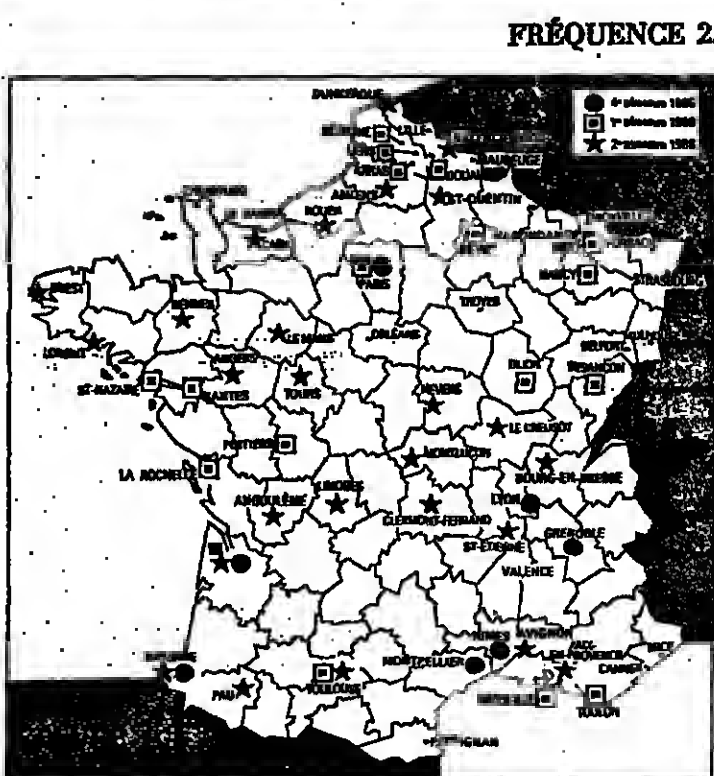
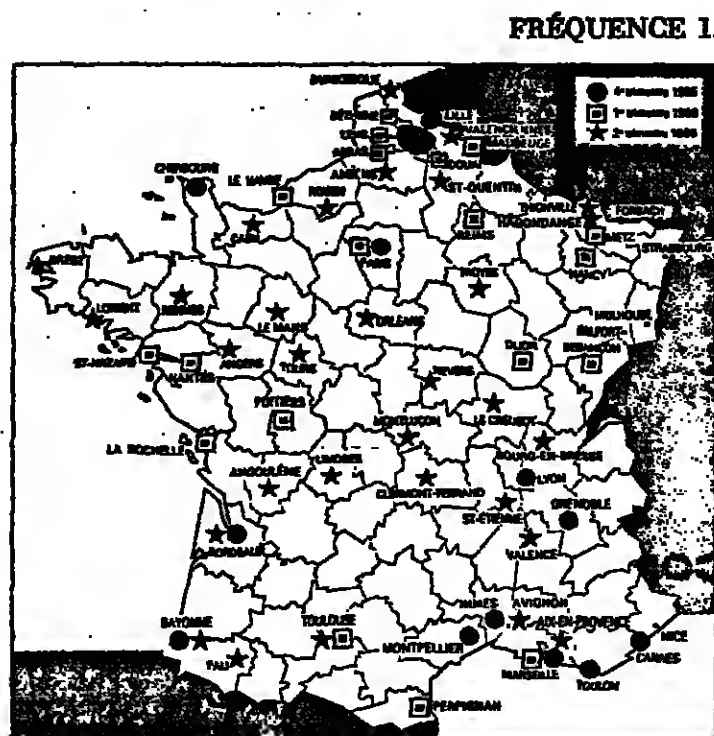
Novembre 1985-juin 1986 : T66-diffusion de France (TDF) envisage l'installation technique des deux réseaux « réseaux multivilles » entre ces deux dates. Six millions d'habitants pourront théoriquement recevoir, dès la fin de l'année, la chaîne musicale et la chaîne généraliste, dans cinquante-quatre grandes agglomérations de l'hexagone. Le second 12 millions dès janvier 1986, 17 millions en avril, 19 millions en juin. La TDF indique que « la desserte de sites supplémentaires sera possible ultérieurement en fonction des demandes des collectivités locales et des possibilités techniques des sites et des fréquences ».

Les équipements prévus ont des puissances limitées, ce qui ne permet pas de desservir qu'une partie de quelques agglomérations. D'autre part, pour certaines villes où l'implantation du site est difficile, des ouvertures provisoires d'émission dans un autre site sont prévues, avec une puissance plus réduite : la diffusion n'atteindra alors qu'une partie de la population. Ainsi, à Paris, 3 millions de personnes pourront être touchées au quatrième trimestre 1985, 6 970 000 au premier trimestre 1986; à Marseille, 500 000 (quatrième trimestre 1985), et 999 000 (premier trimestre 1986); à Bordeaux, 300 000 (quatrième trimestre 1985) et 640 000 (deuxième trimestre 1986); à Toulouse, 270 000 (premier trimestre 1986), et 540 000 (deuxième trimestre 1986) dans l'agglomération Léz-Béarn-Douai-Arras, 400 000 pour un seul réseau (quatrième trimestre 1985) et un million pour les deux réseaux (1^{er} trimestre 1986); à Bayonne, 50 000 (quatrième trimestre 1985) et 150 000 (premier trimestre 1986).

L'établissement public de diffusion publique a aussi la liste des canaux (les plages de fréquences du télé-spectre) envisagés, ville par ville, pour les deux réseaux multivilles et pour la troisième fréquence, destinée à des stations locales de télévision. Certains de ces canaux pourront être changés, en fonction des aménagements définitifs. Enfin, TDF rend publique une première liste de localités où l'installation des nouvelles télévisions rendra nécessaires des changements de canal pour la réception des chaînes de la radio publique, ainsi que des modifications de l'installation de réception (20 000 personnes seraient touchées dans ce cas).

TDF a d'autre part accueilli le lancement d'un emprunt destiné à couvrir les investissements, chiffrés dans un premier temps à 435 millions de francs (Le Monde du 2 août). La mise en route des deux réseaux multivilles et des quatre-vingt-cinq stations locales est donc suspendue aux choix gouvernementaux des investissements pour les deux réseaux, au vote d'un amendement à la loi du 29 juillet 1982 pour remettre à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle la capacité d'autorisation des télévisions locales et aux choix effectués ultérieurement par les neuf sages.

Calendrier d'ouverture technique des « réseaux multivilles »



Chaque des deux cartes indique l'ouverture prévue des canaux pour le premier réseau (fréquence 1) et le second (fréquence 2). Pour les agglomérations de Paris, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Léz-Béarn-Douai-Arras et Bayonne, deux dates : installation provisoire et installation définitive.

LA « RENTRÉE » DE LA HAUTE AUTORITÉ

La recherche du consensus

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle accueillait ce mardi 20 août, ses trois nouveaux membres. L'institution est encore fragile : l'homme entre les anciens et les trois personnalités - MM. Raymond Form, Raymond Cautant et Gilbert Comte - désignées il y a dix jours par les plus hautes instances de l'État s'est-elle faite en cours de cette première réunion plénière ? Cette rencontre aura plutôt été l'occasion d'une prise de contacts entre gens de bonne compagnie, qui, hier, pour certains, ne se connaissent quasiment pas - sinon de réputation - mais qui vont être amenés à habiter sous un environnement politique sans doute modifié.

Il y a trois ans, lorsque la Haute Autorité a commencé de régler sous la présidence de Mme Michèle Cotta, rien n'était évident. Lancée dans l'inconnu, observée ici et là d'un œil narquois ou sceptique, les « sages » fondateurs - huit hommes et une femme - avaient devant eux de lourdes responsabilités. La plus importante - la plus révolutionnaire, d'une certaine façon, dans le paysage audiovisuel français de l'époque - consistait de valoir à l'indépendance du service public en matière de radio-télévision. La question se posait de savoir comment les membres de cette assemblée, venant d'horizons professionnels et politiques très divers, réunis selon une répartition politique qui n'était pas de leur fait, parviendraient à une cohabitation dans le travail. Le moins qu'on puisse dire est qu'ils formaient un édifice complexe, où se côtoyaient des socia-

listes, un communiste, des tenants de l'opposition, un syndicaliste... Un temps d'adaptation était donc indispensable et, s'il s'est soldé, après trois ans d'activité, par un bilan que l'on s'accorde généralement à qualifier de positif, cela a tenu tout autant à la personnalité de chacun qu'à la méthode que la Haute Autorité a décidée d'employer : tendre vers un consensus à travers de larges et fréquentes délibérations. Ici, pas de portefeuille particulier, même si tel ou tel membre suit un dossier. On se retrouve à neuf, chaque semaine, à l'occasion de deux séances plénières (quelques fois plus souvent), après avoir participé, par petits groupes, à la réunion hebdomadaire de chacune des cinq commissions chargées de se pencher respectivement sur les programmes, le suivi de l'information, la prospective (radios locales, futures télévisions privées...), les questions juridiques et internationales.

Le temps des pionniers est terminé. La Haute Autorité a trouvé son rythme. Il s'agit de consolider les acquis sans se distancier, toutefois, que l'arrivée des « novices » dans une assemblée qui avait trouvé son équilibre va demander un nouvel effort de rodage. D'autant que les problèmes ne manquent pas avec la nomination, en septembre, des trois présidents des chaînes de service public, le délicat dossier des télévisions privées, celui déjà en cours sur les radios locales, sans parler de l'organisation du temps de parole lors de la prochaine campagne électorale.

La nomination pour neuf ans des trois nouveaux « sages » va-t-elle considérablement modifier l'équilibre politique de l'institution ? Il ne semble pas. Mais cette fois-ci encore, la personnalité de chacun pèse de son poids. L'échec politique à venir et l'agitation qui va l'accompagner font souhaiter à certains « anciens » que la haute instance conserve sa sérénité et reste au-dessus de la mêlée, en remplissant la mission professionnelle qui est la sienne. Si un consensus sur toutes choses paraît, à l'évidence, étonnant, qu'au moins, font-ils valoir, se perpétue une volonté d'agir en commun.

ANITA RIND.

● L'hebdomadaire du Front national en vente dans les kiosques. - M. Michel Collinot, membre du bureau politique du Front national et député européen, a annoncé, lundi 19 août, que l'hebdomadaire de ce mouvement (National-Hebdo) serait de nouveau en vente dans les kiosques à partir de la mi-septembre. Créé le 1^{er} octobre 1980 et distribué uniquement par abonnement, cet hebdomadaire était apparu dans les kiosques en mai 1984, au moment des élections européennes. Deux mois plus tard, cette forme de vente avait été abandonnée. Michel Collinot, rédacteur en chef de cette publication, dont Roland Gaucher reste le directeur, espère vendre soixante-dix mille numéros par semaine à la fin de l'année (abonnements, kiosques et vente à la criée).

0 ENTRÉES
FOUS DE
raviata

économie

REPÈRES

Dollar : maintien à 8,44 F

La plus grande baisse a régné mardi 20 août sur les places financières internationales, et le dollar est parvenu à son voisinage immédiat de ses niveaux précédents. La devise américaine s'est négociée sans changement à 8,44 F et à 2,765 DM (contre 2,7647 DM la veille). Les cambistes attribuent le phénomène à l'attente du résultat du département américain du commerce qui doit en effet publier dans les prochaines heures le dernier chiffre révisé du PIB pour le deuxième trimestre, dont beaucoup espèrent qu'il éclairera sur la situation économique aux Etats-Unis. Le franc français s'est un peu raffermi vis-à-vis du deutschemark, qui s'échangeait à 3,0540 F contre 3,0559 F.

Produits pétroliers : Renault achète 1 million de tonnes à l'Irak

Sodéch, société de négoce international, basée à Genève, filiale de Renault Holding, a conclu avec l'Irak un contrat d'une valeur globale d'environ 120 millions de dollars (un peu plus de 1 milliard de francs) pour l'achat de 1 million de tonnes de produits pétroliers (fuel et gas-oil). Selon la revue spécialisée, Pétrole et gaz arabes, qui a révélé cette information, Renault achèterait environ un tiers des produits exportés par l'Irak. Ces produits sont acheminés par la route jusqu'au port turc d'Iskenderun, et revendus sur le marché international par la filiale de Renault. L'intérêt de cette opération est triple. D'une part, le groupe français valorise des exportations de produits turcs (achetés par l'Irak en contrepartie du contrat pétrolier), ce qui lui donne des facilités pour rapatrier les dividendes de sa filiale automobile en Turquie. D'autre part, Renault est intéressé par le renouvellement de la flotte turque de transport routier, qui assure la navette des produits pétroliers avec l'Irak. Enfin, le groupe espère vendre directement ses produits (voitures ou camions) en Irak même, où, l'an dernier, Volkswagen du Brésil a signé un contrat de 620 millions de dollars pour la livraison de 100 000 voitures en deux ans.

Micro-ordinateurs : le marché sera multiplié par cinq d'ici à 1990

Le marché européen des micro-ordinateurs professionnels devrait quintupler d'ici la fin de la décennie, selon la société américaine d'études de marchés IDC. Il atteindra, en 1990, cinq millions d'unités (11,5 milliards de dollars) contre 950 000 en 1984. Alors qu'il représentait encore la moitié des ventes en 1984, les matériels de première génération (8 bits, comme l'Apple II) disparaîtront, ou presque, au profit des 16 bits, comme le PC d'IBM. Sur le marché, les groupes américains dominent : en 1984, IBM contrôle 30 % du marché en valeur devant Apple (10 %) et Commodore (8 %). Chaque pays européen possède une société nationale qui défend localement ses couleurs : Olivetti détiend 8 % du marché italien, les Britanniques ACT et ACORN, 23 % à eux deux en Grande-Bretagne, Electronix (Luxor) et Ericson, 22 % en Suède, mais aucun européen n'émigre au niveau continental. Olivetti, le plus puissant, ne détient que 6 % du marché global européen.

Caisses d'épargne américaines : nouvelles difficultés dans le Maryland

Les caisses d'épargne de l'Etat du Maryland, qui avaient déjà connu d'importantes difficultés lors d'un passé récent (le 12 mai 1985), connaissent de nouveaux problèmes liés à une perte de confiance des déposants. Il s'agit, cette fois-ci, de la Community Savings and Loan Association, dont le siège est situé à Bethesda (Maryland), qui a fait l'objet d'importantes retraits, le 17 août, après l'annonce, la veille, des difficultés financières de sa filiale spécialisée dans le financement immobilier, cette filiale, Equity Programs Investment Corp., avait admis qu'elle était en retard dans les remboursements d'emprunts à propos d'obligations gagées sur hypothèques et dont le montant atteint, pour cette seule société, la somme de 1,3 milliard de dollars. Cette information a aussitôt entraîné d'importantes files d'attente d'épargnants aux guichets de la Community Savings, laquelle a pourtant assuré que les problèmes de sa filiale ne devraient pas mettre en danger ses propres actifs, supérieurs à 440 millions de dollars.

AUTOMOBILE

Augmentation du capital de Renault

L'augmentation du capital de Renault, approuvée par l'assemblée générale du 30 juin 1985, a été mise en œuvre par le département financier et du ministère du redéploiement industriel, paru au Journal officiel du samedi 17 août - avait été décidée au conseil d'administration du 26 février dernier. Parmi les entreprises industrielles du secteur public, Renault a, en effet, un statut spécial qui prévoit - en vertu d'un décret du 8 juillet 1970 - que toute augmentation de capital doit être approuvée par un arrêté conjoint des finances et de l'industrie. Le capital antérieur, de 3,1 milliards de francs, est désormais porté à 8,044 milliards par consolidation des avances capitalisables accordées par l'Etat. C'est en effet sous ce vocable qu'apparaissent les dotations en capital de l'actionnaire public. L'augmentation de capital actuelle comprend des avances d'actionnaires pour 4,661 milliards de francs - dont 1 milliard de dotation au titre de 1983 et 1,9 milliard au titre de 1984, et 275 millions d'intérêts sur ces avances (132 millions pour 1983, 143 millions pour celles de 1984) et un reliquat de 3,7 millions du Fonds de dotation. L'Etat a donc pour 17 août constitué une dotation de 6,661 milliards de francs en faveur de la Régie. L'augmentation de capital de Renault est justifiée par la situation financière du constructeur automobile, qui a vu ses fonds propres chuter de 12,205 milliards de francs en 1983 à 3,054 milliards en 1984.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
SE-IL	8,440	8,420	+ 25	+ 140	+ 245
DM	2,765	2,765	+ 25	+ 140	+ 245
Yen (100)	3,580	3,580	+ 101	+ 115	+ 197
DM	3,580	3,580	+ 101	+ 115	+ 197
FR (100)	2,765	2,765	+ 25	+ 140	+ 245
FR (100)	2,765	2,765	+ 25	+ 140	+ 245
FR (100)	2,765	2,765	+ 25	+ 140	+ 245
FR (100)	2,765	2,765	+ 25	+ 140	+ 245
FR (100)	2,765	2,765	+ 25	+ 140	+ 245
FR (100)	2,765	2,765	+ 25	+ 140	+ 245

TAUX DES EROMONNAIES

SE-IL	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8	7 1/2	8 1/4	8 1/2	8 3/4
DM	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
Yen (100)	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
DM	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
FR (100)	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
FR (100)	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
FR (100)	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
FR (100)	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
FR (100)	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

MALGRÉ UNE LÉGÈRE PROGRESSION EN JUILLET

Le chômage semble atteindre un nouveau palier

Statistiquement, le chômage paraît atteindre un nouveau palier, en France, après un premier semestre marqué par une nette déflation. A la fin du mois de juillet, et selon les chiffres fournis le 19 août par le ministère du travail, on comptait 2 259 200 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, en données brutes, et 2 414 200 en données corrigées. Alors que, traditionnellement au cours de ce mois estival, on assiste à une augmentation relative du nombre de chômeurs, la progression n'a été que de 22 200 en données brutes (+ 1 %), par rapport au mois de juin, et de 2 200 (+ 0,3 %) en données corrigées des variations saisonnières. D'une année sur l'autre, la hausse s'est limitée à 3,4 % en données brutes comme en données corrigées.

Se trouve ainsi confirmé un mouvement orienté depuis le début de l'année 1985 vers le ralentissement du rythme d'accroissement. En données brutes, d'ailleurs, de janvier à juin 1985, le nombre des chômeurs avait baissé de 318 724 contre 104 424 pendant la même période en 1984, et, surtout, 252 252 en 1983 : un résultat pourtant obtenu à une époque où le gouvernement disait se battre sur la crête des deux millions de chômeurs, « tenna » pendant plus de dix-huit mois.

Même s'il se fixe à un niveau très élevé, le nouveau palier semble relativement stable, ce qui devrait confirmer les chiffres des mois à venir. En effet, les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle sur l'emploi indiquent une baisse de 0,2 % des effectifs salariés au deuxième trimestre 1985 dans les secteurs marchands non agricoles. Vient après le bon score réalisé au premier trimestre (- 0,1 %), cette évolution apparemment satisfaisante pourrait signifier que le marché du travail a désormais tendance à se dégrader plus lentement. A peine 40 000 emplois en postes de travail auraient été perdus au cours des six premiers mois, quand, en 1983 et 1984, les pertes dépassaient les 100 000 emplois, ce qui correspondait à une perte de 0,7 % en 1983, et respectivement.

Au ministère du travail, où l'on espère un léger surcroît de la demande intérieure, grâce aux mesures fiscales, on se veut même à croire que le tassement auquel on assiste pourrait bien prolonger ses effets jusqu'à la fin de l'année. Economiquement et socialement, une perte des effectifs salariés comprise entre 0,8 % et 1 % pour 1985 serait à l'évidence préjudiciable aux taux de 1,2 % en 1984, et 1,5 % en 1985.

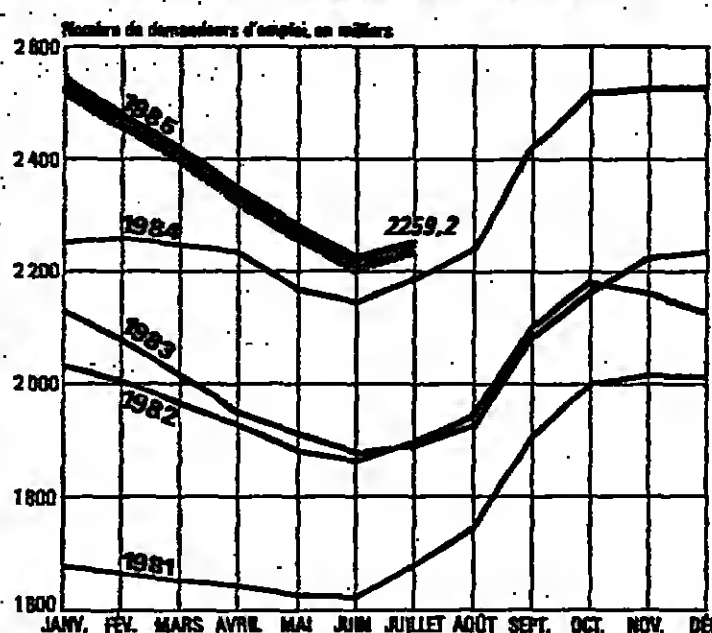
Parallèlement, 407 183 personnes ont quitté les registres de l'ANPE, soit 4,5 % de plus en un mois et 24,3 % de plus en un an. Les plus gros bataillons sont fournis par les chômeurs ayant retrouvé une activité grâce à l'ANPE (39 574), par eux-mêmes (151 298), ou se désinscrivant par les inscriptions radiales à la fin de leur première demande d'emploi (+ 58,3 % en un mois, + 0,4 % en un an).

Reste, pour expliquer l'évolution récente du chômage, l'effet controversé des travaux d'utilité collective, les TUC, sur les statistiques. Il semble bien, après des mois de progression pouvant justifier la baisse du nombre des chômeurs en données brutes, que le dispositif ait atteint ses limites, au moins temporairement. En juillet, on comptait 136 668 jeunes réinscris au titre des TUC contre 134 500 en juin, ce qui représentait une progression bien plus faible que celle des mois précédents, de l'ordre de 25 000 à 30 000. De plus, 18 000 « touristes » environ sont arrivés à la fin de la durée limite de leur contrat - trois mois - et sont parfois venus se réinscrire à l'ANPE. En attendant septembre, où l'on escompte une baisse des programmes, entrées et sorties de contrats de TUC se compensent, voire s'annulent. La mesure, d'une certaine façon, serait à son régime de croisière. 270 000 places étaient effectivement occupées selon les premiers décomptes, 90 000 postes seraient donc disponibles qui ne trouveraient pas, pour l'instant, de candidats.

Si tous les indicateurs se maintiennent ainsi dans les mois à venir, la situation du chômage connaîtrait un nouveau répit, qui, même s'il correspond à une réalité bien établie, ne serait pas sans provoquer d'ardentes polémiques.

ALAIN LEBEAUC.

L'ÉVOLUTION DU CHOMAGE EN DONNÉES BRUTES



tent avec, pour contrepartie, une rotation rapide dans le chômage et une précarisation accrue dans l'emploi.

Régime de croisière pour les TUC

Ainsi, 366 914 nouveaux demandeurs d'emploi se sont inscrits à l'ANPE au cours du mois de juillet, soit 31,6 % de plus que le mois précédent et 7,1 % de plus qu'un an auparavant. Pour l'essentiel, il s'agit des travailleurs venus en chômage après la fin d'un contrat de travail à durée déterminée (+ 32,9 % en un mois, + 19,3 % en un an), d'une mission d'intérim (+ 17,1 % en un mois, + 10,7 % en un an) et, en juillet particulièrement, de jeunes qui

suite d'une absence au contrôle et de la non-réponse à une convocation (134 008) (+ 17,9 % en un an).

Si ces catégories progressent fortement (de 14 % en un mois et de 24,3 % en un an dans le meilleur des cas), révélant ainsi une meilleure tenue de l'embauche, certains départements de l'ANPE sont également la conséquence des mesures sociales prises. Les entrées en stages de formation se multiplient, soit avec l'appui de l'ANPE (+ 564 % en un an), soit par démarche directe de l'intéressé (+ 379,5 %). Les arrêts de la recherche d'un emploi s'élevaient à 98,1 % en un an pour 5 495 chômeurs, dont 1 900 environ ont bénéficié des récentes mesures gouvernementales de dépense de recherche d'emploi (19 000 à peu près, en cumulé, depuis que les pro-

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Menace de grève générale dans les chemins de fer

Londres. - Une grande partie du trafic ferroviaire de banlieue et du grand banlieue dans la région de Londres a été interrompue le 19 août, par le débrayage dans plusieurs dépôts d'une centaine de gardes, des cheminots qui sont chargés de la surveillance et de la sécurité à bord des trains et dont l'emploi doit à terme disparaître, selon les projets de modernisation de la direction de la British Rail. Ces perturbations sont la conséquence d'une soudaine escalade dans un conflit qui dure depuis des semaines, au sein des mois, et qui pourrait aboutir en septembre au déclenchement d'une grève totale paralysant l'ensemble du réseau des chemins de fer britanniques. Les syndicats d'un côté, les dirigeants de la compagnie nationale et le gouvernement de l'autre, campent fermement sur leurs positions, et semblent se préparer à ce qui risque d'être, sur le plan social, la confrontation la plus importante depuis la fin de la grève des mineurs en mars dernier.

A l'origine de ce conflit, la décision prise par l'administration des chemins de fer d'accroître la mise au service de trains de marchandises - et de passagers sur les lignes de banlieue - où le conducteur est seul pour assurer à la fois la marche et la surveillance des convois. L'expérience a déjà été tentée sur plusieurs lignes avec l'accord des syndicats, mais British Rail (BR) voudrait l'étendre rapidement. Le principal syndicat des cheminots, le National Union of Railwaymen (NUR), proteste en déclarant qu'il n'a pas été consulté sur ce plan d'ensemble, conformément aux engagements pris par la direction au début de l'expérience.

Déficit record

La direction de BR est pressée de faire des économies pour limiter les pertes de la compagnie, qui a enregistré, au cours de l'exercice 1984-1985, un déficit record de 408 millions de livres, dû pour une part à la baisse du trafic de fret causée par la grève des mineurs. Le gouvernement

De notre correspondant

s'impatiente après avoir versé à BR en quinze mois plus de 1 milliard de livres de subventions. Ce qui, on le sait, est tout à fait contraire aux conceptions de M^{rs} Thatcher. Ainsi laisse-t-on entendre au ministère des transports qu'en cas de grève non seulement ces subventions pourraient être sévèrement réduites (même pour le maintien du service dans des zones rurales où le trafic est faible mais jugé d'intérêt public), mais encore que l'on pourrait remettre en cause l'aide pour la dégrèvement d'un vaste programme d'équipement attendu depuis longtemps, et qui, pour un montant de 1 milliard de livres, devrait comprendre notamment l'achat de nouvelles locomotives, et surtout l'achèvement de l'électrification de la ligne Londres-Glasgow. On va même jusqu'à faire savoir qu'il est de nouvelle question d'une idée évidemment chère au premier ministre : la privatisation de certaines lignes comme celle de Londres à Southend le long de la Tamise (un projet auquel s'oppose la direction de BR).

Durs et modérés

L'heure est à la modération et aux concessions. Faisant valoir que BR doit faire face à une concurrence de plus en plus grande des transports routiers, tant pour le fret que pour les passagers - et ce même dans la banlieue des principales agglomérations - la direction affirme qu'il est urgent de diminuer les coûts de fonctionnement. Elle indique que la suppression des gardes, évaluée sur cinq ans, devrait permettre de faire une économie de 25 à 30 % pour chaque train.

La NUR n'est pas fondamentalement opposée à cette réforme, qui paraît inévitable, mais le syndicat conteste la procédure en déclarant que la direction s'est départie soudain « du jeu normal de la négociation » pour « imposer brutalement » les nouvelles mesures. A la suite d'un mouvement de grève partiel,

deux cent cinquante gardes ont regagné la semaine dernière et lundi 19 août, des lettres de licenciement, pour infraction à la nouvelle législation, qui fait obligation aux syndicats d'organiser un vote avant tout débrayage important. La NUR réplique que s'il n'y a pas eu de scrutin jusqu'à présent, c'est que ses membres font preuve d'un « cas de force majeure », à la « privatisation » et à l'« intimidation », dont se rendrait coupable la direction à leur égard.

Les limogeages n'ont fait qu'aggraver la tension. La NUR va consulter à bulletin secret, le 29 août, les onze mille gardes de l'ensemble du réseau. Il semble probable que la majorité des votants se prononcera pour la grève si un accord n'intervient pas auparavant, mais la direction suppose qu'il y aura un nombre suffisant d'absentéistes pour empêcher une paralysie complète de la compagnie avec la participation des autres catégories de personnel.

Le secrétaire général de la NUR, M. James Knap, devait rencontrer l'un des directeurs de BR au cours de la journée du 20 août, sans pour autant avoir l'espoir de trouver tout de suite un arrangement. M. Knap craint, en effet, que, poussée par le gouvernement, la direction soit résolue à faire de cette affaire une épreuve de force pour tester de faire obéir les syndicats et avoir ensuite les mains plus libres pour imposer d'autres mesures plus draconiennes, encore que la suppression de deux à trois mille postes de gardes dans les prochaines années. Dans ces conditions, le conflit actuel ne serait qu'un test. En tout état de cause, ce sera l'un des principaux sujets de débat du congrès annuel de la confédération des syndicats britanniques, le TUC, qui aura lieu au début de septembre. Une nouvelle fois, «durs» et «modérés» s'opposent pour savoir s'il convient de résister avec force aux menées du gouvernement, conforté manifestement par la défaite subie récemment par les mineurs.

FRANCIS CORNU.

Déficit de la Sécurité sociale

M. JACQUES BARROT (CDS)

EXPOSE

SON PLAN D'ÉCONOMIES

Ancien ministre de la santé et de la sécurité sociale, M. Jacques Barrot (CDS) a exposé, dans un entretien publié par le quotidien Libération, les mesures qui devraient être prises pour réduire le déficit de toutes les branches de la Sécurité sociale. Reconnaissant que « les ajustements ne sont pas condamnables à priori », M. Jacques Barrot reproche au gouvernement d'intervenir « à la petite semaine ».

Pour l'assurance-maladie, il préconise, pour sa part, une augmentation du ticket modérateur et un transfert d'une part des dépenses de l'assurance obligatoire vers les régimes complémentaires, tels que les mutuelles et les assurances privées. « Ce ne serait pas dénaturation la Sécurité sociale ni ses principes d'origine que de leur demander un effort accru », affirme M. Barrot.

Pour l'assurance-vieillesse, l'ancien ministre estime que « le gouvernement aurait mieux fait de décider de l'augmentation de la cotisation vieillesse cette année » et souligne qu'on ne peut pas « prendre le risque d'appauvrir les retraités les plus modestes du régime général ».

En revanche, et à long terme, il souhaite « inciter les Français à constituer une épargne vieillesse individuelle » et estime qu'il « faudra sans doute créer une retraite proportionnelle aux années de travail ».

TRANSPORTS

Selon la CGT

LA SNCF PORTE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DE LA CATASTROPHE DE FLAJAC

Les responsables cheminots CGT ont conduit à l'« entière responsabilité » de la direction SNCF dans l'accident qui a fait trente-trois morts, le 3 août dernier, près de Flajac (Lot) : ce sont les résultats de l'enquête ouverte par la fédération au lendemain de la collision ferroviaire, et rendus publics lundi 19 août à Capdenac (Aveyron), ville du chef de gare infernairement inculpé après l'accident.

L'enquête menée par la CGT dégage une série de points qui ont « concouru », selon ses dirigeants, « à rendre possible une telle catastrophe » : insuffisance dans les installations, politique de l'emploi dangereuse pour la sécurité, trop grande polyvalence des agents et aggravation de leurs conditions de travail, choix dans les investissements discutables. Les cheminots CGT proposent, pour l'immédiat, la pose de « torches flammes rouges » à pleine voie, commandées électriquement par les agents de circulation dans les gares.

AFFAIRES

ENTREPRISES

Les Coop cèdent à Panzani leur semoulerie de Gennevilliers

Un accord passé entre Panzani-Millat Frères (du groupe BSN) et la Société des produits Bertrand (filiale de la Société générale des coopératives de consommation, centrale d'achat du groupe Coop) prévoit la cession à une filiale commune (la Panzani Bertrand) de la semoulerie de Gennevilliers de la société Bertrand. Aux termes de cet accord, qui doit se concrétiser d'ici la fin de l'année, la semoulerie de Gennevilliers, dont 70 % de la production est déjà absorbée par Panzani, continuera à approvisionner l'usine dans laquelle la société Bertrand produit les pâtes pour les marques des coopératives.

Panzani est le premier producteur de pâtes françaises, avec un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs en 1984, et exploite deux semouleries et deux usines de pâtes (à Marseille et à Nîmes). Cet accord fait suite aux efforts de redressement entrepris par les Coop avec la cession d'actifs (comme la participation majoritaire dans la FNAC et la Maison de la coopération).

La Coopérative Pyrénées-Aquitaine (800 millions de francs de chiffre d'affaires, 700 salariés), présente dans huit départements, a dû à son tour déposer son bilan, malgré un plan de restructuration mis en place en 1984, mais devrait, selon ses dirigeants, obtenir le bénéfice de la suspension provisoire des poursuites.

A Lomme, près de Lille, trois à quatre cents gérants de magasins de la Société coopérative du Nord (5 800 salariés, un milliard de points de vente), réunis en assemblée générale, ont dénoncé le plan de restructuration prévu après le dépôt de bilan.

Pantry Pride lance une OPA sur Revlon

Pantry Pride était bien candidat au rachat de Revlon (le Monde du 17 août), le célèbre fabricant américain de produits de beauté (21 milliards de francs de chiffre d'affaires). Cette compagnie, filiale du conglomérat Mac Andrews and Forbes (armes alimentaires, développement de films, cigares), holding spécialisée elle-même dans l'organisation de super marchés (6,55 milliards de francs de chiffre d'affaires), lance une OPA sur le capital de ce groupe en proposant 47,5 dollars par action.

Si l'opération réussit, elle lui coûtera 1,82 milliard de dollars. Pour la mener à bien, Pantry Pride assure disposer d'une somme de 750 millions de dollars, partie en liquidités, partie en valeurs mobilières, ainsi que d'un engagement bancaire de 500 millions de dollars et envisage de se procurer les 570 millions de dollars restants au moyen d'une offre publique.

La direction de Revlon, avec laquelle Pantry Pride était en pourparlers, n'a pas immédiatement réagi, mais a fait savoir que le groupe n'était pas à vendre. Pour faire échec à cette OPA, Revlon envisage de racheter 5 millions de ses propres actions et d'émettre des bons à un an (échangeables contre des actions) assortis chacun d'un coupon de 12 % payable fin août prochain, de sorte que chaque détenteur de titre se verra remettre 55 dollars. Cette contre-attaque ne semble pas avoir détourné Pantry Pride de son objectif.

Framatome : les salariés proposent de racheter une partie du capital

L'Association pour la participation du personnel de Framatome, qui, depuis le 1^{er} juillet, a recueilli 2 100 adhésions (sur 8 000 salariés), propose, dans un communiqué, de prendre le contrôle d'une société holding détenant 50 % du capital de la compagnie. Cette acquisition serait financée d'une part à l'aide de prêts bancaires (remboursables grâce aux dividendes à venir et à un crédit d'impôt), et d'autre part par la mobilisation des fonds disponibles au titre de la réserve spéciale de participation du personnel aux bénéfices des années antérieures.

Les pouvoirs publics doivent prochainement décider de l'actionnariat du constructeur français de chaudières nucléaires, dont le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) est provisoirement la seule actionnaire, depuis la mise en liquidation de Creusot-Loire, qui détenait 50 % du capital de Framatome (le Monde du 17 juillet). Outre le CEA, plusieurs sociétés privées (Bouygues et Dumez) ou du secteur public (EDF et CGE-Alsthom) sont sur les rangs. Les salariés de l'entreprise soulignent, dans leur communiqué que « les différentes solutions envisagées (...) semblent faire peu de cas des 8 000 salariés de la société », et précisent qu'ils ont demandé aux pouvoirs publics d'examiner [leur] solution avec autant d'attention que les autres montages financiers.

Les transporteurs d'automobiles reprennent le travail aux Etats-Unis. - Les transporteurs américains d'automobiles ont repris le travail le 18 août, mettant fin à une grève de trois semaines qui avait affecté les ventes de voitures neuves aux Etats-Unis (le Monde du 18-19 août 1985). Déclenchée le 26 juillet dernier par vingt mille transporteurs d'automobiles des Etats-Unis, membres du Syndicat des camionneurs, cette grève avait pour but de protester contre le projet de convention collective négocié par le syndicat. Celui-ci et les entreprises spécialisées dans le transport d'automobiles ont renoué une nouvelle convention, qui a fait l'objet d'un accord de principe le 14 août. Le syndicat a décidé la reprise du travail sans attendre que cet accord soit approuvé par les transporteurs, dont les résultats de vote ne devaient pas être connus avant la mi-septembre. - (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAXBY

Le conseil d'administration de la société Saxby, réuni le 19 août 1985, a approuvé la cession de sa participation majoritaire dans la société Saxby maintenance spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de chariots élévateurs et assimilés au groupe britannique The Kays Organisation (Lansing Bagin International).

Cet accord s'inscrit dans le cadre de la recherche, entreprise depuis 1983, d'une solution industrielle visant à associer la société Saxby maintenance, confrontée à une concurrence de plus en plus vive tant en France qu'à l'étranger, à un groupe de maintenance disposant non seulement d'une technologie avancée mais également d'une implantation internationale. Au terme de cette opération s'opérant à la cession de sa branche signalisation ferroviaire en juin 1983, la société Saxby aura réalisé l'ensemble de ses actifs.

La cession, soumise à la condition suspensive de l'autorisation de la direction du Trésor, sera précédée d'une augmentation de capital de la société Saxby maintenance de 15 000 000 de francs souscrite par la société Saxby et libérée par compensation avec les créances détenues par la société Saxby sur la société Saxby maintenance.

Sur le plan financier, la réalisation de cette opération devrait permettre à la société Saxby d'apurer son endettement

bancaire. Toutefois, elle se traduira par une perte sur titres de participation de 35 000 000 de francs environ, compte tenu des concours financiers importants apportés par la société Saxby à sa filiale dans le cadre de la restructuration mise en œuvre depuis 1983 pour permettre la poursuite de l'activité industrielle et la sauvegarde de l'emploi.

Le conseil d'administration a donné mandat à son président pour régulariser cette opération et pour convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à qui sera présentée cette opération dont la réalisation définitive est envisagée le 30 septembre 1985 au plus tard.

Le conseil d'administration a également examiné les résultats de la période du 1^{er} octobre 1984 au 31 mars 1985 (premier semestre 1985), desquels il résulte une perte de 2 181 000 francs. Comme indiqué lors des précédentes publications, la société Saxby n'ayant plus d'activité propre, l'exploitation traduit les charges de structure et la régularisation des affaires en cours. Compte tenu de la perte sur titres de participation visée ci-dessus, les résultats de l'exercice clos le 30 septembre 1985 devraient se traduire par une perte d'un montant équivalent à celui des exercices précédents, qui s'élevaient à 35 620 000 francs au 31 mars 1985.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Poussée de la croissance

Investissements presque doublés - 14 000 personnes de plus - rapport bénéfice net/C.A. : 2,5 %

Le règlement de trois grandes centrales a provoqué une forte hausse du chiffre d'affaires de Siemens durant les neuf premiers mois de l'exercice en cours, c'est-à-dire pour la période du 1^{er} octobre 1984 au 30 juin 1985. Le dynamisme toujours soutenu des commandes enregistrées, le doublement des investissements et l'embauche de 14 000 personnes sont autant de facteurs témoignant d'une croissance durable.

atteint des taux de croissance supérieurs à la moyenne. Malgré le recul constaté sur le marché mondial des circuits intégrés, les commandes de la division Composants n'ont régressé que de 4 % par rapport à l'an dernier.

Commandes enregistrées

Les commandes enregistrées ont pu être portées à 124,5 milliards de francs, soit 13 % de plus que pour la même période de l'exercice précédent. Leur progression est avant tout le fait des commandes provenant des pays tiers, en hausse de 19 % et qui se chiffrent à 65,4 milliards de francs. Les marchés à l'étranger ont ainsi plus que doublé par rapport aux commandes prises sur le marché allemand, qui s'élevaient à 59,1 milliards de francs, soit 7 % d'augmentation. Les divisions Energie électrique et Automatisation, Technique médicale ainsi que Communication et Informatique ont

atteint des taux de croissance supérieurs à la moyenne. Malgré le recul constaté sur le marché mondial des circuits intégrés, les commandes de la division Composants n'ont régressé que de 4 % par rapport à l'an dernier.

En milliards de francs	du 1.10.83 au 30.6.84	du 1.10.84 au 30.6.85	Variation
Commandes enregistrées	110,8	124,5	+13%
Marché allemand	55,2	59,1	+7%
Marché étranger	54,8	65,4	+19%

Chiffre d'affaires

Le règlement de trois centrales nucléaires (Gundremmingen C, Grohnde et Philippsburg 2) a largement contribué à l'accroissement de 38 % du chiffre d'affaires mondial qui ressort à 125,9 milliards de francs. En R.F.A., les facturations, qui représentent 70,7 milliards de francs, ont fait un bond de 67 %. Mais même abstraction faite de l'activité Centrale, le C.A. global a augmenté de 12 %. Les ventes se sont respectivement accrues de 9 % en R.F.A. et de 12 % à l'étranger où elles totalisent 55,2 milliards de francs. Les divisions

Composants, Energie électrique et Automatisation, Communication et Informatique ainsi que Technique médicale ont enregistré des taux de croissance du C.A. à deux chiffres.

En milliards de francs	du 1.10.83 au 30.6.84	du 1.10.84 au 30.6.85	Variation
Chiffre d'affaires	91,5	125,9	+38%
Marché allemand	42,3	70,7	+67%
Marché étranger	49,2	55,2	+12%

Commandes en carnet

Le règlement des centrales nucléaires a entraîné une baisse de 3 % des commandes en carnet, avec 175,6 milliards de francs, et de 5 % des stocks, qui ressortent à 57,7 milliards de francs.

En milliards de francs	du 1.10.83 au 30.6.84	du 1.10.84 au 30.6.85	Variation
Commandes en carnet	188,2	175,6	-7%
Stocks	60,5	57,7	-5%

Personnel

Les effectifs, 340 000 personnes, ont une fois encore progressé. Siemens emploie actuellement 12 000 personnes de plus qu'au début de l'exercice ; en termes comparables, si l'on ne tient pas compte de l'influence saisonnière due aux stagiaires et aux personnes en formation, l'effectif comprend 14 000 personnes supplémentaires. L'embauche de 8 000 personnes en R.F.A. et de 4 000 à l'étranger a permis de porter les effectifs respectifs à 232 000 et 108 000. Durant la période concernée, Siemens a occupé en moyenne 334 000 personnes à l'échelle mondiale, soit 4 % de plus que l'an dernier à pareille époque. Avec 44,1 milliards de francs, les frais de personnel ont

augmenté de 12 %, entre autres en raison d'incidences monétaires.

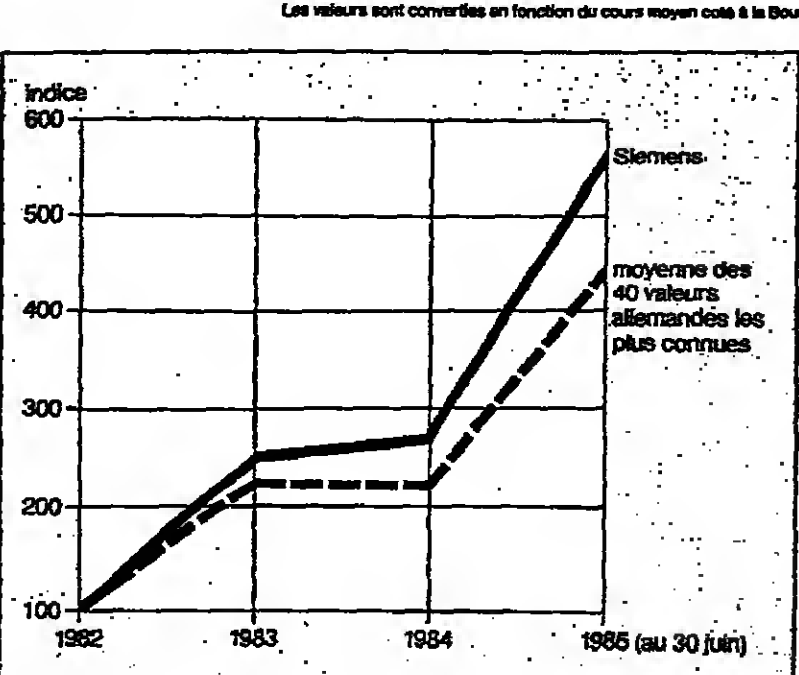
En milliards de francs	du 1.10.83 au 30.6.84	du 1.10.84 au 30.6.85	Variation
Personnel en milliers	328	340	+4%
Allemagne	224	232	+4%
Etranger	104	108	+4%
Effectifs moyens en milliers	321	334	+4%
Frais de personnel en milliards de francs	39,4	44,1	+12%

Investissements Bénéfice net

Alors que les investissements de Siemens s'élevaient à 4,2 milliards de francs pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent, ils ont pratiquement doublé cette année pour atteindre 8,1 milliards de francs, principalement alloués aux secteurs stratégiques tels que bureautique, productique, réseaux de communication et composants. Le bénéfice net pour la période considérée s'est établi à 3,2 milliards de francs contre 1,9 précédemment, ce qui correspond à un rapport bénéfice net/C.A. de 2,5 % contre 2,3 % pour l'ensemble de l'exercice 1983/84.

Alors que les investissements de Siemens s'élevaient à 4,2 milliards de francs pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent, ils ont pratiquement doublé cette année pour atteindre 8,1 milliards de francs, principalement alloués aux secteurs stratégiques tels que bureautique, productique, réseaux de communication et composants.

En milliards de francs	du 1.10.83 au 30.6.84	du 1.10.84 au 30.6.85	Variation
Investissements	4,2	8,1	+93%
Bénéfice net	1,9	3,2	+68%
soit % du C.A.	2,1	2,5	



Record des transactions boursières avec Siemens

Au cours des dernières années, les actions Siemens ont totalisé les plus forts volumes journaliers de transactions sur les quatre principales places boursières d'Allemagne fédérale. En 1985, l'action Siemens reste toujours la valeur la plus échangée. Dans le même temps, les investisseurs étrangers ont manifesté un intérêt croissant pour Siemens, une entreprise de construction électrique et électronique résolument novatrice et tournée vers l'avenir. Parmi nos 400 000 actionnaires, nous comptons actuellement plus de 50 000 détenteurs hors R.F.A.

Siemens AG

En France : Siemens Société Anonyme

مكتبة الأمل

MARCHÉS

PARIS

Nouveaux entrants

Les professionnels du marché ont été très actifs ces derniers jours, la hausse de la monnaie allemande et l'annonce de la mise en œuvre de la loi de finances pour 1986 ont été les principaux facteurs de la progression. Les actions allemandes ont gagné en moyenne 1,5 %, les françaises 1,2 %, et les suisses 0,8 %. Les valeurs étrangères ont également progressé, les américaines de 0,5 %, les japonaises de 0,3 %, et les australiennes de 0,2 %.

AUTOUR DE LA

DE BONS DU... Les investisseurs ont été très actifs ces derniers jours, la hausse de la monnaie allemande et l'annonce de la mise en œuvre de la loi de finances pour 1986 ont été les principaux facteurs de la progression. Les actions allemandes ont gagné en moyenne 1,5 %, les françaises 1,2 %, et les suisses 0,8 %.

NOTES QUOTIDIENNES

Indice	19 août 1985	18 août 1985	17 août 1985
France	116	115,8	115,5
Allemagne	95,1	94,3	94,0
Autres	215,9	215,9	215,9

NOTES QUOTIDIENNES

Indice	19 août 1985	18 août 1985	17 août 1985
France	116	115,8	115,5
Allemagne	95,1	94,3	94,0
Autres	215,9	215,9	215,9

NOTES QUOTIDIENNES

Indice	19 août 1985	18 août 1985	17 août 1985
France	116	115,8	115,5
Allemagne	95,1	94,3	94,0
Autres	215,9	215,9	215,9

NOTES QUOTIDIENNES

Indice	19 août 1985	18 août 1985	17 août 1985
France	116	115,8	115,5
Allemagne	95,1	94,3	94,0
Autres	215,9	215,9	215,9

NOTES QUOTIDIENNES

Indice	19 août 1985	18 août 1985	17 août 1985
France	116	115,8	115,5
Allemagne	95,1	94,3	94,0
Autres	215,9	215,9	215,9

L'OPÉRATION KAIKO AU LARGE DU JAPON

Les observations du « Nautilé » devraient permettre d'améliorer la prévision des tremblements de terre

« Rendez-vous dans un an. » C'est ainsi que M. Xavier Le Pichon, professeur de géodynamique à l'université de Paris VI et membre de l'Académie des sciences, a conclu l'exposé qu'il a fait le 19 août à Paris au cours de la conférence de presse terminale de l'opération Kaiko, japonaise Kaiko. Kaiko signifie « fesse » en japonais. L'opération Kaiko, qui s'est déroulée du 1^{er} juin au 14 août, avait pour but en effet l'exploration de plusieurs portions des fossés sous-marins qui longent les côtes est et sud de l'archipel nippon, grâce au petit submersible français de recherche *Nautille* (*Le Monde* du 23 mai).

Après une préparation de plusieurs années, l'opération Kaiko s'est déroulée en deux phases. En 1984, le commandant des Sciences de la Mer, Jean-Charcot a fait le lever bathymétrique détaillé de plusieurs portions des fossés nippons, ce qui a permis aux scientifiques français et japonais de choisir les zones de plongée du *Nautilus*.

En 1985, le *Nautilus*, qui avait déjà auparavant effectué des plongées de trente fois en quarante-deux jours de travail effectif en mer et en a rapporté une moisson tellement abondante d'informations, d'échantillons, d'observations, de photos et de films qu'il faudra au moins un an d'études

est marqué par des oasis où vivent des bivalves géants (longs de 20 à 30 centimètres), des petits vers et des ardeurs de ces espèces. Cette vie, qui se développe surtout dans les profondeurs voisines de 5 600 mètres, est possible grâce à des suintements d'eau riche en matière nutritive (du méthane par exemple) et à l'action de bactéries. Cette eau, présente en surpression, s'écoule en provoquant la plaque océanique, sorte de « tapis » pur, et le méthane est produit à partir des matières organiques primaires des sédiments. Il s'agit là d'un phénomène majeur habituel sans nul doute tout au long des 35 000 kilomètres des fossés océani-

4. Les plongées de Kaiko ont permis de confirmer que les volcans sous-marins existants sur les plateaux océaniques ne sont pas un obstacle majeur à la plongée de la plaque qui les porte. La courbure de la plaque à l'amorce de sa plongée entraîne le déracement de ces volcans en tranches qui sont « avalées » sans trop de problèmes. Ainsi le volcan sous-marin Kishima est-il « prédécoupé » par une faille haute de 1 800 mètres et longue de 60 kilomètres : sa moitié est déjà dans le fossé ; sa seconde moitié est sur le point de franchir la plaque. Cette faille, courbure de la plaque. Cette faille, courbure grâce à Nautic, a ainsi permis de voir une fantastique coupe géologique d'un volcan sous-marin.

Une extraordinaire « première » technologique a été réussie sur un autre volcan sous-marin, le mont Erin, qui est situé juste sur la plume de la plaque Pacifique. Sur le sommet de ce volcan, qui est à 4 000 mètres sous la surface de l'océan, ont été installés et cimentés des instruments capables de détecter des variations d'inclinaison d'un millionième de degré et un sismomètre. Les Japonais, conscients des risques sismiques qui les menacent,

Coupes géologiques

Les résultats préliminaires de l'opération Kaiko qui ont été élagués par M. Le Piehion, M. Jean-Louis Cadet, professeur à l'université de Caen, et M. Guy de la Roche, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et M. Claude Riffard, inspecteur général de l'IFREMER et responsable de l'opération Kaiko, ont de divers ordres.

En contact avec la plaque plongeante de la zone convergente, les

cent en permanence, ont couvert leur territoire émergé d'instruments de toutes sortes. Mais les fonds marins, où se passent actuellement les phénomènes responsables de la sismicité de l'archipel, en ont été jusqu'alors dépourvus. Il est certain qu'une telle première d'instrumentation sous-marinne ouvrira une nouvelle phase dans les études de géophysique et de géologie.

La Navale française, elle aussi, les Français ont permis la réussite de travaux difficiles qui étaient au départ autant de paris incertains.

VIVIANE BÉREYRÉ

LE YEARLING DE L'ANNÉE

On s'avait pas vu cela depuis une quarantaine d'années : c'est un Japonais qui a acheté, dimanche 18 août, à Decauville, le meilleur et le plus cher jamais vendu aux enchères en France. Emmanuël Zeno, propriétaire d'une chaîne de supermarchés, a acquis pour 9 millions 999 999 francs un magnifique cheval, nommé, III de Golden Fleece et de Fran. Golden Fleece (fils de Nijinsky) né jamaïs été battu sur un hippodrome et a remporté entre autres le fameux Derby d'Epsom.

Le cheval de Decauville, qui se vantait d'avoir été vainqueur de 19 courses, a été acheté par Emmanuël Zeno au chiffre d'affaires total de 132 966 006 francs pour 155 paiements de 880 000 francs, soit une moyenne de 220 000 francs par paiement.

● **Les magistrats et la situation dans les prisons.** — C'est par erreur que nous avons indiqué, dans le *Monde* du 20 août, en note d'une lettre de la directrice de l'Administration pénitentiaire, que les directeurs de prison devaient désormais « signer » les magistrats « tout d'abord » et des capacités d'accueil de leurs établissements. En fait, le texte du décret du 8 août enjoint simplement, dans sa version parue au *Journal officiel*, « d'informer » les magistrats « de l'état des effectifs au regard des capacités d'accueil de l'établissement ». Le texte dont nous avons parlé était celui de la première version de ce décret mise au point à l'archevêché.

PARATOIRE
CES PO
complet, d'octobre à juin
PES
Neuilly. Tél. 722.94.94 - 745.08.19

[illegible]

L'euthanasie est admissible, attitue-t-on le rapport remis à l'Elcoo Brinkman, ministre des Pensions du bien-être, de la santé publique et de la culture, par une commission gouvernementale composée de quinze juristes, médecins et académiciens. Selon ce rapport, les médecins qui mettent fin à la vie de patients qui l'ont expressément demandé ne doivent plus être passibles de sanctions s'ils agissent en respectant certaines conditions. Il faut qu'ils soient convaincus que le patient se trouve dans une situation de détresse et que sa perspective d'amélioration est nulle. Le médecin ait, avant d'agir, consulté un collègue figurant sur la liste de médecins établie par le ministère.

Une exception : lorsque le patient dans un coma profond et que, selon les médecins, il est exclu qu'il

La maison des
BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUES
61 RUE FROIDEVAUX 75014 PARIS
 Ouvertes le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi de 9 h à 19 h sans interruption
 Desest-Rochereau - Mères - Rouvier-Rochereau - Datta - Edgar-Desest-Rochereau - 10-20 - 1017 Sans interruption
CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE 24 H/24 : ☎ (1) 320.73.33

[illegible]

50

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26